|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Logo  Description automatically generated** | **Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT)****28ème réunion, virtuelle, 24-28 mai 2021** | A close up of a sign  Description automatically generated |
|  |  |
|  | **Document TDAG-21/2-F** |
|  | **26 avril 2021** |
|  | **Original:** **anglais** |
| Directrice du Bureau de développement des télécommunications |
| Rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires (y compris les initiatives régionales) adopté par la CMDT-17 et contribution àla mise en œuvre du Plan d'action du SMSI et des Objectifsde développement durable (ODD) |
|  |
| **Résumé:**La Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2017 (CMDT-17) de l'UIT a eu lieu à Buenos Aires (Argentine) du 9 au 20 octobre 2017 et a adopté le [Plan d'action de Buenos Aires](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC17/Documents/WTDC17_final_report_fr.pdf). Ce Plan, qui comprend les programmes de l'UIT-D, un ensemble d'initiatives régionales et les résolutions, recommandations et Questions confiées aux Commissions d'études nouvelles ou révisées, définit le mandat, les objectifs et les priorités du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) pour la période 2018-2021. Il aligne en outre les travaux du Secteur du développement des télécommunications sur les objectifs stratégiques de l'UIT afin de permettre aux pays de tirer pleinement parti des TIC. Le présent document rend compte de la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires entre 2018 et avril 2021 et de sa contribution à la mise en œuvre du Plan d'action du SMSI et à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Il met également en avant les changements qui ont été apportés au Bureau de développement des télécommunications (BDT), qui est l'agent d'exécution de l'UIT-D, afin de veiller à ce que celui-ci soit capable d'évoluer aussi vite que l'environnement dans lequel il fonctionne.**Suite à donner:**Le GCDT est invité à examiner le présent rapport et à fournir les indications qu'il jugera utiles.**Références:**Plan d'action de Buenos Aires (CMDT-17) |

Introduction

La Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2017 (CMDT-17) de l'UIT a eu lieu à Buenos Aires (Argentine) du 9 au 20 octobre 2017 et a adopté le [Plan d'action de Buenos Aires](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC17/Documents/WTDC17_final_report_en.pdf). Ce Plan, qui comprend les programmes de l'UIT-D, un ensemble d'initiatives régionales et les résolutions, recommandations et Questions confiées aux commissions d'études nouvelles ou révisées, définit le mandat, les objectifs et les priorités du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) pour la période 2018-2021. Il aligne en outre les travaux du Secteur du développement des télécommunications sur les objectifs stratégiques de l'UIT afin de permettre aux pays de tirer pleinement parti des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le présent document rend compte de la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires et de sa contribution à la mise en œuvre du Plan d'action du SMSI et à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Il met également en avant les changements qui ont été apportés au Bureau de développement des télécommunications (BDT), qui est l'agent d'exécution de l'UIT‑D, afin de veiller à ce que celui-ci soit capable d'évoluer aussi vite que l'environnement dans lequel il fonctionne. L'importance vitale des TIC et leur rôle en tant que moteur du développement socio-économique et facilitateur de la reprise économique ont une fois encore été mis en lumière par la pandémie de COVID-19, qui frappe actuellement tous les pays du monde. Ce constat a également montré qu'il était nécessaire de disposer d'un BDT plus souple et plus réactif, qui soit capable de conduire l'action menée pour faire en sorte que tous les habitants de tous les pays soient connectés.

En 2019, le BDT s'est engagé sur la voie du changement afin de créer un Bureau qui puisse répondre efficacement aux besoins des États Membres et des Membres de Secteur, mais aussi qui soit plus adapté et atteste des résultats obtenus par des éléments concrets: un BDT qui soit "en adéquation avec sa mission". À l'issue de nombreuses consultations menées au niveau interne et auprès des membres, le BDT a adopté des méthodes de travail nouvelles et innovantes, qui jettent les bases de la mise en œuvre efficace et dans les délais du Plan d'action de Buenos Aires et des plans qui seront adoptés dans le futur. La transformation du BDT est un processus consultatif participatif et ouvert qui repose pour beaucoup sur les retours d'information et les échanges avec les États Membres et les Membres de Secteur. Ce processus de consultation a contribué à organiser les priorités et les objectifs afin que le BDT soit plus réactif, tout en produisant plus de résultats.

Un élément constitutif important de la transformation du BDT est l'adoption d'une approche par regroupement. Les programmes du Plan d'action de Buenos Aires ont été regroupés en priorités thématiques qui facilitent la coordination et des synergies entre tous les programmes, projets, initiatives et Questions confiées aux commissions d'études. Cette structure en priorités thématiques, associée à la méthode de gestion axée sur les résultats (GAR) adoptée, contribue en outre à renforcer les retombées de l'action du BDT sur le développement des TIC, en ce qu'elle permet d'identifier les liens avec la mise en œuvre des buts et objectifs fixés par la CMDT-17, du programme Connect 2030 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (voir l'Annexe 1, Mise en correspondance des liens entre les priorités thématiques, les Questions confiées aux commissions d'études, les initiatives régionales, les ODD et les grandes orientations du SMSI) et d'améliorer cette mise en œuvre. Dans ce contexte, le BDT a en outre lancé plusieurs initiatives stratégiques, qui, toutes, rejoignent les priorités thématiques, concernent le monde entier et peuvent être reproduites à plus grande échelle dans de multiples régions. Ces projets sont décrits dans la Section 11 du présent rapport.

Afin de garantir une mise en œuvre efficace et rationnelle de son programme de travail, le Bureau a élargi son approche en matière de gestion axée sur les résultats, au-delà des mesures initiales prises depuis 2006, et continue d'affiner les modalités de mise en œuvre grâce à des pratiques de planification, de suivi et d'évaluation plus efficaces. Des théories du changement ont été élaborées pour chaque priorité thématique de l'UIT-D, ainsi que pour le BDT dans son ensemble. Elles permettront de guider les phases de planification et de mise en œuvre du programme de travail et serviront d'outils pour suivre les progrès accomplis en vue de parvenir à une connectivité efficace.

Le présent document contient les principaux résultats obtenus pendant la période 2018-2020 pour chaque priorité thématique, à mesure que des progrès sont accomplis en vue de mettre en œuvre le Plan d'action de Buenos Aires. Il rend compte du travail accompli en vue de mener à bien les initiatives régionales, avec une présentation plus détaillée des progrès accomplis concernant les initiatives régionales pour [l'Afrique](https://www.itu.int/md/D18-RPMAFR-210329/sum/en), la région [Amériques](https://www.itu.int/md/D18-RPMAMS-C-0004/en), les [États arabes](https://www.itu.int/md/D18-RPMARB-C-0004/en), [l'Asie-Pacifique](https://www.itu.int/md/D18-RPMASP-C-0004/en), la [Communauté des États indépendants](https://www.itu.int/md/D18-RPMCIS-C-0004/en) et [l'Europe](https://www.itu.int/md/D18-RPMEUR-C-0004/en) (voir les informations détaillées sur le travail accompli en vue de mener à bien les initiatives régionales pour chaque région).

Dans ce contexte, le BDT continuera, en 2021, de concentrer ses efforts sur les priorités thématiques énoncées dans le Plan d'Action de Buenos Aires, afin de produire des effets durables et de favoriser la connectivité numérique et la transformation numérique pour tous en 2021 et au-delà. De plus, 2021 offrira l'occasion de mettre à profit l'adoption des nouvelles technologies, ainsi que d'améliorer et d'élargir les méthodologies existantes et d'en inspirer d'autres grâce à l'échange de bonnes pratiques.

**RAPPORT D'ACTIVITÉ DE 2018-2020**

# 1 Renforcement des capacités – Édifier une société maîtrisant le numérique

Nouvelle version du portail de l'Académie de l'UIT

Une nouvelle version du [portail de l'Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/) a été conçue afin d'offrir aux utilisateurs un accès plus sûr et plus convivial aux activités, aux cours et aux ateliers de renforcement des capacités organisés par l'UIT dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, ainsi que du développement numérique. Le catalogue des programmes de formation comprend des programmes généraux destinés aux décideurs et régulateurs du secteur public, des programmes de formation professionnelle en gestion à l'intention des hauts responsables et des cadres supérieurs du secteur des TIC, des programmes spécialisés pour le personnel technique et d'exploitation ainsi que des programmes universitaires reconnus. Le portail de l'Académie de l'UIT est également devenu un outil au service de l'inclusion numérique, grâce à l'élargissement de l'offre en matière de formation, qui comprend aujourd'hui l'accessibilité des TIC ainsi que des cours de formation destinés aux communautés autochtones et marginalisées.

Le portail de l'Académie de l'UIT a enregistré 2 000 nouveaux utilisateurs en 2019, pour un total de plus de 10 200 utilisateurs. En 2020, le portail de l'Académie de l'UIT a connu une forte hausse du nombre d'utilisateurs et une augmentation du nombre de cours de formation en ligne. À la fin du premier trimestre de 2021, quelque 20 000 personnes de 188 pays s'étaient inscrites sur la plate‑forme. Depuis 2018, 366 cours ont été dispensés via le portail et 17 523 personnes ont suivi une formation, dont 6 737 ont obtenu une certification.

Réseau de Centres d'excellence

En janvier 2019, un [nouveau cycle du programme concernant le réseau de Centres d'excellence](https://academy.itu.int/index.php/centres-excellence/coe-cycles/coe-cycle-2019-2022) de l'UIT a débuté. Au total, 29 établissements dans le monde ont été sélectionnés en tant que Centres d'excellence de l'UIT durant cette nouvelle période, qui s'achèvera en décembre 2022. À l'issue de la première série de réunions des commissions de direction, les Centres d'excellence ont dispensé des formations dans 15 domaines prioritaires, portant sur des thèmes tels que le large bande hertzien et fixe, la cybersécurité, l'économie numérique, l'Internet des objets (IoT), la gestion du spectre, l'innovation et l'entrepreneuriat, et les politiques et la réglementation. En 2019, durant la première année d'exercice, plus de 90 cours de formation aboutissant à une certification ont été dispensés à plus de 2 100 participants dans le monde. En décembre 2020, le nombre de formations aboutissant à une certification proposées dans les Centres d'excellence s'élevait à 66, mais le nombre de personnes ayant participé aux formations a plus que doublé par rapport à 2019, pour atteindre 5 466 personnes. On trouvera dans l'Annexe 2 des renseignements actualisés sur le programme de Centres d'excellence. Le GCDT est invité à prendre note des informations fournies dans cette Annexe et à donner des orientations sur la marche à suivre proposée.

Partenaires universitaires de l'UIT

La deuxième [réunion](https://www.itu.int/en/ITU-D/Capacity-Building/Pages/events/2019/academia2019.aspx) des partenaires universitaires de l'UIT s'est tenue en décembre 2019 à Atlanta, en Géorgie (États-Unis d'Amérique), sur le thème "*Acquérir des compétences pour l'ère numérique*". Elle a rassemblé des représentants d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur du monde entier qui s'intéressent aux technologies numériques.

Les participants ont souligné la nécessité pour les universités d'offrir davantage de nouveaux cours de formation, en accélérant les processus de prise de décision et en allégeant la bureaucratie, en particulier dans les établissements universitaires publics qui sont financés par l'État. Cette réunion de deux jours a offert des pistes de réflexion sur le rôle des universités dans l'économie numérique et sur la manière dont les partenariats avec des organisations telles que l'UIT peuvent renforcer davantage le rôle joué par les universités. Les participants ont encouragé l'UIT à envisager de créer des groupes de réflexion au niveau régional ou mondial, sous la houlette d'établissements universitaires, et d'offrir plus de possibilités aux universités d'assumer un rôle consultatif dans le cadre de certaines activités de l'UIT.

Initiative sur les centres de transformation numérique

La première phase de [l'initiative sur les centres de transformation numérique](https://academy.itu.int/index.php/main-activities/digital-transformation-centres-initiative) (*Autonomiser les communautés, réduire l'écart en matière de compétences numériques*) a été lancée en partenariat avec Cisco. Ce nouveau réseau mondial de centres permettra d'accélérer l'adoption des technologies numériques par les citoyens et de donner les moyens aux jeunes entrepreneurs et aux PME de s'engager sur la voie du succès. Ce projet axé sur l'humain contribuera à réduire les disparités en matière de compétences numériques et donnera un coup d'accélérateur à la transformation numérique, en pénétrant au cœur même des communautés, afin de doter les habitants des compétences numériques dont elles ont besoin pour réussir.

Dans le cadre de la première phase, qui s'étend de mars 2020 à septembre 2021, neuf centres de transformation numérique dans les régions Afrique, Amériques et Asie-Pacifique (Côte d'Ivoire, Ghana, Rwanda, Zambie, Brésil, République dominicaine, Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines) dispensent des formations aux niveaux élémentaire et intermédiaire aux habitants des zones isolées et des communautés marginalisées. En avril 2021, plus de 80 000 personnes avaient reçu une formation dans le cadre de l'initiative sur les centres pour la transformation numérique. En novembre 2020, l'UIT a conclu un accord de partenariat avec le Gouvernement de la Norvège pour soutenir l'initiative des Centres de transformation numérique. L'appui de la Norvège permettra de développer les compétences numériques des pays accueillant un centre de transformation numérique, notamment au Ghana où 14 000 habitants suivront une formation dans le cadre de ce nouveau projet.

Publication "Digital Skills Insights" (*Points de vue sur les compétences numériques*)

Le troisième numéro de cette [publication](https://academy.itu.int/index.php/main-activities/research-publications/digital-skills-insights) (anciennement connue sous le titre "Capacity Building in a Changing ICT Environment" – *Renforcement des capacités dans un environnement des TIC en pleine évolution*) a été publié en août 2019. Ce numéro contenait huit articles rédigés par des experts internationaux, qui portent un regard critique et analytique sur la question du développement des capacités et des compétences numériques. Les cadres de maîtrise des outils numériques, les nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage en vue des développements numériques, ainsi que les nouveaux concepts et les nouvelles initiatives en matière de renforcement des capacités à l'ère du numérique étaient au nombre des sujets traités. La publication donnait en outre des exemples concrets concernant les incidences des nouvelles technologies sur les disparités en matière de compétences et le renforcement des compétences dans certains pays en développement. Le [quatrième numéro](https://academy.itu.int/digital-skills-insights-2020) de cette publication est paru en septembre 2020 et portait sur différents aspects du développement des capacités et des compétences requises à l'ère du numérique. Ce numéro traitait notamment des types de compétences nécessaires dans l'économique numérique et sur le marché du travail de demain, des nouveaux emplois et des besoins de compétences associés, de technologies numériques particulières et de leurs incidences sur le développement des compétences et des nouvelles compétences nécessaires pour gérer les données et les informations générées en ligne; il comprenait en outre une série d'articles consacrés à la question de l'égalité hommes-femmes et des compétences numériques.

Évaluation des compétences numériques

Publié en juin 2020 et disponible en six langues, le [Guide UIT pour l'évaluation des compétences numériques](https://academy.itu.int/main-activities/research-publications/digital-skills-insights/digital-skills-assessment-guidebook) est un outil pratique détaillé donnant des instructions pas à pas pour les évaluations des compétences numériques au niveau national. Il peut être utilisé pour déterminer l'offre existante concernant les compétences numériques au niveau national, évaluer la demande en la matière au sein du secteur privé et d'autres secteurs afin d'identifier les lacunes et élaborer des politiques visant à répondre aux besoins futurs en matière de compétences numériques. Le Guide est destiné à être utilisé par des décideurs et d'autres parties prenantes, tels que des partenaires du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des établissements universitaires. Il a été présenté aux États Membres des régions de l'Europe et de l'Afrique en 2020 et sera présenté aux autres régions en 2021. Plusieurs pays ont commencé à utiliser ce guide aux fins des évaluations nationales concernant les compétences numériques.

Campagne UIT-OIT sur les compétences numériques

L'UIT a continué de mener la [campagne sur les compétences numériques](https://academy.itu.int/index.php/main-activities/ilo-itu-digital-skills-campaign), qui avait été amorcée en 2016 comme l'une des huit priorités thématiques s'inscrivant dans le cadre de l'initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes, lancée par l'OIT. Cette campagne vise à doter les jeunes femmes et les jeunes hommes de compétences recherchées pour les emplois numériques actuels et futurs. En 2020, la campagne avait bénéficié d'engagements en vue de former plus de 16 millions de jeunes, afin qu'ils puissent acquérir des compétences numériques adaptées et utilisables en milieu professionnel d'ici à 2030 – soit plus de trois fois l'objectif de départ fixé à 5 millions de personnes. Au début de l'année 2020, dans le cadre d'un programme géré de façon autonome en lien avec la campagne pour les compétences numériques, l'UIT et l'OIT ont lancé un programme continental avec l'appui de l'Union africaine visant à promouvoir des emplois décents et à renforcer les compétences numériques des jeunes dans l'économie numérique de l'Afrique.

Collaboration entre l'UIT et le PNUD aux fins du renforcement des capacités numériques

En 2020, le Secrétaire général de l'ONU a lancé un [*Plan d'action pour la coopération numérique*](https://www.un.org/en/content/digital-cooperation-roadmap/), comprenant des mesures phares pour la mise en œuvre. L'UIT et le PNUD ont été sélectionnés en tant que "champions" d'une table ronde multi-parties prenantes sur le renforcement des capacités numérique et ont, depuis lors, travaillé en étroite collaboration afin de mettre en place un réseau multi-parties prenantes, de créer une base de données mondiale des efforts existants en matière de renforcement des capacités dans la sphère numérique et d'approfondir la collaboration entre les deux organisations dans le but de lancer un nouveau mécanisme conjoint pour le renforcement des capacités numériques. On trouvera de plus amples informations sur les plans d'action dans la section 15 du présent rapport.

Renforcement des capacités au niveau national

En 2019, une formation aboutissant à une certification a été dispensée au Gouvernement de l'Érythrée sur les technologies évoluées, l'itinérance et l'argent mobile. Une assistance ciblée a été fournie au Burundi, dont deux ressortissants ont été formés au Centre d'excellence de l'UIT à Yaoundé (Cameroun) sur le large bande et à Kampala (Ouganda) sur les cyberexercices. Une assistance a aussi été fournie au Kirghizistan.

Renforcement des capacités au niveau régional

Des pays de la région des États arabes ont bénéficié d'une formation sur les communications par satellite (organisée conjointement avec l'ITSO), sur la 5G (organisée conjointement avec la GSMA) et sur la gouvernance de l'Internet (organisée conjointement avec l'ICANN, l'ISOC, le RIPE NCC et la Fondation Diplo). Des pays de la région de la CEI ont bénéficié d'une formation sur les communications par satellite (organisée conjointement avec l'ITSO) et, dans la région Afrique, une formation a été dispensée sur la gestion du spectre (dans le cadre d'un partenariat avec l'AFRALTI, qui est le Centre d'excellence de l'UIT au Kenya). Une formation a été organisée dans la région Asie-Pacifique sur [l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques radioélectriques](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/human-exposure-radio-frequency-electromagnetic-fields-malaysia). Ce cours de formation en ligne était proposé dans le cadre du partenariat entre les Centres d'excellence et UTM (Malaisie) et a eu lieu en novembre/décembre 2020.

Dans le cadre du partenariat entre les nœuds des Centres d'excellence de la région Asie-Pacifique et le Centre national de contrôle des émissions (SRMC) du Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT) de la Chine, 372 participants de plus de 60 pays ont pris part au cours de formation en présentiel et en ligne. Entre 2018 et 2020, des formations ont été dispensées dans le domaine de la gestion du spectre et du contrôle des émissions, notamment en ce qui concerne l'application des technologies, la [gestion du spectre et le contrôle des émissions](https://academy.itu.int/index.php/training-courses/full-catalogue/spectrum-management-and-radio-frequency-rf-monitoring-0). Dans les Caraïbes, le programme sur les politiques numériques en vue de sensibiliser de nouveau les responsables gouvernementaux à l'utilisation des TIC dans les Caraïbes a fourni aux fonctionnaires des orientations en vue de prendre des décisions sur les aspects politiques, législatifs et réglementaires.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESAfrique: Renforcement des capacités humaines et institutionnelles– Afin de contribuer à réduire l'écart numérique entre les hommes et les femmes en suscitant l'intérêt d'un nombre grandissant de jeunes filles pour les TIC et le codage, plus de 530 jeunes filles ont appris à coder et acquis des compétences générales lors d'une série d'ateliers organisés dans le cadre de l'initiative "Les jeunes Africaines savent coder".– Dans le cadre de cette même initiative et pour célébrer conjointement le 75ème anniversaire de l'ONU tout en œuvrant en faveur des femmes et des jeunes filles dans le secteur des TIC, un stage intensif hybride présentiel et virtuel a été organisé par l'UIT et la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies à Addis-Abeba (Éthiopie) en décembre 2020 à l'intention des jeunes filles du continent âgées de 17 à 20 ans. Plus de 120 jeunes filles ont participé à ce stage sur place, tandis que plus de 2 000 jeunes filles ont pris part aux séances virtuelles organisées pendant deux semaines. À cette occasion, un site dédié à l'apprentissage en ligne hébergé sur la plate-forme en ligne de l'initiative AGCCI a été lancé.– Le programme UIT-OIT, qui bénéficie de l'appui de l'Union africaine, visant à [stimuler la création d'emplois décents et à renforcer les compétences numériques en faveur des jeunes dans l'économie numérique africaine](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/projects/2020/jobs-skills.aspx) a été élaboré par et pour les jeunes en Afrique. Lancé en 2020, ce programme d'envergure continentale a pour objectif d'autonomiser les jeunes en Afrique et de faire en sorte qu'ils profitent des nouveaux débouchés dans l'économie numérique, et que leur énergie et leur créativité soient mises à profit pour développer les secteurs d'activité reposant sur le numérique. Les six premiers pays bénéficiaires sont la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Nigéria, le Rwanda, le Sénégal et la République sudafricaine. En 2020, des descriptifs des projets nationaux ont été élaborés et des ateliers de validation ont été organisés dans les pays, à la suite d'une table ronde virtuelle comprenant des dialogues multi-parties prenantes en vue de nouer des partenariats durables et d'étudier des mécanismes de financement. Dans le cadre du programme, et avec la collaboration de l'UIT, de l'OIT et du PNUD, un programme national de développement des compétences numériques a été élaboré aux côtés de la République sudafricaine au moyen d'ateliers consultatifs organisés en novembre et en décembre 2020 et d'une consultation nationale menée à bien en février 2021. Des projets pilotes visant à lancer les programmes nationaux sont en cours d'élaboration.– Dans le souci d'associer les membres à une discussion sur les étapes nécessaires pour réduire la fracture numérique moyennant le Fonds de service universel, l'obligation de service universel et un mécanisme de financement innovant, un webinaire sur l'obligation de service universel 2.0 a été organisé en décembre 2020.– À la suite des ateliers régionaux qui ont été organisés au Lesotho (10-19 octobre 2018) et au Bénin (25 novembre – 4 décembre 2019), un programme sur la santé numérique et une étude de cas sur les exigences et l'architecture du système de santé numérique au Lesotho ont été élaborés en 2020. Des supports de formation sur la santé numérique et des cours en ligne sur ce thème ont aussi été élaborés en décembre 2020.– L'UIT a aidé le Malawi, par l'intermédiaire de l'Autorité de régulation des communications du Malawi et du Département des questions environnementales, à élaborer une politique nationale sur la gestion des DEEE. En octobre 2020, 17 ministères et départements et quatre autorités locales ont été consultés en ligne.– Des évaluations de référence visant à faciliter l'inclusion financière numérique et les services publics numériques pour l'Éthiopie ont été établies en 2020. Ces évaluations soulignent la nécessité d'améliorer la connectivité numérique, de renforcer les capacités et de consolider les politiques générales, autant d'éléments indispensables à la transformation numérique. Une connectivité numérique fiable et robuste est cruciale dès lors que d'autres produits et services numériques dépendent d'un accès continu et équitable à l'Internet pour fonctionner.– Une assistance a été fournie en outre au Lesotho, à la Sierra Leone, au Soudan du Sud et au Malawi, sous la forme de formations et d'ateliers d'élaboration de statistiques relatives aux TIC et de conception d'outils et d'instruments d'enquête auprès des ménages, au cours de la période 2018-2020.Région Amériques– Plusieurs cours de formation ont été dispensés en ligne au sein du réseau de Centre d'excellence de l'UIT dans la région Amériques, dans les domaines des protocoles de communication pour l'IoT et les communications par satellite, les réseaux optiques, la LTE et la 5G, la gestion du spectre, la cybersécurité et les changements climatiques.– Une formation aux technologiques a été dispensée à des spécialistes issus de l'opérateur public, l'Instituto Costarricense de Electricidad (**ICE**). Le personnel de l'ICE a bénéficié d'une formation sur différents thèmes liés à la gestion des télécommunications.Région Asie-Pacifique– L'UIT a renforcé les compétences numériques de ses membres grâce à des formations portant sur la planification des services mobiles, la sécurité, la "blockchain", les équipes d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) et la cybersécurité, destinées aux petits États insulaires en développement (PEID), aux pays les moins avancés (PMA) et aux pays en développement sans littoral (PDSL). La Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui est l'un des pays pilotes de l'initiative des [Centres de transformation numérique](https://academy.itu.int/main-activities/digital-transformation-centres-initiative) de l'UIT, a débuté les formations en ligne dans les domaines de la connectivité de base (en partenariat avec CISCO, l'Autorité nationale des TIC de Papouasie-Nouvelle-Guinée (NICTA) et le Royal Melbourne Institute of Technology) et de l'autonomisation des femmes grâce aux TIC et au commerce électronique. Ce travail a été mené en partenariat avec le Centre de formation Asie-Pacifique pour les technologies de l'information et de la communication au service du développement (APCICT)/de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).Région de la CEI: Utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication afin d'assurer une éducation inclusive, équitable, sûre et de qualité, notamment en améliorant les connaissances des femmes dans le domaine des TIC et de l'administration publique en ligne– L'UIT met actuellement en œuvre un projet visant à créer un centre d'acquisition de compétences numériques pour les femmes et les jeunes en Ouzbékistan (en partenariat avec ZTE et le parc informatique de l'Ouzbékistan).– Un projet de l'UIT concernant la création d'un écosystème éducatif intelligent est en cours de mise en œuvre au Kazakhstan en partenariat avec *l'Université d'ingénierie et d'économie de Kostanaï baptisée en l'honneur de M. Dulatov*.– Une assistance ciblée a été fournie à l'Azerbaïdjan pour élaborer des cours d'acquisition de compétences numériques à l'intention des femmes, au Bélarus concernant la mise en place d'un centre de formation utilisant la téléphonie IP et au Kirghizistan concernant le renforcement des capacités des professeurs d'informatiques issus de zones rurales ou isolées.– L'UIT a actualisé le cours disponible sur *onlinesafety.info*, qui fait l'objet d'une forte demande, et travaille actuellement afin de le mettre en place dans plusieurs pays de la CEI.Région Europe– Un examen régional des approches nationales en matière de renforcement des compétences numériques a été mené à bien et a permis d'identifier certains pays qui recevront une assistance technique.– L'Albanie et l'Ukraine bénéficient d'une assistance visant à renforcer leurs capacités institutionnelles dans le domaine des compétences numériques, notamment au moyen de l'élaboration d'une stratégie nationale.– Un webinaire régional (2020) et un Forum (2021) ont permis d'échanger des données d'expériences au niveau régional dans le domaine du renforcement des compétences numériques et ont contribué à la conclusion de nouveaux partenariats. |

# 2 Cybersécurité – Créer un cyberespace sûr pour tous

Indice mondial de cybersécurité (GCI) de l'UIT

En 2015, L'UIT a lancé [l'Indice mondial de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx) (GCI), qui s'est imposé comme une référence fiable visant à mesurer l'engagement des pays en faveur de la cybersécurité au niveau mondial – pour sensibiliser à l'importance et aux différentes dimensions de la question. Le niveau de développement ou de mobilisation de chaque pays est évalué en fonction des cinq Piliers du Programme GCA, qui constituent la base et le cadre général de l'initiative. Fondé sur une approche et une initiative multi-parties prenantes, l'indice GCI tire parti des compétences et des capacités de différentes organisations, dans l'objectif d'améliorer la qualité de l'enquête, d'instituer une coopération au niveau international et d'encourager l'échange de connaissances à ce sujet. Le troisième [Indice mondial de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx) (GCI) de l'UIT, publié en 2019, a montré que des progrès avaient été accomplis dans le monde afin de s'engager en faveur de la cybersécurité. Un nombre croissant de pays ont des stratégies nationales en matière de cybersécurité, des plans ou des politiques applicables à l'échelle nationale, des équipes d'intervention, ainsi qu'une législation propre à lutter contre les menaces. Dans le même temps, un écart subsiste entre les régions. De plus, il existe un fossé entre de nombreux pays s'agissant des connaissances, notamment concernant la législation sur la cybercriminalité, les stratégies nationales en matière de cybersécurité, les équipes d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT), la sensibilisation et le renforcement des capacités afin de diffuser les stratégies, ainsi que les capacités et les programmes dans le domaine de la cybersécurité.

Protection en ligne des enfants (COP)

En 2019, des efforts considérables ont été déployés au niveau régional afin de régler les problèmes de sécurité en ligne des enfants. En Afrique, un débat s'est amorcé au Tchad, au Kenya, au Malawi et au Rwanda concernant la mise en œuvre de cadres stratégiques au niveau national. En particulier, le Forum régional sur la protection en ligne des enfants, organisé au Ghana, a porté sur plusieurs questions liées à la protection en ligne des enfants en Afrique. Dans la région Asie‑Pacifique, une assistance a été fournie pour l'élaboration du cadre régional ASEAN sur la protection en ligne des enfants, en coordination avec d'autres partenaires, tels que TELSOM/TELMIN.

La Commission "Le large bande au service du développement durable", pour laquelle l'UIT assure la fonction de secrétariat, comprend un Groupe de travail sur la sécurité en ligne des enfants, dirigé par la Fondation World Childhood et par Zain. Ce groupe a publié un [rapport](https://www.broadbandcommission.org/Documents/working-groups/ChildOnlineSafety_Declaration.pdf) exhaustif en 2019.

L'UIT et ses partenaires ont travaillé de manière coordonner afin de contribuer à la [note technique sur le COVID-19 et ses incidences sur la protection en ligne des enfants](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Documents/COP/COVID19%20Online%20Technical%20note%20resource%20pack_PUBLISHED.pdf). Cette note a pour principal objet de fournir des orientations techniques sur la manière d'atténuer les grands risques associés au COVID-19 et à l'exposition accrue des enfants aux dangers en ligne.

En 2019, un groupe de travail multi-parties prenantes composé de plus de 50 organisations et experts a entamé l'examen des [Lignes directrices sur la protection en ligne des enfants](https://www.itu.int/en/cop/Pages/guidelines.aspx), qui ont été publiées pour la première fois en 2009. Le lancement des Lignes directrices révisées a eu lieu en juin 2020 et a été suivi d'une [manifestation mondiale virtuelle](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/2020-COP-Guidelines-launch-webinar.aspx) organisée par l'UIT et ses partenaires et de [présentations régionales](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/COP/2020/Regional-Launches-COP-2020-Guidelines.aspx). Ces nouvelles lignes directrices ont été entièrement repensées, afin de tenir compte des changements majeurs qui sont intervenus au sein du paysage numérique dans lequel évoluent les enfants, comme l'Internet des objets, les jouets connectés, les jeux en ligne, la robotique, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle. La protection en ligne des enfants a en outre été intégrée dans le programme Giga.

L'UIT a également signé un accord de collaboration avec la Fondation SCORT dans le domaine de la protection en ligne des enfants dans le milieu du sport. L'UIT a contribué à de nombreuses discussions, notamment dans le cadre de l'édition de 2021 de la journée pour un Internet plus sûr et de la quinzième Conférence européenne du football au service du développement.

En 2020, l'UIT et le Royaume d'Arabie saoudite ont signé un [accord](https://www.itu.int/fr/mediacentre/Pages/cm11-2020-ITU-SaudiArabia-partnership-COP-guidelines.aspx) de mise en œuvre d'un programme mondial visant à créer un *cyberenvironnement sûr et de nature à autonomiser les enfants*.Le programme permettra de renforcer les efforts mondiaux visant à mettre en œuvre les lignes directrices de l'UIT relatives à la protection en ligne des enfants, lancées en juin 2020.Ce nouvel effort de collaboration vise à élaborer et à mettre en œuvre des politiques pour la sécurité en ligne des enfants aux côtés des pouvoirs publics, des entreprises et de la société civile, de manière à améliorer le renforcement des capacités et l'échange de connaissances avec toutes les parties prenantes concernées. La finalité de ce projet, qui est de promouvoir une culture fondée sur la sécurité en ligne des enfants, appuiera la mission de l'UIT consistant à garantir la cybersécurité au niveau international. Dans ce contexte, les Membres de l'UIT tireront parti des politiques relatives à la protection en ligne des enfants fondées sur les nouvelles ressources élaborées par l'UIT et les partenaires COP en 2020.

L'UIT a aussi contribué à l'adoption de l'Observation générale N° 25 sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies: un Groupe de travail interinstitutions sur la protection en ligne des enfants a été établi, réunissant le Comité des droits de l'enfant ainsi que de membres de la communauté dynamique constituée de spécialistes de la protection en ligne des enfants issus du système des Nations Unies et de la société civile.

Enfin, l'UIT s'emploie à diffuser les messages de Sango ([mascotte de la protection en ligne des enfants](https://www.itu-cop-guidelines.com/children) lancée en 2020) dans plusieurs pays et par l'intermédiaire de différents partenaires afin de concevoir des contenus pertinents pour accroître la sensibilisation en ce qui concerne la protection en ligne des enfants.

Toutes les activités susmentionnées sont menées à bien dans le cadre d'un effort conjoint concernant les priorités thématiques relatives à la cybersécurité et à l'inclusion numérique.

Équipes CIRT nationales et intervention en cas d'incident

À ce jour, plus de 80 pays ont bénéficié d'une assistance en vue d'évaluer leur état de préparation national en matière de cybersécurité et leurs capacités d'intervention en cas d'incident. Jusqu'à présent, l'UIT a participé à 22 projets relatifs aux équipes CIRT. Sept de ces projets sont en cours, dont quatre seront bientôt achevés: des projets sont déployés aux Bahamas, à la Barbade, au Botswana, au Kenya, au Malawi, au Burundi et en Gambie (les projets mis en œuvre au Botswana et en Gambie seront achevés cette année), tandis que des projets visant à améliorer les équipes CIRT du Kenya et de la Barbade sont en cours de finalisation.

L'UIT collabore en permanence avec le Forum FIRST (Forum des équipes d'intervention et de sécurité en cas d'incident) et a contribué aux travaux visant à améliorer encore le Cadre de services de la CSIRT. Un appui est aussi fourni aux fins de la révision des matériels de formation existants relevant d'un programme de renforcement des capacités visant à créer des équipes CIRT nationales et à gérer leurs activités.

L'UIT a entrepris des évaluations techniques de l'état de préparation à la création d'équipes CIRT au Malawi (2018), au Congo (2018), au Niger (2018), au Libéria (2019), au Tchad (2019), en Gambie (2019), en Bosnie-Herzégovine (2019), en Albanie (2019), au Guyana (2020), aux Bermudes (2020) et en Guinée-Bissau (2021).

En 2018, dans le cadre du projet "Mise en œuvre de services CIRT et des capacités connexes", l'État de Palestine a bénéficié d'une assistance dans la mise en place et le déploiement des capacités techniques et des formations associées concernant les activités d'une équipe CIRT.

Une assistance spécialisée sur l'évaluation des équipes CIRT et le renforcement des compétences a été fournie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa, aux Tonga et au Vanuatu dans le cadre d'un projet financé par le Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des communications du Gouvernement de l'Australie. En Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Vanuatu, les capacités des équipes CIRT ont été renforcées dans le cadre du [projet UIT-DoCA.](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/projects/display.asp?ProjectNo=9RAS18061)

Cyberexercices et renforcement des capacités

Afin de veiller à ce que les équipes CIRT nationales appliquent de bonnes pratiques afin de faire face aux incidents en matière de cybersécurité et de promouvoir une coopération technique entre les équipes CIRT des pays, des cyberexercices ont été organisés aux niveaux régional et intra‑régional ces dernières années.

En 2018, un exercice de simulation de haut niveau concernant une crise de cybersécurité nationale a été réalisé à Maurice. Par la suite, un cyberexercice de l'UIT pour la région Afrique a ensuite été organisé en Côte d'Ivoire, et un cyberexercice pour la région des Amériques a été effectué en Argentine. En 2019, un cyberexercice interrégional (CEI et région Asie-Pacifique) a été organisé en Malaisie, et un cyberexercice pour la région Afrique a été organisé en Ouganda. Un cyberexercice pour la région des États arabes a été organisé à Oman, en collaboration avec le Centre de cybersécurité pour la région des États arabes ([ARCC](https://arcc.om/?GetLang=en)) afin de garantir un effort collectif constant dans la lutte contre les cybermenaces associant les équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique. La région Europe a organisé un cyberexercice en Roumanie en 2019, alors

que la Roumanie assurait la présidence du Conseil de l'Union européenne. À l'invitation de la Présidence du G20, l'UIT est convenue d'œuvrer en tant que partenaire pour le partage des connaissances dans le cadre du volet prioritaire sur la sécurité dans l'économie numérique du Groupe spécial du G20 sur l'économie numérique.

L'édition de 2020 du [cyberexercice mondial de l'UIT](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/Cybedrills-2020.aspx) s'est tenue de façon virtuelle et a porté sur plusieurs aspects pertinents de la cybersécurité: six dialogues régionaux sur les enjeux de la cybersécurité ont eu lieu pendant la pandémie de COVID-19. En outre, des webinaires consacrés à [l'autonomisation des femmes en matière de cybersécurité et à la planification de la gestion des cybercrises](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2020-Empowering-Women-in-Cybersecurity.aspx) ont montré l'importance de l'inclusion et de la résilience. En outre, le programme de cette manifestation mondiale comprenait une formation pratique sur la [réalisation d'enquêtes efficaces en utilisant des renseignements](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2020/How-to-conduct-effective-Open-Source-Investigations-Online.aspx) provenant de sources ouvertes, qui a été suivie de formations aux outils utilisés pour les [interventions en cas d'incident avec les logiciels TheHive et Cortex](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2020/Incident-Response-with-TheHive-and-Cortex.aspx). Plusieurs experts ont discuté de l'importance de la [mise en œuvre et de la surveillance des stratégies nationales en matière de cybersécurité.](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Cybersecurity/Pages/2020-NCS-IM-webinar.aspx) Le cyberexercice pour la région Asie-Pacifique a été organisé en décembre 2020. Il était destiné essentiellement aux PEID en vue d'améliorer leurs capacités en matière de cybersécurité. En outre, un cyberexercice national a été organisé à l'intention du Royaume d'Eswatini en décembre 2020.

Programme de mentorat "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité"

Avec l'appui du [Partenariat mondial EQUALS](https://www.equals.org/), l'UIT et le Forum des équipes de sécurité et d'intervention en cas d'incidents (FIRST) ont lancé un programme conjoint de mentorat destiné à donner aux femmes les moyens de réussir dans le secteur de la cybersécurité. Ce programme fait appel à des personnalités constituant un exemple à suivre et à des leaders dans ce domaine et les met en relation avec des femmes talentueuses dans le monde entier. L'objectif est de combler l'écart qui sépare les hommes et les femmes, partout dans le monde, dans le domaine de la cybersécurité, grâce à la création d'un programme mondial de mentorat visant à renforcer les capacités des femmes qui souhaitent faire carrière et progresser dans le secteur de la cybersécurité. Le programme de mentorat "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité" comprend trois volets, avec une série de webinaires passionnants, des cours de formation permettant d'acquérir des compétences techniques et non techniques et un module de mentorat sur six mois. Toutes les activités seront assurées en ligne sur une période de huit mois, allant de décembre 2020 à juillet 2021.

Stratégies nationales en matière de cybersécurité

L'UIT aide les États Membres à élaborer et à améliorer des stratégies nationales efficaces en matière de cybersécurité. Le [Guide UIT sur l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-CYB_GUIDE.01-2018-PDF-F.pdf) (NCS), élaboré dans le cadre d'un processus de collaboration entre de multiples parties prenantes, constitue un manuel de bonnes pratiques et un kit pratique qui a été utilisé par les pays de toutes les régions pour élaborer et améliorer leurs stratégies de cybersécurité. Depuis son lancement en septembre 2018, des ateliers nationaux et régionaux ont été organisés dans plusieurs pays, dont quatre ont reçu une assistance directe pour élaborer et réviser leurs stratégies nationales de cybersécurité à l'aide du Guide. Le processus de mise à jour du Guide est en cours et devrait s'achever en octobre 2021. Il s'agit d'un processus créé et mis en œuvre conjointement par 22 entités.

Le [Guide UIT sur l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-CYB_GUIDE.01-2018-PDF-F.pdf) est utilisé par des pays des différentes régions de l'UIT. Plus particulièrement:

– Un atelier régional a été organisé par le Ministère de l'informatique et l'agence de la cybersécurité de l'Indonésie à Jakarta, sur les stratégies en matière de cybersécurité et la réglementation générale sur la protection des données.

– Un atelier régional, organisé par la Macédoine du Nord, visait à améliorer les stratégies nationales dans cinq pays de la région.

– Un atelier régional a été organisé en Tunisie dans le but d'améliorer les stratégies nationales des pays des régions Afrique et des États arabes. Vingt pays ont participé de manière active à cet atelier.

– Dans la région Afrique, le Bénin a bénéficié d'une assistance pour rédiger sa stratégie nationale en matière de cybersécurité.

– Dans la région Asie-Pacifique, le Kiribati et les îles Salomon ont bénéficié d'une assistance pour renforcer leur cadre stratégique applicable à la cybersécurité et élaborer leur stratégie nationale en matière de cybersécurité.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESRégion de l'Afrique: Renforcement de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication– Cyberexercices régionaux en Côte d'Ivoire (2018) et en Ouganda (2019), cyberexercice mondial (en ligne, 2020) et cyberexercice national à Maurice (2018) et au Royaume d'Eswatini (2020).– L'UIT et ses partenaires ont organisé des ateliers de renforcement des capacités au Burkina Faso (2018) et en Eswatini (2019), ainsi qu'un atelier interrégional concernant une stratégie nationale de cybersécurité en Tunisie. Le Forum régional sur la protection en ligne des enfants s'est tenu à Accra (Ghana) en octobre 2019. L'UIT a entrepris des évaluations techniques de l'état de préparation à la création d'équipes CIRT au Malawi (2018), au Congo (2018), au Niger (2018), au Libéria (2019), au Tchad (2019), en Gambie (2019) et en Guinée-Bissau (2020).– L'UIT a participé à l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité pour le Bénin en 2019 et pour le Libéria en décembre 2020.– Un cadre d'infrastructure de clé publique a été élaboré, et une formation a été dispensée au Malawi en décembre 2020.– En Gambie, les parties prenantes nationales de l'équipe CIRT ont bénéficié d'une formation concernant ses activités.– En 2019, en partenariat avec le cabinet de conseil en matière de risques Deloitte, un examen de l'environnement de la cybersécurité en Côte d'Ivoire a été réalisé, y compris des résultats concernant l'Indice mondial de cybersécurité de l'UIT. Grâce à cet examen, le pays a pu recenser les initiatives relatives à la cybersécurité qu'il devra déployer en priorité pour améliorer sa stratégie en la matière. Des orientations ont été fournies à la République sudafricaine en vue d'élaborer une politique nationale en matière de données, incluant un examen de la confidentialité des services en nuage, et un projet de politique générale en matière de cybersécurité. Un atelier à l'intention des principales instances politiques a été organisé en janvier 2020. Région des États arabes: Confiance et sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC.– Lors de la semaine régionale sur la cybersécurité organisée pour la région des États arabes, le Centre régional de cybersécurité de l'UIT pour la région des États arabes (UIT-ARCC) a encouragé l'échange d'informations et le renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité. Cette manifestation a offert un cadre à de hauts responsables dans le domaine des TIC et de la cybersécurité issus de la région pour rencontrer les principales parties prenantes et débattre des menaces, des progrès accomplis, des perspectives et des défis que pose la cybersécurité.– Le Soudan a bénéficié d'une assistance technique et du renforcement de ses capacités, en vue d'améliorer sa stratégie en matière de protection de l'infrastructure informatique essentielle.Région Amériques– Pour l'année 2021, l'UIT met en œuvre un programme de cybersécurité et de réduction des risques de catastrophe à l'intention de la Barbade.– Un cours de formation en ligne sur les politiques et les réglementations évoluées en matière de TIC a été dispensé en 2019 et en 2020 afin de fournir un appui aux membres de l'UIT sur des questions liées à la gouvernance de l'Internet, à la connectivité et à la cybersécurité.– Du 4 au 8 juin 2018, l'UIT a organisé un atelier régional sur la cybersécurité et un cyberexercice à l'aimable invitation du Gouvernement de l'Argentine. Cette manifestation a été accueillie par l'Université de La Plata. Cent dix-sept personnes ont participé à la manifestation. Parmi celles-ci, quinze personnes ont participé à la session sur la protection en ligne des enfants et 50 aux exercices pratiques organisés dans le cadre du cyberentraînement. Les participants à la manifestation étaient originaires d'Argentine, des Bahamas, du Brésil, du Chili, de Cuba, de l'Équateur, d'El Salvador, du Guyana, du Paraguay et de l'Uruguay.– Le 15 septembre 2020, l'UIT a organisé un dialogue en ligne sur la cybersécurité pour la région des Amériques, placé sur le thème "Équipes CIRT et enseignements tirés de la crise liée au COVID-19". Cent personnes ont participé à cette manifestation. Les participants étaient originaires d'Argentine, de la Barbade, du Belize, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, de République dominicaine, d'Équateur, d'El Salvador, du Guyana, du Mexique, du Paraguay, du Pérou, du Suriname, de Trinité-et-Tobago, des États-Unis et d'Uruguay.Région de l'Europe: Renforcer la confiance dans l'utilisation des TIC– En 2021, l'UIT a appuyé l'organisation de la Semaine annuelle de la cybersécurité à Chisinau (Moldova). Cette manifestation a offert des possibilités de nouer des contacts ainsi qu'une plate-forme où échanger des idées, débattre et collaborer en vue de promouvoir, grâce à l'innovation, des stratégies et des solutions en matière de cybersécurité à l'échelle mondiale. En 2020, une formation spéciale supplémentaire sur la protection de l'infrastructure essentielle a été dispensée.– Une conférence sur la sécurité en ligne sur les défis contemporains en 2020 a été organisée par l'UIT en Ukraine. Cette conférence a permis de renforcer les capacités humaines dans le domaine de la protection en ligne des enfants au niveau national.– La manifestation "Cyber Shield" de 2019 s'est tenue à Ankara (Turquie) avec l'appui de l'UIT. Elle a offert une occasion unique de participer à de nombreuses activités techniques dans le domaine de la cybersécurité. Les principaux objectifs étaient d'augmenter les capacités d'intervention et les niveaux de préparation en cas d'incident, d'approfondir la compréhension mutuelle des cyberrisques et de leurs effets, et de garantir un effort collectif constant entre les acteurs de la cybersécurité dans le monde, en particulier les équipes d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT), afin de faire face aux cybermenaces.– Des progrès ont été accomplis dans le domaine de la protection en ligne des enfants: une conférence internationale organisée pour l'Europe sur la manière d'assurer la sécurité en ligne des enfants et des adolescents a été organisée conjointement à Varsovie (Pologne). Un Forum régional pour l'Europe sur la protection en ligne des enfants a été organisé en 2020 (à l'invitation de l'Académie ONAT, Ukraine) de manière à faciliter la coopération et à promouvoir la diffusion des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants en Europe. Une étude régionale sur les stratégies nationales en vue d'assurer la sécurité en ligne des adolescents et des enfants a été rédigée pour examen et soumise à la consultation des pays. Une assistance a été fournie à la Géorgie et à l'Ukraine dans l'élaboration d'une stratégie nationale sur la protection en ligne des enfants. Un examen stratégique de l'évaluation nationale dans le domaine de la protection en ligne des enfants a été effectué au Moldova. Plus de 16 pays ont participé activement à la diffusion des lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants, qui ont été publiées dans plus de dix langues européennes. Région Asie-Pacifique: Contribuer à la mise en place d'un environnement fiable et solide– Une assistance spécialisée sur l'évaluation des équipes CIRT et le renforcement des compétences a été fournie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa, aux Tonga et au Vanuatu dans le cadre d'un projet financé par le Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des communications du Gouvernement de l'Australie.– L'UIT a fourni un appui au Kiribati et aux îles Salomon concernant l'amélioration de leurs cadres stratégiques en matière de cybersécurité, notamment avec des exercices de simulation théorique pour renforcer les capacités nationales d'élaboration ou d'amélioration des stratégies nationales en matière de cybersécurité. Pendant la période 2019-2020, plus de 550 participants ont pu élargir leurs connaissances et leurs compétences concernant la protection de l'infrastructure nationale essentielle, la protection des infrastructures essentielles et les cyberexercices, tandis que plus de 250 participants ont renforcé leurs compétences liées aux questions de sécurité grâce au Centre d'excellence de l'UIT dans la région Asie-Pacifique.– Un examen de la stratégie des Fidji en matière de cybersécurité a été mené.– En décembre 2020, l'UIT a organisé un cyberexercice pour la région Pacifique qui s'adressait en particulier aux PEID.Région de la CEI– L'UIT a contribué au développement et à la réglementation de l'infrastructure de l'infocommunication pour rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs et résilients.– L'UIT a mené à bien une évaluation de l'état de préparation à la création d'une équipe CIRT au Kirghizistan et travaille sur un projet de création d'une équipe CIRT dans le pays.– L'UIT a organisé plusieurs cyberexercices régionaux et interrégionaux, qui ont chacun attiré entre 200 et 300 participants. Le cyberexercice a été organisé en Moldova en 2017, en Azerbaïdjan en 2018 et en Malaisie en 2019.– Plusieurs partenariats de premier plan ont été conclus sur la question de la cybersécurité, notamment avec des entités telles que l'OSCE et la Banque mondiale.– L'indice GCI était une priorité importante pour la plupart des pays de la région, et l'UIT a fourni des avis en la matière au Kazakhstan, au Kirghizistan et à l'Ouzbékistan. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESUn [atelier sur les nouvelles questions en matière de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q3-2-oct18.aspx) a eu lieu en octobre 2018 parallèlement à la réunion du Groupe du Rapporteur pour la Question 3/2 (*Sécurisation des réseaux d'information et de communication: bonnes pratiques pour créer une culture de la cybersécurité*). Les participants à l'atelier ont présenté les dernières tendances en matière de cybersécurité, passé en revue de nouveaux éléments à prendre en compte dans les stratégies et politiques associées et ont examiné les possibles modalités de collaboration entre les parties prenantes pour contribuer efficacement à la mise en œuvre de ces stratégies et politiques. |

# 3 Inclusion numérique – Concevoir des politiques inclusives pour assurer l'égalité en matière d'accès et d'utilisation des TIC

Garantir un accès et une utilisation des TIC inclusifs et équitables pour tous

Accessibilité des TIC

**Sensibilisation**: L'UIT-D a mené une campagne de sensibilisation sur [l'accessibilité des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/Persons-with-Disabilities.aspx) et a conçu, mis au point divers outils et diverses ressources entre 2018 et avril 2021. Ces outils et ressources ont été mis à la disposition de plus de 20 000 membres de l'UIT, parties prenantes et décideurs en vue d'appuyer des efforts et des engagements visant à mettre en place des environnements accessibles et à garantir des communications inclusives pour tous, indépendamment du sexe, de l'âge, des capacités et de la localisation géographique.

Les activités de sensibilisation et de promotion des outils et des [ressources](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/ResourcesOnICTAccessibility.aspx) de l'UIT-D visant à appuyer la mise en œuvre aux niveaux régional et mondial ont été effectuées en présentiel et en ligne dans le cadre de différentes manifestations, réunions thématiques, ateliers, conférences et forums. Parmi ces manifestations, on peut citer: les sessions du [SMSI](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2020/fr/Agenda/Session/137) sur l'accessibilité des TIC (2018, 2019, 2020, 2021), la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (2018, 2019, 2020), les semaines de l'apprentissage mobile (UNESCO 2018, 2019), les Sommets M-Enabling (2018, 2019), le Congrès international de la technologie au service de la diversité (2018), la "Zero Project Conference" (2018, 2019, 2020, 2021), la conférence Inclusive Africa tenue en ligne (2020), la conférence QITCOM organisée dans la région des États arabes (2019), la semaine de l'inclusion numérique pour la région des États arabes organisée par l'UIT et l'UNESCO (2018, 2019, 2020), une conférence en ligne à l'intention de la région Asie-Pacifique organisée avec l'UNITAR (2020), plusieurs manifestations de l'UIT "Amériques accessibles" sur les TIC pour tous (Jamaïque (2018), Équateur (2019) en ligne (2020)), plusieurs manifestations de l'UIT "Europe accessible" sur les TIC pour tous (Autriche (2018), Malte (2019), en ligne (2020) et Portugal, en ligne (2021)), ainsi que cinq ateliers régionaux en ligne sur l'accessibilité des TIC, visant à présenter l'autoévaluation de la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC (avril 2021, en anglais et en français).

**Accessibilité Ressources:** Entre 2018 et avril 2021, l'UIT-D a conçu et élaboré soixante (60) outils et ressources et les a mis à la disposition des membres de l'UIT et des parties prenantes. Ces [ressources](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/ResourcesOnICTAccessibility.aspx) et outils comprennent notamment des lignes directrices stratégiques, des kits pratiques, des formations (en ligne et en présentiel), des programmes pédagogiques sur l'accessibilité des TIC (dans les pays), des tutoriels vidéo; et des évaluations nationales et régionales. Des ressources spécifiques sur la lutte contre le COVID-19 et le rétablissement ont également été mises au point. Ces ressources ont été conçues et mises à disposition dans plusieurs langues de l'ONU afin d'appuyer les membres de l'UIT dans le cadre de la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC aux niveaux régional et mondial. Des formations en ligne sont dispensées au moyen de l'Académie de l'UIT gratuitement et en fonction du rythme de chacun, avec des contenus adaptés aux caractéristiques locales et la possibilité d'obtenir une certification.

Toutes les ressources de l'UIT-D sur l'accessibilité des TIC sont mises à disposition dans des formats accessibles afin de faire en sorte que les personnes handicapées puissent également profiter de ces formations. À titre d'exemple, on peut citer le kit pratique de l'UIT intitulé "Vers la création de communautés numériques inclusives", et une autoévaluation interactive pour la mise en de l'accessibilité des TIC (anglais, 2021).

Les ressources telles que le kit pratique susmentionné permettent aux membres de l'UIT et aux décideurs d'acquérir des connaissances en matière d'accessibilité des TIC et leur donnent des outils et des compétences pour promouvoir l'inclusion numérique au profit de tous dans les pays. Elles permettent également aux membres de l'UIT de suivre et d'évaluer la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC afin de mettre en place des environnements numériques et des communautés inclusifs. Les principales ressources sont les suivantes:

– Un tutoriel vidéo de l'UIT sur l'élaboration d'une autoévaluation nationale (kit pratique de l'UIT, 2021).

– Tutoriel vidéo sur l'Accessibilité des TIC – La clé d'une société numérique inclusive (2021).

– Rapport de l'UIT sur l'examen des politiques en matière d'accessibilité des technologies de l'information et de la communication (TIC) de la République de Serbie (2021).

– Rapport d'évaluation de l'accessibilité des TIC pour la région Europe (2021).

[[– Lignes directrices de l'UIT intitulées "Faire en sorte que les informations, services et produits numériques soient accessibles à tous, y compris aux personnes handicapées, pendant l'épidémie de COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/COVID-19-Guidelines.aspx)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/COVID-19-Guidelines.aspx)" (2020, arabe, chinois, anglais, français, espagnol, russe). Ces lignes directrices ont été choisies par le groupe d'urgence des Nations Unies sur le COVID-19 qui l'a fait traduire dans les 22 autres langues les plus parlées dans le monde.

– Évaluations régionales réalisées par l'UIT sur l'accessibilité des TIC pour la région Asie‑Pacifique (2020).

– Formation en ligne adaptée au rythme de chacun, intitulée "[Comment assurer une communication numérique inclusive en cas de crise et d'urgence](https://academy.itu.int/index.php/training-courses/full-catalogue/how-ensure-inclusive-digital-communication-during-crises-and-emergency-situations)" (2020, anglais, français, espagnol).

– Tutoriel vidéo intitulé "Comment assurer une communication numérique inclusive en cas de crise et d'urgence" (2020, anglais, français, espagnol).

– Formation en ligne adaptée au rythme de chacun intitulée: Accessibilité des TIC – La clé d'une communication inclusive (2020, arabe, anglais, français, espagnol).

– Formation en ligne adaptée au rythme de chacun intitulée "Accessibilité du web – L'élément central d'une société numérique inclusive" (arabe, anglais, français, espagnol) (2020).

– [Kit pratique et norme mondiale OMS-UIT pour des dispositifs et systèmes d'écoute dans risque](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/Digital_Inclusion_Resources/Strategies%2C%20policies%2C%20toolkits/Toolkit_safe_listening_devices/safe_listening.aspx) (arabe, chinois, anglais, français, espagnol, russe), 2019.

– Tutoriels vidéo sur le [Kit pratique et la norme mondiale OMS-UIT pour des dispositifs et systèmes d'écoute dans risque](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/Digital_Inclusion_Resources/Strategies%2C%20policies%2C%20toolkits/Toolkit_safe_listening_devices/safe_listening.aspx) (2019, arabe, chinois, anglais, français, espagnol, russe).

– [Accessibilité de l'intelligence artificielle et des technologies de l'information et de la communication](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Documents/AI%20and%20ICT%20Accessibility_webEA3_Final.pdf) (2019).

– Nor[mes relatives à la passation de marchés publics concernant des produits et services accessibles](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Documents/ICT%20Accessibility%20standards%20procurement%20FINAL.pdf) (anglais) (2019).

– [L'avenir de l'accessibilité des services de médias audiovisuels, de la télévision et des programmes vidéo](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2019/Accessible%20Europe/191107_AVMS%20Accessibility%20in%20Europe%20%28Final%20edition%29.pdf) (2019).

– Programme pédagogique sur l'accessibilité du web dans les pays "Internet for @ll", avec un programme sur le web disponible en arabe, anglais, français et espagnol (2018).

– Tutoriel vidéo sur le Programme de formation de l'UIT-D pour l'accessibilité du web "Internet for @ll" (2018).

– Tutoriels vidéo: [Création et remédiation de contenus numériques accessibles](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/Video-Tutorials-on-Accessible-Digital-Content.aspx) (cinq tutoriels vidéo) (2018, anglais, français, espagnol).

Des activités de renforcement des capacités ont été organisées au profit de plus de 1 300 Membres de l'UIT, parties prenantes et décideurs sur des questions relatives à l'accessibilité numérique, au moyen de formation en présentiel et en ligne. Certains participants ont obtenu une certification de l'UIT.

En outre, le savoir-faire et les compétences de l'UIT-D dans ce domaine ont contribué à la mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap et à l'élaboration de ressources connexes de l'ONU, notamment:

– Rapport de l'OMPI sur les tendances technologiques – Technologies d'assistance (2020).

– Note pratique des Nations unies sur l'inclusion des personnes en situation de handicap – Stratégie relative aux activités opérationnelles (2021).

– Lignes directrices OMS-UIT relatives aux TIC/à l'accessibilité des applications de télésanté et de cybersanté, élaborées dans le cadre du groupe de travail d'urgence mixte des Nations Unies sur la lutte contre le COVID-19 et le relèvement concernant les axes de travail en matière de santé (2020).

– Rapport de l'UIT sur la stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap (2019).

– Un projet conjoint de l'UIT et de l'OIT relatif à l'élaboration de lignes directrices visant à garantir l'accessibilité, sur le plan numérique, des systèmes de candidature et de recrutement professionnels en ligne. Ce projet donne des orientations visant à renforcer les capacités des pouvoirs publics et des organismes des Nations Unies afin de garantir un accès au travail pour tous (2021).

Les femmes et les jeunes filles

Le [10ème anniversaire de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Women-and-Girls/Girls-in-ICT-Portal/Pages/GirlsInICTDay/2021/GICT-2021.aspx) a été célébré le 22 avril 2021. L'UIT et ses partenaires ont organisé une série de manifestations virtuelles intitulée 10 Moments of Girls in ICT (10 moments pour les jeunes filles dans le secteur des TIC). Cette série de manifestations avait un triple objectif: créer une dynamique et sensibiliser l'opinion à l'importance d'encourager les jeunes filles à s'orienter vers les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STEM); mobiliser les principales parties prenantes et communautés; et offrir un cadre inclusif pour échanger sur les meilleurs moyens d'encourager les jeunes filles à envisager une carrière dans les domaines des STEM.

Plus de 500 jeunes filles ont participé à des ateliers consacrés au codage dans le cadre de l'initiative "[Les jeunes Africaines savent coder](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/African-Girls-Can-Code.aspx)", créée par l'UIT, l'Union africaine et ONU-Femmes et financée par l'UIT et l'Ambassade royale du Danemark en Éthiopie.Dans le cadre de l'initiative "[Les jeunes Américaines savent coder](https://www.youtube.com/watch?v=gkYUlpgasoo)", plus de 7 000 jeunes filles ont appris à coder lors d'une série d'ateliers organisés avec l'appui de nombreux partenaires différents.

Cofondateur de l'initiative EQUALS en 2016, l'UIT joue avec les autres membres de l'initiative un rôle de premier plan pour faire en sorte que les femmes aient accès aux TIC, qu'elles acquièrent des compétences numériques et qu'elles renforcent leur capacité à diriger. EQUALS est une initiative de coopération entre plus de 100 partenaires issus de 115 pays. Grâce à ce partenariat, plus de 52 000 femmes et jeunes filles ont bénéficié de formations en compétences numériques et d'un mentorat. Quelque 146 projets de recherche ont été lancés pour réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes et pour trouver des solutions concernant les régions dont les habitants n'ont pas un accès régulier à l'Internet et aux technologies numériques. Les initiatives menées par l'UIT à travers le partenariat EQUALS et les bureaux régionaux sont rendues possibles par les compétences et la collaboration des gouvernements partenaires et du secteur privé.

Depuis longtemps, l'UIT mène des travaux sur la protection en ligne des enfants en vue de mettre en place une formation sur la sécurité en ligne à l'intention des jeunes filles. En 2020 et 2021, des ateliers ont été organisés au Pakistan. En outre, en 2021, le module sur la sécurité s'inscrira dans le cadre des ateliers organisés par la GSMA à l'intention des jeunes filles dans 12 pays.

(On trouvera de plus amples informations sur les activités liées à la protection en ligne des enfants dans la Section 2 du présent document.)

Aux côtés des partenaires de la coalition EQUALS pour les compétences, tels qu'Ernst and Young et la GSMA, l'UIT prévoit de lancer le premier cours de formation sur la parité hommes-femmes et les TIC afin de doter les jeunes filles et les jeunes femmes du monde entier des compétences nécessaires pour accéder à l'emploi et à l'entrepreneuriat.

En mars 2021, l'UIT, le Forum FIRST et le partenariat EQUALS ont lancé un [programme de mentorat intitulé "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité"](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/Women-in-Cyber/Women-in-Cyber-Mentorship-Programme.aspx), dans le cadre duquel seront organisées des séances mensuelles de mentorat assisté ainsi que des activités d'appui, notamment une série de présentations éclairantes et de formations en compétences techniques et générales. L'objectif de ce programme est de faire évoluer les mentalités, d'éliminer les obstacles systémiques qui entravent une inclusion plus large, d'encourager les femmes à assumer des rôles de responsabilité dans le domaine de la cybersécurité et de favoriser le partage des connaissances sur les bonnes pratiques professionnelles.

L'UIT et CISCO ont lancé le CISCO EQUALS Learning Space (l'espace de formation CISCO-EQUALS), qui vise à dispenser des cours en ligne pour renforcer les compétences techniques des jeunes filles et des jeunes femmes. Sur cette plate-forme, elles peuvent accéder à des formations gratuites sur des thèmes spécifiques tels que la cybersécurité, l'entrepreneuriat et l'Internet des objets. Les cours sont adaptés au rythme de chacune et ils comprennent des séances en direct animées par des experts du réseau EQUALS. Les participants ayant suivi la formation avec succès reçoivent une certification de CISCO et d'EQUALS et intègrent la communauté de jeunes filles et de femmes disposant de connaissances dans le domaine des TIC et de compétences techniques. De plus amples informations sont disponibles [ici](https://www.equals.org/cisco-equals-learning-space).

Le 9 mars 2021, dans le cadre de la session spéciale sur l'égalité entre générations maîtrisant le numérique dans le contexte du COVID-19, le Bureau de l'UIT pour l'Europe a rendu public le rapport UIT-ONU-Femmes sur [les grands problèmes qui se posent et les perspectives qui s'ouvrent en ce qui concerne l'autonomisation des femmes et des jeunes filles au moyen des TIC.](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2021/Gendered%20Digital%20Divide/21-00145_2f_Digitally-Empowered-generation-equality_EV4-no-isbn.pdf?csf=1&e=Zhzrpf)

Les pays d'Amérique latine ont bénéficié de deux sessions de cours de formation en ligne sur les femmes et l'exercice des responsabilités dans le secteur des télécommunications et des TIC, qui ont été organisées en mars 2021 en coordination avec le Partenariat mondial EQUALS. Ces [cours de formation](https://itu.int.sharepoint.com/sites/TDAG/Shared%20Documents/TDAG-21%20%2825-28%20May%202021%29/Doc%202%20-%20to%20be%20updated%20by%2019%20April/%28https%3A/academy.itu.int/index.php/training-courses/full-catalogue/liderazgo-femenino-en-el-sector-de-las-telecomunicaciones-y-las-tic%20%29) ont été suivis par près de 100 participants.

Le programme de Prix "EQUALS in Tech", organisé sous l'égide du [Partenariat mondial EQUALS](https://www.equals.org), a pour but de récompenser des solutions innovantes visant à réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes. Pour ce qui était en 2020 la [septième édition des Prix EQUALS in Tech](https://www.equals.org/awards), plus de 340 candidatures présentées par 70 pays ont été reçues, représentant le secteur privé, la société civile, les pouvoirs publics et des établissements universitaires. La cérémonie de remise des prix s'est déroulée de manière virtuelle à l'occasion du Forum sur la gouvernance de l'Internet, le 6 novembre 2020.

En septembre 2020, en partenariat avec le Cadre intégré renforcé (CIR) et l'UNOPS, l'UIT a lancé en septembre 2020 un projet de coopération pour améliorer l'écosystème numérique et renforcer les compétences numériques des femmes dans les pays les moins avancés (PMA). Destiné aux habitantes du Burundi, de l'Éthiopie et d'Haïti, ce projet permettra de renforcer les capacités au niveau politique, d'améliorer la capacité des pouvoirs publics de tenir compte de la problématique hommes-femmes dans le domaine des TIC et d'ouvrir de nouvelles possibilités pour les femmes entrepreneurs grâce à l'utilisation des technologies dans des secteurs comme le textile et l'habillement et dans les chaînes de valeur du café et du cacao.

Ce projet conjoint est une contribution au [Partenariat mondial EQUALS](http://www.equals.org/) et est mené dans le cadre de l'initiative "[Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges](https://www.enhancedif.org/en/empower-women-power-trade)" du CIR.

En janvier 2021, le BDT a lancé le Réseau de femmes dans le cadre de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (NoW4WTDC21), une initiative dont l'objectif est d'accroître le nombre de femmes participant aux réunions de l'UIT-D et assumant des rôles de direction en tant que présidentes des commissions et des groupes de travail, notamment, ou d'autres fonctions de gestion liées aux processus préparatoires en vue de la CMDT elle-même et au-delà. Chaque réunion préparatoire régionale a lancé son propre réseau régional NoW4WTDC21 géré de façon autonome. Ce réseau offrira une tribune permettant de mieux comprendre les défis auxquels sont confrontées les déléguées et de réfléchir aux solutions possibles pour relever ces défis. Cette initiative permettra également l'échange d'enseignements importants au sein d'une communauté fondée sur l'entraide, grâce à des possibilités de mentorat et de contacts en réseau.

En Asie-Pacifique, la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC a été célébrée de façon virtuelle en Thaïlande, entre août et septembre 2020, en partenariat avec les pouvoirs publics, des organismes du système des Nations Unies et des entreprises du secteur privé. Cette manifestation a permis à près de 300 jeunes filles et jeunes femmes issues de régions isolées d'acquérir des connaissances fondamentales sur l'intelligence artificielle, la cybersécurité, la cyberagriculture, le commerce électronique et l'encadrement.

La célébration mondiale et officielle de la [Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC de 2019](https://www.itu.int/women-and-girls/girls-in-ict/) s'est déroulée à Addis-Abeba (Éthiopie) les 24 et 25 avril, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et d'autres institutions des Nations Unies, telles que ONU-Femmes, le PNUD et la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, ainsi que Huawei Éthiopie et Ethio Télécom. Les célébrations à Addis-Abeba ont rassemblé 250 lycéennes au siège de la Commission de l'Union africaine à l'occasion de la Journée en elle-même. Elles étaient précédées de visites dans deux écoles de Bishoftu, en dehors d'Addis-Abeba, qui ont eu lieu la veille.

Lors des célébrations de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC qui ont eu lieu dans la région Afrique, l'UIT s'est associée à des pays africains pour organiser des événements en ligne afin de célébrer virtuellement cette Journée. Malgré la pandémie mondiale due au COVID-19, de nombreux partenaires qui participent activement à cette initiative mondiale ont déployé des efforts remarquables et inspirants pour transformer leurs manifestations prévues sur place en activités virtuelles captivantes, en vue de célébrer la [Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC de 2020](https://www.itu.int/women-and-girls/girls-in-ict/), illustrant ainsi parfaitement les possibilités qu'offre la technologie.

En Asie-Pacifique, l'UIT a été invitée par le Gouvernement de l'Afghanistan à appuyer les activités en vue du programme EQUALS du pays. Une session d'information a été organisée en janvier 2021 avec l'appui de la première dame de l'Afghanistan, de l'Autorité de régulation des télécommunications d'Afghanistan (ATRA), du Ministère des communications et des technologies de l'information, du coordonnateur résidents des Nations Unies en Afghanistan, de l'Université des Nations Unies (UNU) et d'ONU-Femmes.

Peuples autochtones

Depuis 2005, le Groupe pour l'inclusion numérique de l'UIT-D a élaboré un [programme de renforcement des capacités à l'intention des communautés autochtones](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Indigenous-Peoples/Pages/default.aspx). Élaboré en collaboration avec *El Fondo para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas de América Latina y El Caribe* (FILAC), ce programme vise à autonomiser les peuples et les communautés grâce à la technologie pour appuyer le développement dans les domaines éducatif, social et économique, et pour contribuer à assurer la pérennité des communautés autochtones et de leur héritage culturel. Entre 2018 et 2020, près de 550 autochtones hommes et femmes (53% d'hommes, 47% de femmes) ont bénéficié d'une formation sur des outils de communication innovant en vue d'améliorer les connaissances TIC des communautés autochtones, qui portait en particulier sur la façon de mettre en place, de gérer et d'exploiter un réseau de radiocommunication pour les communautés autochtones, et (formation mixte) sur le [programme de formation à l'intention des promoteurs techniques des communautés autochtones pour la création, le développement et la maintenance de technologies pour les réseaux de communication et de radiodiffusion.](https://youtu.be/iPgLFQQAdhU)

En raison de la pandémie de COVID-19, le cours en ligne sur les outils de communication innovants a été remanié afin d'y intégrer un module consacré aux communications d'urgence, conçu pour les responsables des communications des communautés autochtones. Ce module comprend une séance interactive avec des responsables des communications des communautés autochtones ayant pour objet de discuter de ce qu'ont vécu les communautés autochtones pendant la pandémie. Pour 2021, le programme de formation en ligne à l'intention des communautés autochtones se poursuit avec deux formations: une formation intitulée "Formación en Herramientas Innovadoras de Comunicación para el fortalecimiento de las capacidades de comunidades indígenas" (mars à mai 2021) et une formation intitulée "Programa de Formación de Promotoras y Promotores Técnicos en Comunidades Indígenas en Telecomunicaciones y Radiodifusión" (22 février – 3 septembre 2021).

En 2018 et 2019, des manifestations ont été coorganisées en marge du Forum permanent au siège de l'ONU à New York, afin de mieux faire connaître les difficultés que rencontrent les communautés autochtones, les possibilités qui s'offrent à elles et le rôle catalyseur des TIC.

Jeunesse

L'année 2020 a été marquée par le lancement de l'initiative mondiale Generation Connect, dont l'objectif est de tenir compte de ce que les jeunes ont à dire et de promouvoir leur action aux fins de la transformation numérique. Generation Connect est l'initiative incontournable mise en œuvre dans le cadre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse en vue de la Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2021 (CMDT-21) et au-delà. Les trois piliers de cette stratégie sont les suivants: autonomisation, engagement et participation. L'initiative Generation Connect vise à mobiliser les jeunes du monde entier et à les encourager à s'investir en tant que partenaires à part entière aux côtés des chefs de file du changement numérique qui s'opère aujourd'hui, en leur donnant les moyens d'accéder aux compétences et aux possibilités qui leur permettront de concrétiser leur vision d'un avenir connecté. La mise en œuvre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse s'appuie sur la création d'une nouvelle équipe spéciale de l'UIT pour la jeunesse et un Sommet mondial de la jeunesse organisé dans le cadre de l'initiative Generation Connect est prévu à l'occasion de la CMDT-21. L'UIT a nommé 37 coordonnateurs pour les jeunes au sein du BDT, du Bureau de la normalisation des télécommunications, du Bureau des radiocommunications et du Secrétariat général au siège ainsi que dans ses bureaux régionaux et ses bureaux de zone, afin d'assurer une coordination efficace et de rationaliser les efforts liés à la mise en œuvre de sa Stratégie pour la jeunesse à l'échelle de l'Union. L'Équipe spéciale a été divisée en trois groupes de travail correspondant aux trois piliers de la Stratégie. Ces groupes de travail se réunissent régulièrement depuis octobre 2020.

Conformément à la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse, les jeunes de toutes les régions ont été invités à contribuer au processus préparatoire en vue de la CMDT-21 et aux réunions préparatoires régionales (RPM). Six groupes régionaux pour la jeunesse relevant de l'initiative Generation Connect ont été créés et présentés durant les différentes RPM, dans le cadre de manifestations parallèles et de séances plénières. Les membres de tous les groupes régionaux pour la jeunesse ont été chargés d'élaborer un document indiquant leurs points de vue sur les priorités présentant un intérêt pour chaque région, les problèmes qui se posent et les possibilités qui s'offrent, document soumis à titre de contribution à la RPM correspondante. Les membres de ces groupes ont été retenus au terme d'une sélection exigeante et transparente et ont travaillé à titre personnel, en tant que particuliers.

Le Conseil des visionnaires de l'initiative Generation Connect a été constitué pour fournir des orientations stratégiques de haut niveau pour les travaux de l'UIT relatifs aux jeunes à mesure que l'Union met en œuvre sa Stratégie pour la jeunesse et s'emploie à mobiliser véritablement les jeunes. Ses travaux seront essentiels pour l'organisation du Sommet mondial de la jeunesse qui se tiendra à l'occasion de la CMDT-21 dans le cadre de l'initiative Generation Connect et la mise en œuvre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse. Le Conseil des visionnaires de l'initiative Generation Connect se compose d'un représentant de l'UIT, de 8 jeunes dirigeants et de 8 personnalités de haut niveau désignées, qui collaboreront pour atteindre les objectifs stratégiques qu'il s'est fixés. Il s'est réuni pour la première fois le 14 avril 2021.

Depuis mars 2021, l'UIT copréside le Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes (IANYD) pour une durée d'un an. Le Réseau IANYD est composé d'entités des Nations Unies représentées par des fonctionnaires de leur siège respectif et dont les travaux intéressent les jeunes. Le Réseau vise à accroître l'efficacité des travaux sur l'épanouissement des jeunes menés dans le cadre du système des Nations Unies en renforçant la collaboration et les échanges entre toutes les entités des Nations Unies concernées, tout en respectant et en mettant à profit les points forts de chacune de ces entités ainsi que les approches et le mandat qui leur sont propres.

L'Équipe spéciale pour la jeunesse continue de préparer le Sommet mondial de la jeunesse organisé à l'occasion de la CMDT-21 dans le cadre de l'initiative Generation Connect et se réunit chaque semaine depuis octobre 2020. Le Sommet mondial de la jeunesse se tiendra les 6 et 7 novembre 2021, avant la CMDT-21, au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba (Éthiopie). Il sera axé sur la promotion d'une véritable mobilisation des jeunes, des consultations, la collaboration, l'autonomisation, la participation et des appels à l'action destinés à faire en sorte que les jeunes puissent faire entendre leur voix dans les discussions et les sessions ainsi que dans le cadre des activités de la CMDT-21.

L'UIT a organisé, le 6 avril 2021, une manifestation en parallèle du Forum de la jeunesse de l'ECOSOC intitulée "Initiative Generation Connect: les jeunes définissent le programme en matière de numérique" et coorganisée avec le grand groupe des enfants et des jeunes rattaché à l'ONU. La manifestation a également bénéficié du concours du programme d'échanges entre scientifiques et décideurs pour les jeunes, du groupe de jeunes du Réseau IANYD et des Pays-Bas, intervenant dans le cadre de leur stratégie en faveur des jeunes. L'UIT a en outre coanimé, le 7 avril 2021, la séance thématique sur la paix et l'inclusion (ODD 10 et ODD 16), organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Groupe mondial des jeunes, l'UIT, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse.

En février 2021, l'UIT a lancé sur Facebook et LinkedIn les nouvelles communautés virtuelles de l'initiative Generation Connect. Les jeunes des différents groupes régionaux relevant de l'initiative Generation Connect et d'autres initiatives et manifestations sont invités à s'y associer. Des renseignements sur les différentes activités menées dans le cadre de l'initiative Generation Connect et d'autres initiatives, comme le projet Kofi Annan Changemakers, y sont communiqués chaque semaine.

Dans le cadre de la série de manifestations "En route pour Addis", l'UIT a organisé, le 18 mars 2021, la manifestation "Connect2Include: Include2Connect" axée sur l'inclusion numérique et marquée par une forte participation des jeunes. Autre manifestation consacrée spécialement aux jeunes dans cette série, la Journée internationale de la jeunesse se tiendra le 12 août. En outre, le reste des manifestations de la série qui n'ont pas encore eu lieu comportent toutes un important volet consacré aux jeunes, qui font partie des catalyseurs définis dans le cadre de la série.

Des consultations ont été organisées avec des jeunes sur la manière de renforcer les compétences numériques au profit des jeunes, lors du rassemblement AfriLabs à Addis-Abeba (Éthiopie), en novembre 2019. Cette manifestation a été organisée dans le cadre du programme UIT-OIT visant à stimuler la création d'emplois décents et à renforcer les compétences numériques en faveur des jeunes dans l'économie numérique africaine, avec l'appui de l'Union africaine.

Personnes âgées

Afin d'aider les membres de l'UIT à relever le défi mondial que constitue le numérique (selon un rapport de 2019 de l'ONU, il y aura 2 milliards de personnes âgées de 60 ans et plus dans les 30 prochaines années), l'UIT-D a également conçu et élaboré des lignes directrices intitulées: "Aging in a digital world – from vulnerable to valuable" (*Vieillir dans un monde numérique – ne plus être vulnérable mais précieux*). Cette ressource vise à donner aux membres de l'UIT une vision globale du vieillissement de la population mondiale et des conséquences socio‑économiques associées, ainsi que des difficultés et des perspectives pouvant découler de politiques et stratégies adaptées en matière d'inclusion numérique des personnes âgées.

Un tutoriel vidéo et un cours de formation sur ce thème ont aussi été créés en 2021.

L'UIT participe à la Décennie d'action de l'ONU sur le vieillissement en bonne santé, dans le cadre de l'élaboration d'un rapport de synthèse sur le sentiment d'isolement et de solitude ressenti par les personnes âgées et le rôle que peut jouer la technologie pour y remédier.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESInitiative régionale ASP 4 de l'Asie-Pacifique: Tirer parti des technologies de l'information et de la communication pour favoriser l'économie numérique et une société numérique inclusive– Une évaluation de l'accessibilité des TIC pour la région Asie-Pacifique a été élaborée en 2020.– Des formations en ligne sur l'accessibilité des TIC, l'accessibilité du web et des communications numériques inclusives.– Une campagne de sensibilisation sur l'accessibilité du web a été menée à l'occasion de manifestations régionales sur l'accessibilité, notamment la manifestation sur "La résilience numérique pour garantir une société inclusive" organisée par le Centre international de formation des acteurs locaux de l'UNITAR en 2020.– Plus de 80 manifestations ont été organisées dans la région pour célébrer la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC. En Thaïlande, par exemple, des jeunes filles et des jeunes femmes ont bénéficié d'une formation dans le domaine des technologies de l'agriculture, à la faveur d'un partenariat entre le gouvernement, des institutions des Nations Unies, des établissements universitaires et des entreprises.Initiative régionale AMS4 des Amériques: Accessibilité, y compris financière, pour une région Amériques inclusive et durable– Des plates-formes de développement des connaissances ont été organisées en 2018, 2019 et 2020 dans le cadre de l'initiative "Amériques accessibles: les TIC pour tous" et ont permis de sensibiliser plus de 700 décideurs régionaux (notamment des membres de l'UIT et des parties prenantes).– Le programme éducatif sur l'accessibilité du web "Internet for @ll" a été mis en œuvre au Guyana en 2020, permettant ainsi au Gouvernement du Guyana de faire en sorte que tous les sites web publics soient accessibles et d'acquérir des capacités dans le domaine de l'accessibilité du web.– Des formations sur l'accessibilité des TIC ont été dispensées en présentiel ou en ligne au profit d'environ 400 personnes, dont 300 ont validé leurs connaissances et obtenu une certification de l'UIT dans ce domaine.– En 2020, l'UIT a distribué des équipements afin de fournir une assistance aux personnes malvoyantes de la Dominique.– Entre 2018 et 2021, plus de mille (1 000) représentants de communautés autochtones ont suivi le programme de développement des compétences de l'UIT pour les personnes autochtones, composé de formations en ligne dirigées par des tuteurs et de formations mixtes visant à renforcer les compétences numériques des populations autochtones. L'UIT peut ainsi appuyer le développement socio-économique des communautés autochtones et assurer leur pérennité.Initiative régionale ARB RI3 des États arabes– Une assistance a été fournie au Soudan et à l'Iraq en vue de l'élaboration d'une politique nationale d'accessibilité des TIC.– Des activités de sensibilisation dans le domaine de l'accessibilité des TIC ont été menées afin de renforcer les capacités régionales dans ce domaine à l'occasion de la semaine de l'inclusion numérique, célébrée chaque année (cette manifestation a été organisée conjointement par l'UIT et l'UNESCO en septembre 2018, 2019 et 2020) au Caire (Égypte).– Un cours de formation des formateurs en présentiel sur le thème "Contenus numériques accessibles et résolution de problèmes pour les parties prenantes assurant des services financiers numériques" a été dispensé à l'intention de décideurs en 2018 au Caire (Égypte).Initiatives régionales 2 et 4 de l'Afrique– Des efforts de sensibilisation ont été déployés afin de renforcer les capacités nationales dans le domaine de l'accessibilité des TIC au sein de plusieurs réunions régionales, notamment la Conférence Inclusive Africa (2020, en ligne).– Des formations en ligne sur l'accessibilité des TIC et l'accessibilité du web ont été dispensées en français (2020).– Cinq ateliers régionaux ont été organisés en anglais et en français à l'intention des membres de l'UIT et des parties prenantes afin de renforcer les capacités régionales des décideurs dans le domaine de l'accessibilité des TIC et de leur montrer comment élaborer des autoévaluations nationales afin de suivre la mise en œuvre (2021).– Rapport d'évaluation de l'accessibilité des TIC pour la région Afrique (2021).Initiative régionale EUR 3 de l'Europe: Accessibilité, y compris financière, et renforcement des capacités pour tous dans l'optique de l'inclusion numérique et du développement durable– En collaboration avec ONU-Femmes, une étude régionale sur *l'égalité entre générations maîtrisant le numérique: les femmes, les jeunes filles et les TIC dans le contexte du COVID-19* a été menée à bien en 2021 dans plusieurs pays, l'objectif étant de remédier à des lacunes particulières dans la région au moyen de projets et d'une assistance technique.**– Le Projet EQUALS-EU, qui bénéficie d'un financement dans le cadre du Programme‑cadre Horizon 2020 de l'Union européenne, a été lancé en 2021 dans le but de renforcer les capacités en faveur d'une innovation plus soucieuse des questions de parité hommes-femmes en Europe et dans les pays partenaires du monde entier dans le cadre d'un programme ambitieux fondé sur des valeurs. Il s'agit d'une initiative.**– L'initiative conjointe de l'UIT et de la Commission européenne "Europe accessible" a réuni toutes les parties prenantes concernées issues ou non de l'Union européenne et a offert un cadre unique permettant d'échanger des données d'expérience, de promouvoir l'innovation et de fournir une assistance technique aux pays qui en ont besoin.– Des plates-formes de développement des connaissances ont été organisées en 2018, 2019, 2020 et 2021 dans le cadre de l'initiative "Europe accessible – les TIC pour tous" afin d'accroître la sensibilisation et de renforcer les capacités liées à la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC, en tant qu'élément moteur pour instaurer des environnements accessibles et des communautés inclusives, au profit de 2 000 décideurs et parties prenantes de la région. – Diverses ressources ont été conçues ou mises à disposition afin d'appuyer les membres de l'UIT dans la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC, et une formation en ligne adaptée au rythme de chacun, sur le thème de l'accessibilité des TIC, a été promue dans l'ensemble de la région, avec la participation de plus de 200 parties prenantes.– Plus de 80 start-up ont participé à un concours régional sur des solutions numériques innovantes pour une Europe accessible.– Plusieurs articles sur l'accessibilité des TIC ont été présentés afin de contribuer à concrétiser les travaux menés dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la radiodiffusion, des normes et des achats.– Une évaluation relative à l'accessibilité des TIC dans la région Europe a été mise au point afin de recenser les progrès accomplis et d'identifier les lacunes que les parties prenantes devront combler afin d'atteindre la Cible 2.9 de l'UIT relative à l'accessibilité.– Une assistance a été fournie à la Serbie aux fins de l'élaboration d'une évaluation nationale de l'accessibilité des TIC.Initiative régionale CIS2 de la CEI: Utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication afin d'assurer une éducation inclusive, équitable, sûre et de qualité, notamment en améliorant les connaissances des femmes dans le domaine des TIC et de l'administration publique en ligne– Une assistance ciblée a été fournie au Kirghizistan afin de renforcer les capacités des enseignants en informatique des zones rurales et isolées du pays, ainsi qu'à l'Arménie en vue d'appuyer un laboratoire de réalité virtuelle/réalité augmentée à Etchmiadzin.– L'évaluation régionale de référence sur l'accessibilité des TIC pour la région de la CEI est en cours d'élaboration (elle sera achevée au deuxième trimestre de 2021). |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESLes responsables de l'étude de la Question 7.1 de l'UIT-D, qui porte sur l'accessibilité des télécommunications/technologies de l'information et de la communication pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers, a établi la version finale de son rapport pour la période d'études 2018-2021 en vue de la CMDT.Le Rapporteur pour la Question 7/1 a contribué à la réunion "Europe accessible" organisée en mars 2021. Le Vice-Rapporteur pour la Question 7/1 a participé à plusieurs manifestations sur l'inclusion numérique (En route pour Addis, par exemple) et à d'autres manifestations analogues.Face à l'épidémie de COVID-19, les webinaires des [Commissions d'études de l'UIT-D "Réflexions sur le COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/covid19/webinars/1stSeries.aspx)" ont été organisés en 2020, et ont été suivis d'un webinaire intitulé "*Accessibilité numérique pendant et après la pandémie de COVID-19: Un impératif pour garantir des sociétés inclusives dans le monde numérique*". Les intervenants ont analysé l'importance de la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC et les incidences connexes du COVID-19 sur la vie des personnes handicapées. Un article traitant de la nécessité d'accroître l'accessibilité numérique pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà s'appuyant sur les discussions tenues pendant le webinaire a été publié dans les Nouvelles de l'UIT en juin 2020.Une séance consacrée à l'approfondissement des connaissances sur les aspects fondamentaux de l'accessibilité des TIC a été dispensée à un groupe de participants aux réunions des groupes du Rapporteur de la CE 1 de l'UIT-D en octobre 2019. Ainsi, les États Membres de l'UIT ont pu comprendre les principales définitions et tendances relatives aux politiques et aux stratégies en matière d'accessibilité des TIC; identifier les exigences en matière d'accessibilité numérique; concevoir l'accessibilité des TIC comme un débouché commercial et comprendre les avantages pour tous les acteurs concernés. |

# 4 Écosystèmes de l'innovation numérique – Accélérer la mise en place des écosystèmes de l'innovation pour créer des outils de transformation numérique

Défis de l'innovation

Le programme des [Défis de l'innovation](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/ITU-Innovation-Challenges.aspx) a servi de plate-forme ouverte aux participants pour présenter leurs idées et leurs projets susceptibles de contribuer à la transformation numérique des personnes, des communautés et de la société, grâce à l'innovation. Il s'agit d'une [expérience qui change la vie](https://news.itu.int/itu-innovations-challenges-a-life-changing-experience/) de nombre des participants. Tenue via la plate-forme [cocreate.itut.int](https://cocreate.itu.int/), [l'édition 2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Documents/YILF%202019%20Outcome%20Report%20.pdf) a attiré plus de 140 projets et cocréations issus du travail de 1 200 personnes dans 400 villes. En 2019, l'un des lauréats, une entreprise de Durban (République sudafricaine) spécialisée dans les technologies, a été récompensé à ITU Telecom World 2019 à Budapest (Hongrie). L'entreprise a reçu 1,5 million USD pour reproduire son travail dans d'autres villes de la région de Durban, ainsi que des engagements pour un montant de près de 10 millions USD à titre de financement global pour commercialiser ses innovations. Deuxième édition de ce concours, l'édition 2020 des Défis de l'innovation de l'UIT était organisée en partenariat avec [EQUALS](https://www.equals.org/) et [INPUT Hungary](http://foreign.inputprogram.com/?lang=en). Plus de 60 lauréats des deux éditions ont suivi un stage intensif qui leur a permis [d'améliorer leur projet et de bénéficier d'un appui](https://news.itu.int/itu-innovation-challenges-ugandan-tech-solution-helps-deliver-clean-water-for-all/).

Forums de l'innovation et partage de connaissances

Deux éditions du Forum pour les jeunes dirigeants du secteur des TIC ont été organisées à Busan (République de Corée), en 2018 et 2019. Ces éditions [2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Documents/Young%20ICT%20LEdaers%27%20Forum%202018%20%20Busan%20-Report.pdf) et [2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Documents/YILF%202019%20Outcome%20Report%20.pdf) du Forum ont offert un espace où de jeunes acteurs du changement dans le secteur des TIC ont pu nouer des liens, se connecter et améliorer leurs idées innovantes afin de créer des communautés intelligentes. En 2019, dans le cadre du Forum régional sur l'innovation pour la région des États arabes et de celui pour la région Afrique, organisés respectivement à Brazzaville et au Caire, des décideurs, des universitaires, des innovateurs et des acteurs d'écosystèmes issus de 16 pays ont débattu de la manière d'élaborer des écosystèmes souples et collaboratifs, qui soient propices à l'innovation numérique.

La première édition du Forum mondial de l'innovation a également eu lieu en 2019, sous la forme du [Programme pour l'écosystème de l'innovation](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Pages/Innovation-Ecosystem-Program-.aspx) dans le cadre d'ITU Telecom World à Budapest (Hongrie). La deuxième édition, organisée au format virtuel en 2020, a été l'occasion d'envisager les choses selon le point de vue de cinq régions (Afrique, Amériques, États arabes, Asie-Pacifique et Europe). L'édition [2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Pages/2020-ITU-Global-Innovation-Forum.aspx) du Forum mondial de l'innovation a mis en évidence l'importance que revêt l'innovation fondée sur l'entrepreneuriat dans le cadre d'une pandémie mondiale. Elle a rassemblé 175 spécialistes et 700 participants afin de favoriser l'innovation numérique durable.

L'UIT a en outre organisé des séances consacrées à l'innovation lors des éditions 2018, 2019 et 2020 du Forum du SMSI, en vue de débattre des évolutions techniques qui permettent d'accélérer la transformation numérique, de l'échange de données d'expérience nationales, et de l'instauration d'une culture de l'innovation pour accélérer la réalisation des ODD.

Développement de la capacité d'innovation

En 2018 et 2019, grâce à des activités de renforcement des capacités menées lors de grandes manifestations, et dans le cadre d'un [programme de l'Académie de l'UIT](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Digital-Innovation-Ecosystem-Courses.aspx), plus de 100 décideurs et champions de l'écosystème ont suivi des formations qui leur ont permis d'élargir leurs connaissances, d'acquérir de nouvelles compétences et de maîtriser des outils sur le renforcement de leur propre environnement de l'innovation numérique. En 2020, pour compléter la série de kits pratiques de l'UIT sur l'innovation, un nouveau [kit pratique pour élaborer des projets visant à mettre en place un écosystème de l'innovation centré sur les TIC durable](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/inno/D-INNO-TOOLKIT.2-2020-PDF-F.pdf) a été lancé. Ce kit pratique présente de nouveaux éléments et points de vue concernant la manière dont les parties prenantes peuvent imaginer et élaborer des projets de premier plan qui contribuent efficacement au développement d'une innovation centrée sur les TIC au sein des écosystèmes numériques. En 2020, un [programme en ligne](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Digital-Innovation-Ecosystem-Courses.aspx), comprenant un premier ensemble de quatre cours, a été élaboré et dispensé dans le cadre de l'Académie de l'UIT. Plus de 90 personnes de 60 pays ont suivi ces nouveaux cours en ligne dirigés par un instructeur. D'autres contenus en ligne devraient être élaborés dans le cadre de partenariats avec d'autres organisations et conjointement avec d'autres projets en cours au sein de l'UIT.

Évaluation de l'innovation et élaboration de projets

Une assistance technique a été fournie au Mali, au Monténégro, au Niger, à Trinité-et-Tobago et aux Philippines concernant l'établissement de profils d'innovation numérique, qui offrent un modèle d'écosystème permettant d'accélérer la transformation numérique afin de mettre à profit l'entrepreneuriat et l'innovation. L'UIT a travaillé avec la République sudafricaine concernant la création du Centre africain pour la transformation numérique, qui a vocation à aider à accélérer la

transformation numérique dans des secteurs clés de l'économie. Il est prévu d'apporter une assistance technique à d'autres pays dans le cadre d'un partenariat et de projets avec d'autres institutions des Nations Unies telles que le [FNUAP](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Nurturing-A-Digital-Innovation-Ecosystem-That-Accelerate-Youth-Resilience-and-Empowerment-In-Benin.aspx) et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ([BNUCSS](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Scaling-up-Digital-Innovations-through-South-South-and-Triangular-Cooperation.aspx)).

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESRégion Afrique: Mise en place d'économies numériques et promotion de l'innovation en Afrique– Des financements ont été obtenus afin de créer le premier [accélérateur de l'écosystème de la transformation numérique](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Digital-Transformation-Accelerators.aspx), aussi appelé le Centre africain pour la transformation numérique, en République sudafricaine.– Des financements ont été obtenus en vue d'un projet visant à instaurer un écosystème de l'innovation numérique propre à promouvoir la résilience et l'autonomisation des jeunes au Bénin.– À l'issue de nombreux processus de consultations multi-parties prenantes menés avec des représentants d'établissements universitaires, des entrepreneurs, des réseaux d'appui à l'entrepreneuriat, des financiers et des acteurs du public et du privé, l'UIT a fourni une assistance technique pour le développement des profils d'innovation numérique au Mali et au Niger.– [L'analyse nationale sur l'écosystème d'innovation centré sur les TIC du Kenya](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Documents/Publications/Kenya%20Country%20Review%20-%20ICT%20centric%20Innovation%202019.pdf) a fourni une étude exhaustive et des recommandations sur la manière dont les futures politiques en matière de TIC peuvent tenir compte de stratégies et de programmes portant sur l'innovation et l'entrepreneuriat numérique.– Lors de séances sur la mise en place d'écosystèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat, on a renforcé les capacités de nombre d'organisations publiques et privées, d'universités et d'instituts de recherche en République du Congo.Région des États arabes: Innovation et entrepreneuriat– Des méthodes et des outils ont été fournis à des dirigeants de pépinières et à d'autres acteurs de l'écosystème à Djibouti et en Mauritanie afin d'appuyer la croissance et l'entrepreneuriat. Les principes et les bonnes pratiques concernant les pépinières d'entreprises ont été échangés et examinés.– Des séances de renforcement des capacités sur la mise en place d'écosystèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat ont été dispensées à un certain nombre d'organisations publiques et privées, d'universités et d'instituts de recherche en Égypte.Région Amériques: Développement de l'économie numérique, des villes et des communautés intelligentes et de l'Internet des objets et promotion de l'innovation– La semaine de [l'innovation en matière de TIC dans la région des Amériques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Documents/EVENTS/2019/24013/Practical%20Information%20Innovacion%20Uy2019_En.pdf), placée sous le thème des communautés rurales intelligentes, s'est déroulée en Uruguay. On s'est penché sur l'adoption et l'utilisation de nouvelles technologies en vue de créer un secteur de l'agriculture sain et responsable, pour favoriser l'établissement de futures communautés rurales intelligentes.– Un cours de formation en ligne sur le rôle des TIC pour les villes intelligentes et durables a été dispensé aux Bahamas, à la Barbade, au Guyana, à Saint‑Vincent‑et‑les‑Grenadines, au Suriname et à Trinité-et-Tobago. Cette initiative a été mise en œuvre en partenariat avec la CITEL/OAS.– En 2018, un atelier a été organisé dans les Caraïbes sur la 5G, l'Internet des objets, les paiements sur mobile, les technologies émergentes, les écosystèmes et la réglementation.Région Europe: écosystèmes de l'innovation centrés sur les TIC– Le profil d'innovation numérique du Monténégro a été élaboré dans sa version finale en vue d'établir un projet national.– La version définitive du profil d'innovation numérique de la Géorgie est en cours d'élaboration. Elle posera des bases solides en vue de la stratégie nationale visant à promouvoir l'innovation numérique dans certains secteurs.– Les Forums régionaux de l'innovation de 2020, ainsi que l'édition de 2021 du Rapport sur les bonnes pratiques régionales relatives aux écosystèmes de l'innovation numérique en Europe, contribuent à renforcer les capacités humaines et à faciliter l'échange de bonnes pratiques, tout en favorisant la conclusion de partenariats dans le domaine des écosystèmes de l'innovation centrés sur les TIC.Région Asie-Pacifique: Initiative régionale 4: Créer un environnement politique et réglementaire favorable à l'innovation– Une étude régionale présentant un état des lieux de l'innovation numérique dans la région Asie-Pacifique a été menée à bien.– L'UIT a aidé les Philippines à élaborer un profil d'innovation numérique.– En collaboration avec le Gouvernement de l'Inde, l'UIT organise une série de sessions d'informations sur l'innovation numérique. Lancées lors de la Réunion préparatoire régionale pour l'Asie-Pacifique en mars 2021, les sessions d'information devraient encourager une approche multi-parties prenantes et une adoption plus rapide des innovations numériques dans la région. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESLe rapport sur la semaine de l'innovation en matière de TIC a alimenté les travaux du Groupe du rapporteur pour la [Question 1/2](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG02-RGQ01.2&stg=2) (*Création de villes et sociétés intelligentes: utilisation des TIC pour un développement socio-économique durable*) de la Commission d'études 2 de l'UIT-D. |

# 5 Services et applications numériques – Créer des stratégies et des services d'application numériques porteurs de transformation

Services publics numériques

L'UIT collabore avec le Ministère des affaires étrangères de la République d'Estonie, le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques de la République fédérale d'Allemagne et la Digital Impact Alliance (DIAL) de la Fondation pour les Nations Unies en vue d'accélérer la transformation numérique et le passage au numérique des services publics dans le but d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier dans les pays qui ont peu de ressources. Cette collaboration permettra aux pays d'en apprendre davantage sur les services et applications numériques modulables, rentables et coordonnés et de les mettre en œuvre rapidement.

Mettre la cybersanté à la portée de tous

L'initiative UIT-OMS Be He@lthy, Be Mobile (La mobilité, c'est la santé) suscite de plus en plus d'intérêt. Dans le cadre de cette initiative, 11 pays se penchent actuellement sur des questions très diverses telles que le cancer du col de l'utérus, le diabète et le tabagisme. Au total, plus de 3,5 millions de personnes ont pu bénéficier de ce programme. L'initiative Be He@lthy, Be Mobile a notamment permis de récolter 1,8 million USD auprès de trois nouveaux partenaires (Roche, Discovery/Vitality et Santen). Un appui suivi a été fourni à l'Égypte, à l'Inde, aux Philippines, au Sénégal et à la Tunisie; le Burkina Faso et le Soudan ont commencé à mettre en œuvre le programme.

En 2018, conjointement avec le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique et Smart Africa, l'UIT a organisé un pôle pour la santé numérique lors du Sommet Transformer l'Afrique. Dans le cadre de ce pôle, des dialogues ont notamment eu lieu sur les politiques et les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre de la santé numérique en Afrique. Un [manuel](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-E_HEALTH.14-2019-PDF-E.pdf) sur l'utilisation de la santé sur mobile pour aider les malades tuberculeux fumeurs a été publié et un kit pratique a été élaboré, tandis qu'un [pôle d'innovation au service de la santé sur mobile](https://www.itu.int/en/ITU-D/ICT-Applications/Pages/EU-mhealth-hub.aspx) pour la région Europe a été mis sur pied, avec l'Union européenne et l'OMS, afin de servir de plate-forme pour l'échange de bonnes pratiques et de guichet unique où obtenir des orientations sur la mise en œuvre de la santé sur mobile.

En 2018, une assistance a été fournie au Guyana en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), avec la création d'un cadre national de cybersanté, qui comprenait l'élaboration d'un document présentant la vision du pays en matière de cybersanté, d'un plan d'action national pour la cybersanté et d'une proposition de cadre de suivi national ainsi qu'une évaluation de la mise en œuvre du kit pratique sur la cybersanté au Guyana.

En 2020, suite au lancement par l'UIT, en partenariat avec l'OMS, du projet concernant la lutte contre le diabète au Sénégal dans le cadre du programme mondial "Be He@lthy Be Mobile", l'UIT/OMS ont mis en place un deuxième projet portant sur la détection automatique de la rétinopathie diabétique au Sénégal. Deux rétinographes numériques ont été fournis au Gouvernement du Sénégal, par l'intermédiaire de son Ministère de la santé, afin d'offrir un appui au système national de soins de santé dans le diagnostic précoce de la rétinopathie diabétique.

En collaboration avec l'OMS, l'UE et le service de santé publique d'Andalousie, l'UIT a mis en place un pôle de connaissances au service de la santé sur mobile pour l'Europe, afin de recueillir et de partager des données d'expérience nationales dans le domaine de la santé sur mobile et d'aider les pays et les régions à mettre en place des programmes de santé sur mobile de grande envergure pouvant être reproduits dans d'autres régions.

Le pôle de santé sur mobile a pour objectif:

– de constituer un pôle d'innovation sur la santé sur mobile en vue de l'intégration des systèmes de santé nationaux en Europe;

– de servir de centre de coordination pour les connaissances dans le domaine de la santé sur mobile en Europe;

– d'aider les pays à mettre en œuvre des stratégies relatives à la santé sur mobile;

– de servir de plate-forme d'innovation dans le domaine de la santé sur mobile;

– de jouer un rôle d'accélérateur pour le marché unique numérique de l'Union européenne;

– d'élaborer des outils d'apprentissage pour les systèmes et les services de santé face aux maladies non transmissibles;

– de fournir un code de déontologie pour les données de santé sur mobile.

L'UIT a publié un Manuel sur une plate-forme de santé numérique visant à aider les pays à améliorer le système de santé numérique national, en particulier au moyen d'une plate-forme de santé numérique. Cette plate-forme numérique vise à jeter les bases des diverses applications et des divers systèmes de santé numérique utilisés à l'appui des services de santé et de soins. Elle permet à des applications et à des systèmes isolés de fonctionner ensemble de manière intégrée. Elle fournit un pôle centralisé permettant de lier ensemble des systèmes et des applications distincts qui ne sont pas connectés, d'assurer un échange d'informations plus rapide, efficace et fiable et de promouvoir un meilleur accès aux données de santé sur un large éventail d'applications et de dispositifs.

Édifier des villages intelligents

Le cadre du [projet de villages intelligents](https://news.itu.int/leaving-no-one-behind-nigers-smart-villages-project/) visant à connecter les zones isolées du Niger à l'Internet est le fruit d'une collaboration entre l'UIT, [l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI)](https://www.youtube.com/watch?v=0uYKKJg00eo) et plusieurs autres organisations. Ce projet relève d'une approche globale, multisectorielle et inclusive visant à améliorer l'accès aux services numériques essentiels en vue de la réalisation des ODD en milieu rural. Il s'agit d'une "passerelle pour le développement rural" constitué au moyen de la mise en commun et de la coordination des programmes de développement, dans le but de susciter les synergies nécessaires pour maintenir les investissements. Il s'agit également d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques et toute la société au service des investissements numériques en faveur des ODD et de la transformation numérique dans les zones rurales. Plusieurs projets de villages intelligents sont en cours d'élaboration au Pakistan, en Indonésie et dans les îles du Pacifique.

Renforcement des capacités concernant les services numériques

Une formation sur la santé numérique a été dispensée dans le cadre d'un programme numérique élaboré par l'UIT, en collaboration avec le Bureau régional de l'Afrique de l'OMS, afin de développer des services de santé numérique dans des pays de la région. Dans ce contexte, des représentants des ministères de la santé et des TIC ont eu la possibilité d'échanger des données d'expérience et des enseignements tirés de la mise en œuvre, dans leur pays, des services numériques.

L**'**UIT, en collaboration avec l**'**OMS, a mis au point un cours de formation en ligne sur les compétences d**'**encadrement dans le domaine de la santé numérique, mis à disposition via l**'**Académie de l**'**UIT. Ce cours adapté au rythme de chacun vise à renforcer les capacités d'une nouvelle génération de responsables de la santé numérique qui poursuivront et accélèreront les efforts dans le domaine de la santé numérique dans les pays. Il comporte 12 modules portant sur un large éventail de sujets dont les coordonnateurs et les responsables dans le domaine de la santé numérique doivent avoir connaissance. Les modules portent notamment sur une présentation de la santé numérique, la gouvernance, les stratégies, les politiques et réglementations, l**'**évaluation des besoins, la conception des systèmes et de l**'**architecture, l**'**interopérabilité, l**'**utilisation des données, les urgences sanitaires, les innovations, les villes et les établissements humains durables.

Le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique a animé un atelier sur la société intelligente en Afrique australe, organisé à Dar es Salam (Tanzanie) et destiné aux pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), afin d'aider à mieux comprendre les concepts et les exigences en matière de nouvelles technologies (telles que l'Internet des objets, l'intelligence artificielle et les mégadonnées) et les possibilités qu'elles offrent.

Collaboration avec la FAO dans le domaine de l'agriculture numérique

L'UIT a élargi sa collaboration avec la FAO après la signature d'un accord de coopération en 2019. L'UIT et la FAO travaillent ensemble en vue de fournir une assistance à plusieurs pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de feuilles de route en matière d'agriculture numérique. Il s'agit de créer des capacités et d'identifier des priorités pour faire des investissements dans le domaine du numérique, afin de réaliser les objectifs fixés pour le secteur agricole. L'UIT collabore en outre avec la FAO afin d'appuyer l'entrepreneuriat, l'investissement et le commerce dans les zones rurales en Papouasie-Nouvelle-Guinée, ainsi que l'initiative pour les villages intelligents au Niger. L'Union a publié plusieurs rapports en coopération avec la FAO sur l'agriculture numérique, par exemple sur l'utilisation des technologies numériques et novatrices (telles que la "blockchain" et les mégadonnées) au service de l'agriculture. De plus, l'UIT a été invitée à devenir membre du comité consultatif du Conseil du numérique pour l'alimentation et l'agriculture, qui aidera les gouvernements à recenser et à exploiter au mieux les possibilités qu'offre le passage au numérique et à instaurer, à élargir et à protéger l'accès des agriculteurs aux technologies numériques. Dans ce contexte, le Guyana a accueilli l'Atelier régional UIT/FAO sur l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture pour les Caraïbes en 2018, en collaboration avec la CTU.

Un hackathon UIT-FAO #HackAgainstHunger pour les Caraïbes a été organisé avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en février 2018, afin de trouver et de soutenir des solutions innovantes utilisant les TIC, l'objectif étant de résoudre les problèmes qui se posent dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture. Cette manifestation comprenait deux hackathons locaux, tenus l'un en Jamaïque et l'autre à Trinité-et-Tobago. La Jamaïque a remporté la manifestation régionale et a ensuite concouru lors du Hackathon mondial organisé à Genève dans le cadre du volet thématique spécial de l'édition 2018 du Forum du SMSI, et l'a remporté.

L'UIT et la FAO ont mené une étude en vue de l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture pour le Chili. En 2020, les deux organisations ont élaboré un rapport conjoint intitulé "Status of Digital Agriculture in 18 Countries of Europe and Central Asia" (*État des lieux de l'agriculture numérique dans 18 pays d'Europe et d'Asie centrale*).

Biens publics numériques

L'UIT fournit des orientations sur l'adoption d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques, afin d'investir dans une infrastructure numérique partagée susceptible d'accélérer le développement des services numériques à moindre coût et d'accroître les retours sur investissement, ainsi que sur la manière de coordonner les investissements, pour mettre à disposition des biens publics numériques qui peuvent favoriser la transformation numérique, en vue de la réalisation des ODD. On trouvera une présentation d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques dans le rapport [*Cadre d'investissement numérique au service des ODD*](https://www.itu.int/pub/D-STR-DIGITAL.02-2019), publié par l'UIT et l'Alliance Digital Impact.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESRégion Afrique: Mise en place d'économies numériques et promotion de l'innovation en Afrique– Le projet conjoint UIT-OMS "*Utiliser les services de santé numérique pour accélérer la réalisation des ODD se rapportant à la santé dans la région Afrique*" a été lancé afin d'aider les pays à utiliser pleinement et durablement les TIC pour la fourniture des services de santé, afin d'améliorer la santé sur les plans collectif et individuel, de permettre à tous de vivre en bonne santé et de promouvoir le bien-être de tous dans la région Afrique.– Un atelier sur la mise au point de cyberapplications a eu lieu en novembre 2019 en vue d'identifier les difficultés rencontrées lors de la mise au point de cyberapplications et de proposer des solutions pour réussir à franchir les étapes entre la phase d'idéation des cyberapplications et leur mise sur le marché en région Afrique.– Des études de référence visant à faciliter l'inclusion financière numérique et les services publics numériques pour l'Éthiopie ont été entreprises.– Dans le cadre de l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine, une évaluation de référence destinée à appuyer les paiements numériques transfrontières a été menée.– En collaboration avec la FAO, une évaluation de la préparation au numérique dans le secteur de l'agriculture ayant pour objet d'évaluer l'environnement de l'agriculture numérique en Afrique est en cours.– En s'appuyant sur les efforts collaboratifs de l'UIT, de l'Estonie, de GIZ (Allemagne) et de l'Alliance Digital Impact visant à accélérer la transformation numérique et la généralisation des services publics numériques en vue d'atteindre les ODD à l'horizon 2030 en Afrique, l'Union européenne (Direction générale des partenariats internationaux) et le pôle pour le numérique au service du développement se sont joints à l'initiative pour la Corne de l'Afrique dans le but d'élaborer une stratégie pour les services publics numériques ainsi qu'une plate-forme intégrée au profit des pays concernés.Région Amériques: Développement de l'économie numérique, des villes et des communautés intelligentes et de l'Internet des objets et promotion de l'innovation– En 2018, l'UIT a travaillé en collaboration avec l'OMS pour élaborer la "Stratégie nationale du Guyana en matière de cybersanté" en utilisant le kit pratique OMS-UIT pour ce faire.– La semaine de, placée sous le thème des *communautés rurales intelligentes*, s'est déroulée en Uruguay. On s'est penché sur l'adoption et l'utilisation de nouvelles technologies en vue de créer un secteur de l'agriculture sain et responsable, pour favoriser l'établissement de futures communautés rurales intelligentes.– En 2019, une proposition de plan national en matière de cyberagriculture pour le Chili a été mise au point.Région Asie-Pacifique: Tirer parti des TIC pour favoriser l'économie numérique et une société numérique inclusive– Cyberagriculture: En partenariat avec la FAO, l'UIT a appuyé l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture en Mongolie; la mise en œuvre d'applications mobiles en Papouasie-Nouvelle Guinée; l'élaboration de deux études de cas sur la chaîne de blocs et les mégadonnées; et des activités de renforcement des capacités humaines en Papouasie-Nouvelle Guinée et en Mongolie. Un projet commun des Nations Unies, dirigé par la FAO et dédié à l'appui à l'agriculture dans des zones de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a aussi été mené à bien.– Administration publique en ligne: La Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu ont bénéficié d'une assistance en vue de renforcer leurs cadres de services publics numériques.– Des formations et des ateliers ont été organisés pour mieux faire connaître les applications sur les villes intelligentes, les services publics numériques, ainsi que les applications IoT.– L'UIT, en partenariat avec la FAO, a poursuivi son travail de promotion de l'application des technologies numériques à l'agriculture grâce à la série d'études de cas intitulée "E‑agriculture in Action" ([Big Data For Agriculture](https://www.itu.int/en/ITU-D/ICT-Applications/Documents/Publications/Big%20Data%20for%20Agriculture.pdf)) (*La cyberagriculture à l'œuvre, les mégadonnées au service de l'agriculture*). La prochaine édition, qui sera consacrée à l'intelligence artificielle au service de l'agriculture, devrait être publiée au premier trimestre de 2021.– L'édition 2020 du Forum sur les solutions numériques pour l'agriculture, organisé tous les deux ans, a permis de présenter des données d'expérience sur l'utilisation de technologies innovantes pour atteindre les objectifs en matière d'agriculture.Région Europe: Approche centrée sur l'utilisateur en vue de mettre au point des services pour les administrations nationales– Un atelier sur la manière d'améliorer la vie humaine grâce aux services en ligne a été organisé à Genève, afin de débattre des technologies et des services émergents, y compris l'intelligence artificielle et l'accessibilité des TIC.– La coopération entre l'UIT et la FAO a été renforcée lors d'une séance spéciale sur les stratégies numériques dans le secteur agricole, organisée à ITU Telecom World 2019 à Budapest (Hongrie).– Des études régionales sur les stratégies nationales en faveur de l'agriculture numérique ont été élaborées et seront examinées par les États Membres concernés.– Une manifestation dédiée à l'échange de connaissances sur la promotion des écosystèmes de start-up dans le domaine des services électroniques s'est tenue à Prague (République tchèque).– Un rapport régional sur l'état des lieux de l'agriculture numérique dans 18 pays d'Europe et d'Asie centrale a été élaboré afin de dresser un bilan des progrès accomplis et d'identifier les pays nécessitant un appui technique.– L'UIT a appuyé la FAO dans la fourniture d'une assistance à l'Albanie, la Turquie et la Bosnie-Herzégovine aux fins de l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cyberagriculture.– En 2021, l'UIT et la FAO ont élaboré un guide sur l'agriculture numérique pour les pays candidats.– L'UIT et la FAO ont organisé un concours sur l'excellence dans le domaine de l'agriculture numérique, afin de renforcer une culture fondée sur l'innovation numérique dans le domaine de l'agriculture. Plus de 500 parties prenantes ont été identifiées, et 200 ont été mobilisées dans le cadre du concours.– Le projet de pôle de connaissances au service de la santé sur mobile pour l'Europe mené par l'UIT, l'OMS et l'UE a joué un rôle central pour recueillir et partager des données d'expérience nationales dans le domaine de la santé sur mobile et d'aider les pays et les régions à mettre en place des programmes de santé sur mobile de grande envergure.– Depuis 2020, l'initiative GOVSTACK de l'UIT, de l'Estonie, de l'Allemagne et de Dial constitue le principal outil pour aider les pays à accélérer la transformation numérique ainsi que le passage au numérique des services d'administration publique de manière à atteindre les Objectifs de développement durable d'ici à 2030.Région de la CEI: Développement de la cybersanté afin de permettre à tous de vivre en bonne santé et de promouvoir le bien-être de tous à tout âge– L'UIT a élaboré un cours de formation multimédia spécialisé en langue russe sur la cybersanté à l'intention des médecins et des professionnels des TIC travaillant avec des équipements médicaux. L'UIT a également organisé des sessions de formation pour les pays au Bélarus, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ukraine et en Ouzbékistan.– L'UIT a élaboré des Recommandations techniques sur les solutions techniques modernes appliquées à la conception de systèmes de cybersanté, y compris de réseaux de télémédecine.– L'atelier UIT consacré à la plate-forme pour les start-ups d'Eurasie centrale organisé en novembre 2020 a rassemblé plus de 350 participants représentant des start-ups, des pôles technologiques, des sociétés d'investissement en capital-risque et des organismes publics de 16 pays de la région de la CEI et de pays voisins. Cette initiative vise en particulier à favoriser la création de start-ups et de PME travaillant dans les domaines de la santé numérique, de l'agriculture et des villes intelligentes.– Les villes intelligentes et durables sont devenues l'un des domaines prioritaires pour les États Membres de l'UIT de la région de la CEI. En effet, le Bélarus a accueilli une manifestation phare annuelle (organisée conjointement par l'UIT-D et l'UIT-T), et le Gouvernement local de Moscou et l'UIT mènent à bien un certain nombre d'études. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESLe [produit annuel intitulé "Créer des villes intelligentes selon une approche globale"](https://www.itu.int/oth/D0717000002/) ([Question 1/2](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG02-RGQ01.2&stg=2): *Création de villes et sociétés intelligentes: utilisation des TIC pour un développement socio-économique durable*) a été publié en 2019. Il contient un exemple d'architecture d'une ville intelligente, élaboré sur la base de concepts clés précis, ainsi qu'un résumé d'une sélection d'études de cas de pays sur les villes intelligentes. Un autre produit annuel intitulé "Applications verticales dans les villes intelligentes" a été approuvé en vue de sa publication. Il présente les applications et services verticaux reposant sur une couche horizontale commune, afin de permettre l'intégration et l'interaction efficace des différents secteurs des villes intelligentes.Plusieurs manifestations ont été organisées parallèlement à la réunion de la Commission d'études 2 de l'UIT–T (Question 2/2: *Les télécommunications/TIC au service de la cybersanté*). Un [atelier sur les nouvelles technologies de communication au service de la cybersanté et des questions socio-économiques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q2-2-oct19.aspx) tenu en octobre 2019 a été l'occasion d'étudier des exemples de nouvelles technologies au service de la cybersanté et de débattre des difficultés que pose une adoption à grande échelle et des moyens de les résoudre. Un [webinaire sur les nouvelles solutions de cybersanté pour lutter contre les pandémies en utilisant les TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q2-2-july06.aspx), organisé en juillet 2020, a permis de se pencher sur les cas d'utilisation des nouvelles solutions de santé numérique ainsi que sur les facteurs et les recommandations qu'il est nécessaire de prendre en compte pour déployer et élargir efficacement ces solutions, en particulier pendant la pandémie. Les informations échangées ainsi que les enseignements tirés durant ces manifestations seront utilisés pour alimenter le rapport final sur la Question 2/2.  |

# 6 Télécommunications d'urgence – Construire des infrastructures TIC résilientes face aux catastrophes afin de réduire le nombre de victimes et les pertes économiques

Lignes directrices, publications et rapports de l'UIT

Les [***Lignes directrices relatives à l'élaboration de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence***](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2020/NETP-guidelines.pdf) ont été lancées en mars 2020 à l'occasion d'un forum en ligne. Ces lignes directrices visent à aider les décideurs et les autorités nationales de régulation à élaborer un plan national pour les télécommunications d'urgence précis, souple et accessible selon une approche multi-parties prenantes. Ce travail comprend la mise en place de politiques et procédures nationales, ainsi que d'un cadre de gouvernance pour appuyer et permettre l'utilisation sans interruption de réseaux, services et plates-formes TIC fiables et résilients pour la gestion des catastrophes.

Lancé en mars 2020, le "[***Guide sur les exercices de simulation sur les télécommunications d'urgence***](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/Publications/2020/TTX_Guide.pdf)" a été élaboré en collaboration avec le Réseau des télécommunications d'urgence du Programme alimentaire mondial, en vue d'aider les États Membres et les acteurs nationaux de la gestion des catastrophes à planifier, concevoir et mener des exercices de simulation, ce qui permet aux parties prenantes, d'une part, de tester et d'améliorer les plans, politiques et procédures en matière de télécommunications d'urgence et, d'autre part, de vérifier si l'on dispose des réseaux, des capacités redondantes de communication, du personnel et des autres systèmes de télécommunication pour faire face à une urgence.

Face à la crise mondiale due au COVID-19, un "[***Guide sur l'élaboration d'un plan d'urgence fondé sur les télécommunications/TIC pour faire face aux pandémies***](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/hdb/D-HDB-GUIDELINES.03-2020-PDF-E.pdf)" a été publié.Ce guide porte sur la fourniture des services de télécommunication/TIC et la continuité des activités dans le cadre précis d'une pandémie, à l'instar de la pandémie de COVID-19. Il présente une série de mesures que les pays peuvent prendre pour se préparer à ce type d'urgence, les anticiper et être prêts à y faire immédiatement face en garantissant la continuité des réseaux et la fourniture des services. L'infrastructure des télécommunications/TIC comprend les réseaux fixe, mobile, par satellite, de Terre, WiFi et toutes les autres technologies prenant en charge des services large bande et de radiodiffusion.

Une nouvelle publication intitulée "[***Les femmes, les TIC et les télécommunications d'urgence: perspectives et contraintes***](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/events/2020/Women-ICT-ET/Full-report.pdf)", élaborée conjointement avec le Réseau des télécommunications d'urgence du Programme alimentaire mondial, décrit les facteurs à l'origine de la fracture numérique entre les hommes et les femmes et de la vulnérabilité croissante des femmes et des jeunes filles avant, pendant et après une catastrophe. Elle présente des bonnes pratiques et des exemples d'utilisation des TIC pour renforcer l'égalité hommes-femmes dans la gestion des risques de catastrophe, notamment moyennant l'utilisation de technologies nouvelles et émergentes, et identifie les domaines prioritaires pour la suite des travaux. Ce rapport a été lancé en août 2020 à l'occasion du Dialogue de haut niveau du Forum du SMSI sur le thème "[*Les femmes et les télécommunications d'urgence: garantir l'égalité hommes-femmes dans la mise en place de la résilience en cas de catastrophe*](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/News.aspx?ItemID=228)". Afin de suivre les améliorations apportées afin de promouvoir l'égalité hommes-femmes dans la gestion des catastrophes, l'UIT a organisé un webinaire en ligne intitulé "[*Promouvoir l'égalité hommes-femmes au service de l'utilisation des TIC dans la gestion des catastrophes*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Promoting-gender-equality-for-the-use-of-ICTs-in-Disaster-Management-.aspx)", le 8 mars 2021. Cette manifestation a permis de présenter des données d'expérience réelles sur la façon dont les femmes utilisent les technologies pour lutter contre le COVID-19 et sur la manière dont elles ont pu contribuer à la résilience face à une catastrophe au sein de leur communauté. Elle a également permis de réfléchir à ce qui peut être fait pour offrir à davantage de femmes d'avoir accès aux TIC et de les utiliser pour sauver des vies, et à la manière dont les pouvoirs publics, les organisations humanitaires internationales et nationales et les entités du secteur privé dans le domaine des TIC ont mis davantage l'accent sur la question de l'égalité hommes-femmes et sur les considérations relatives aux femmes dans les cadres stratégiques et dans l'affectation des ressources dans le contexte des TIC au service de la gestion des catastrophes.

Un rapport intitulé "[***Les technologies de rupture et leur utilisation pour la réduction des risques et la gestion des catastrophes***](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2019/GET_2019/Disruptive-Technologies.pdf)" a été publié à l'occasion du Forum mondial sur les télécommunications d'urgence (GET-19) qui a eu lieu en mars 2019 à Balaclava (Maurice). Les nouvelles technologies de rupture, telles que l'intelligence artificielle, l'Internet des objets et les mégadonnées, ainsi que les innovations dans des champs comme la robotique et la technologie des drones transforment de nombreux domaines et améliorent la résilience et la gestion des catastrophes, ainsi que la réduction des risques. Ce rapport fait suite à des demandes formulées par les États Membres de l'UIT en vue d'identifier les technologies pertinentes et de faciliter les échanges de bonnes pratiques.

Systèmes et plates-formes d'alerte avancée multirisques

Un système d'alerte avancée multirisques est capable de traiter différents risques ou événements de même type ou de différente nature dans des situations où des catastrophes peuvent se produire de manière isolée, simultanée, cumulative ou en cascade au fil du temps, en tenant compte des effets d'interdépendance potentiels. L'UIT encourage l'élaboration et l'utilisation de ces systèmes au moyen d'activités de sensibilisation, de projets de pays et de formations.

En 2018, l'UIT a renforcé la préparation aux catastrophes en [Zambie](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/EWS_ZAMBIA.aspx) en mettant en place plusieurs systèmes d'alerte avancée.

Dans le cadre de ses travaux sur les systèmes d'alerte avancée multirisques, l'UIT continue de promouvoir l'utilisation du protocole d'alerte commun (CAP), qui a été adopté dans le cadre de la [Recommandation UIT-T X.1303](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2020/T-REC-X.1303bis-201403-.pdf). Il s'agit d'un format simple mais général pour échanger, sur tout type de réseau, des alertes d'urgence pour tous les risques et des alertes destinées au public, en permettant de diffuser simultanément un message d'alerte cohérent sur un grand nombre de systèmes d'alerte différents, ce qui augmente l'efficacité de l'alerte tout en simplifiant la tâche d'alerte. Dans ce contexte, le protocole d'alerte commun permet aux autorités de diffuser des alertes rapides ou des avertissements au profit de toutes les populations et les communautés exposées à un risque, avec une portée mondiale grâce à l'utilisation de différentes technologies.

Entre 2018 et 2021, l'UIT a dispensé des formations sur ce protocole à plusieurs pays et régions, notamment les États arabes, dans le cadre d'ateliers régionaux organisés en [2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2019/ICT4DRR/DRR.aspx) et [2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2020/CAP/CAP.aspx). L'UIT a accueilli [l'édition de 2020 de l'atelier sur la mise en œuvre du protocole d'alerte commun](https://preparecenter.org/initiative/common-alerting-protocol-implementation/common-alerting-protocol-workshop-2020/), qui s'est tenu les 29 et 30 septembre 2020.

En avril 2021, l'UIT, en partenariat avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et l'Organisation météorologique mondiale, a lancé un Appel à l'action pour les alertes d'urgence, à l'occasion d'une manifestation qui s'est déroulée le 29 avril 2021 durant les Semaines des partenariats humanitaires de 2021. Cet appel à l'action vise à inviter tous les partenaires à appuyer les pays dans la mise en œuvre du protocole d'alerte commun, afin qu'ils puissent en tirer parti.

Plans nationaux pour les télécommunications d'urgence

Depuis 2018, des plans nationaux pour les télécommunications d'urgence ont été fournis à la République dominicaine, au Guatemala, à la Bolivie, au Vanuatu, au Samoa, à la Papouasie‑Nouvelle-Guinée, à Sainte-Lucie, à l'Équateur et au Pérou. L'UIT continue de fournir une assistance aux pays suivants en vue d'élaborer leur plan national pour les télécommunications d'urgence: Afghanistan, Somalie, Soudan et îles Salomon. Plusieurs réunions en ligne ont été organisées au niveau national en vue de veiller à ce que ces plans soient élaborés selon les lignes directrices de l'UIT et une approche multi-parties prenantes faisant intervenir les différentes organisations travaillant dans le domaine de la gestion des catastrophes, par exemple les autorités nationales chargées de la gestion des catastrophes, les organisations s'occupant des questions météorologiques et hydrologiques, les organismes humanitaires, les acteurs des TIC des secteurs public et privé, les établissements universitaires, les médias, la société civile et les autorités des douanes.

Appui fourni par l'UIT en matière d'intervention en cas de catastrophe

Depuis 2018, l'UIT a fourni un appui à plusieurs pays frappés par des catastrophes naturelles, notamment aux pays suivants: Bahamas, Mozambique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Zimbabwe et Fidji. L'appui fourni par l'UIT comprend le déploiement d'équipements de télécommunication par satellite et de personnel, dans le but de mettre en place une connectivité pour aider les pays à rétablir des liaisons de télécommunication vitales et de mettre en avant l'importance des équipements de télécommunication d'urgence.

Afin d'élargir la portée des travaux de l'UIT dans le domaine des télécommunications d'urgence et d'appuyer et d'améliorer la coordination avec le secteur des télécommunications par satellite et les organismes humanitaires, l'UIT a adhéré à la [Charte de connectivité en cas de crise](https://news.itu.int/why-itu-is-joining-the-crisis-connectivity-charter-doreen-bogdan-martin/), dont elle est devenue l'un des principaux signataires. Il s'agit d'un mécanisme créé entre le secteur des télécommunications par satellite et l'ensemble des organismes humanitaires, afin de rendre les moyens de communication par satellite plus facilement accessibles pour les partenaires humanitaires et les communautés frappées par des catastrophes. Cette Charte a été élaborée par

l'Association pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique des opérateurs de satellites (ESOA) et le Global VSAT Forum (GVF) et leurs membres, en coordination avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies et le Réseau des télécommunications d'urgence du Programme alimentaire mondial.

Afin de répondre à la demande grandissante d'appui pour la fourniture d'équipements et de services de télécommunications d'urgence en cas de catastrophe, l'UIT a créé un fichier interne de candidats pour les télécommunications d'urgence. Des fonctionnaires de l'UIT disponibles et qualifiés ont été sélectionnés et suivront une formation sur le déploiement et l'utilisation des équipements de télécommunication de l'UIT actuels (et futurs). Ils pourront ensuite faciliter les travaux du Réseau des télécommunications d'urgence sur le terrain, en assurant la liaison avec les autorités et les acteurs sur place concernant l'importation et les conditions d'octroi de licences pour les équipements de télécommunication.

Renforcement des capacités

L'UIT a poursuivi ses activités de renforcement des capacités et de sensibilisation concernant l'importance de la gestion des catastrophes et les outils TIC disponibles pour la réduction des risques de catastrophe. Plusieurs [manifestations](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/ITU-Events.aspx) relatives à l'utilisation des TIC pour la gestion des catastrophes ont eu lieu entre 2018 et 2020. Au niveau mondial, l'UIT a organisé le 3ème Forum mondial sur les télécommunications d'urgence ([GET-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Events/2019/GET-2019/default.aspx)) du 6 au 8 mars 2019, à l'invitation de l'Autorité des technologies de l'information et de la communication (ICTA) de Maurice. Le Forum GET-19 avait pour thème "*Innover ensemble pour sauver des vies: l'utilisation des technologies dans la gestion des catastrophes*". Le Forum a attiré environ 180 participants de 36 États Membres, représentant des organisations du secteur public et du secteur privé, à savoir des ministères, des régulateurs, des universités et des instituts de recherche, des organisations humanitaires, des banques de développement, des organisations régionales s'occupant de la gestion des catastrophes, des opérateurs de télécommunication, des entreprises du secteur des TIC et des organisations régionales et internationales.

Parmi les principaux thèmes de discussion, on peut citer l'importance d'envisager les effets potentiels des catastrophes lors de la planification de nouvelles infrastructures TIC; la nécessité d'accroître les niveaux d'accès aux TIC et d'utilisation de ces technologies; les perspectives qu'offrent la technologie et les TIC au service de la gestion des catastrophes et la nécessité de construire des réseaux plus résilients et des systèmes interopérables aux fins des efforts de coordination des interventions.

Les participants au Forum GET-19 ont réaffirmé la nécessité de renforcer la coordination et la coopération à tous les niveaux, l'importance des données et de la confiance, ainsi que la nécessité d'une compréhension collective de toutes les phases de la gestion des catastrophes. Lors du Forum, le principe selon lequel toutes les actions et tous les programmes doivent être centrés sur la population a été renforcé: en effet, quand une catastrophe survient, c'est la population qui compte. Le Forum a également mis en évidence le fait que la phase de préparation en prévision des catastrophes est cruciale pour sauver des vies.

[Un atelier sur le Protocole d'alerte commun (PAC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Events/2019/GET-2019/CAP-2019-Agenda.aspx)) a été organisé le 5 mars 2019, avant le Forum.

Des forums et ateliers régionaux consacrés à l'utilisation des TIC ont eu lieu dans la région Amériques (Caraïbes) en 2019, dans la région Europe et dans la région de la CEI en 2019, et dans la région des États arabes en 2019 et en 2020. La manifestation organisée dans la région des États arabes en 2020 comprenait un exercice de simulation. Au niveau national, un atelier a été organisé en Tanzanie en 2019 sur l'utilisation des TIC pour la gestion des catastrophes. En collaboration avec l'USTTI (United States Telecommunications Training Institute), un webinaire public conjoint intitulé "[*Renforcer la résilience en cas de catastrophe au moyen des télécommunications d'urgence*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Building-Disaster-Resilience-through-Emergency-Telecommunications-in-2020.aspx)" a été organisé les 15 et 16 décembre 2020. L'UIT a continué de travailler en collaboration étroite avec les organisations des Nations Unies partenaires, en particulier avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes.

Afin de continuer de renforcer les capacités dans le domaine des télécommunications d'urgence, [*trois nouveaux modules de formation en ligne*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Information-session-and-virtual-launch-online-training-modules.aspx) ont été lancés en janvier 2021. Ces modules portent sur l'élaboration de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (sur la base des lignes directrices de l'UIT relatives aux plans nationaux pour les télécommunications d'urgence), sur les lignes directrices pour l'organisation d'exercices de simulation théoriques (sur la base du guide élaboré conjointement avec le Groupe ETC) et sur des renseignements concernant la Convention de Tampere et ses avantages.

Carte de connectivité en cas de catastrophe (DCM)

À la suite d'une [proposition](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2019/GET_2019/Partnerships-for-Saving-Lives-Disaster-Connectivity-Map-Concept-Note.pdf) présentée lors du Forum GET-19, l'UIT, en coopération avec le Réseau des télécommunications d'urgence (ETC) du PAM, a lancé l'élaboration d'une carte de connectivité en cas de catastrophe. Il s'agit d'une plate-forme de cartographie visant à aider les premiers secours à déterminer l'état de l'infrastructure de télécommunication, la couverture et la qualité de fonctionnement avant et après une catastrophe. Les renseignements contenus dans ces cartes peuvent être utilisés à l'appui des processus décisionnels du personnel d'intervention issu des pouvoirs publics ou des organisations humanitaires sur les emplacements où les réseaux de télécommunications doivent être rétablis. Cette plate-forme est gérée par l'UIT avec l'appui de la GSMA.

Un premier prototype de cette carte a été présenté lors d'un [webinaire conjoint UIT/ETC](https://itu.zoom.us/rec/share/flOV1MYUfGGXq6SiDeFXDfuAvPV5gnXjsStpbe4U_vkooKx7J9y6UtVS9uiCobkU.Ic8cp4a7NGcdKMHy).

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESRégion Amériques: Communications pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe– Un projet pour l'utilisation des TIC dans les situations d'urgence et de catastrophe dans la région des Caraïbes, appelé "[Projet WINLINK 2000](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/ACTVTS/PRJ/AMS-PRJ.aspx)", a débuté afin d'aider Antigua-et-Barbuda, la Barbade, la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque et Saint-Kitts-et-Nevis à renforcer leurs capacités en matière de télécommunications d'urgence et à améliorer leurs interventions en cas d'urgence et de catastrophe, afin de sauver des vies. Il s'agit d'une alliance entre les organismes de secours d'urgence, les autorités de télécommunication et les associations de radioamateurs en vue d'installer des serveurs Winlink dans les pays bénéficiaires. La première phase de ce projet, qui a démarré en 2018, a été menée à bien en 2019, bénéficiant aux pays suivants: République dominicaine, Costa Rica, Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Panama. Depuis qu'il a été mis en place, le réseau Winlink a été utilisé pour toutes les situations d'urgence.– Dans le cadre du déploiement d'équipements de télécommunication d'urgence aux Bahamas après le passage de l'ouragan Dorian, l'UIT a collaboré avec l'Autorité de réglementation des services d'utilité publique et de la concurrence (URCA) et d'autres parties prenantes afin de fournir une connexion Internet et d'autres services de connectivité à certains habitants des zones touchées.– L'application "Virtual Vision", qui est une plate-forme de communication en temps réel pour la gestion des catastrophes., a été mise au point. Cette application permet de faciliter la communication directe en temps réel avant, durant et après une situation d'urgence ou une catastrophe. Cette application a été testée aux Bahamas début décembre 2019.– Un Forum multi-parties prenantes sur le rôle des télécommunications/TIC dans la gestion des catastrophes et la réduction des risques de catastrophe à l'intention des îles des Caraïbes a été accueilli par la Dominique en décembre 2018. Ce Forum visait à ouvrir la voie à une utilisation accrue des TIC dans la gestion des catastrophes et à répondre aux questions clés liées à l'usage optimal des TIC dans la réduction et la gestion des risques de catastrophe.– Une consultation en ligne multi-parties prenantes sur l'élaboration d'un plan national pour les télécommunications d'urgence pour Sainte-Lucie a été organisée en coopération avec le Ministère du logement, de la rénovation urbaine et des télécommunications de Sainte-Lucie. Ce plan a été élaboré.Région des États arabes: Environnement, changements climatiques et télécommunications d'urgence– Une série de formations et d'ateliers ont été organisés sur la réduction des risques de catastrophe et la gestion des catastrophes, ainsi que sur l'utilisation des technologies modernes à des fins de suivi et d'alerte avancée dans la région des États arabes.Région Asie-Pacifique: Contribuer à la mise en place d'un environnement fiable et solide– Dans le cadre d'un projet commun avec le Département des communications et des arts (DoCA) de l'Australie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les îles Salomon et Vanuatu ont bénéficié d'un appui en vue de consolider la planification des télécommunications d'urgence à l'échelle nationale et de renforcer leurs capacités. Des plans nationaux pour les télécommunications d'urgence ont été élaborés pour ces îles du Pacifique, en consultation avec le Groupe ETC.– Des terminaux de réseau global large bande (BGAN) ont été expédiés aux îles Salomon à la suite du déversement de pétrole au large de l'île Rennell.– Les îles Salomon et Vanuatu ont amélioré leur capacité d'intervention en matière de télécommunications d'urgence, laquelle s'est avérée efficace pour faire face à une marée noire ([île Rennell](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Response.aspx)) et un cyclone de catégorie 5 ([Harold](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Response.aspx)), respectivement.– Dans le cadre du projet portant sur la mise en place une connectivité par satellite et le développement des télécommunications d'urgence dans le Pacifique (2014-2020), neuf pays de la région Asie-Pacifique (États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) ont bénéficié d'un appui avec une connectivité par satellite. L'accord concernant ce projet a été signé en 2014 avec les partenaires suivants: ITSO, Intelsat, Inmarsat et Kacific. Ces capacités de connectivité ont permis la prise en charge de cyberapplications dans les écoles, les communautés et les établissements de soins de santé, tout en servant de point de contact essentiel lorsque le cyclone Harold a frappé le Vanuatu. Une étude visant à évaluer les incidences du projet a été menée et a confirmé la demande concernant ces services, ainsi que l'importance de la connectivité par satellite dans les zones isolées et de l'infrastructure numérique pour la résilience et la fourniture de cyberapplications dans le Pacifique. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESEntre 2018 et 2020, trois manifestations ont été organisées conjointement avec le Groupe du Rapporteur pour la Question 5/2 (Utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe) de la Commission d'études 2. La première manifestation, organisée en 2018 sur le thème "[*Évolution technologique, exercices TIC et entraînement à la gestion des catastrophes*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q5-2-oct18.aspx)", a permis d'échanger des données d'expérience et des connaissances sur des exercices efficaces de gestion des catastrophes, l'utilisation des systèmes de télécommunications d'urgence et d'autres moyens de renforcer l'état de préparation et la résilience, y compris la disponibilité et l'utilisation de technologies émergentes. La deuxième manifestation, organisée en 2019 sur le thème "[*Organisation d'entraînements et d'exercices sur les communications d'urgence au niveau national – Lignes directrices à l'intention des petits États insulaires en développement (PEID) et des pays les moins avancés (PMA)*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q5-2-oct19.aspx)" a été l'occasion de souligner combien il était important d'organiser des exercices sur les télécommunications d'urgence au niveau national, afin d'évaluer et d'améliorer l'état de préparation en vue d'intervenir sans délai en cas de catastrophe. Enfin, le troisième atelier sur le thème "[*Environnement politique propre à permettre une gestion efficace des catastrophes, y compris de la pandémie de COVID-19*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q5-2-july14.aspx)", qui s'est tenu au format virtuel, portait sur l'importance de la préparation et de la mise en œuvre de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence, ainsi que de plans d'urgence spécifiques pour faire face à des menaces particulières, telles que les pandémies. Il a en outre été l'occasion de présenter des exemples de politiques garantissant une certaine souplesse lors du déploiement d'équipements de télécommunication d'urgence afin de faire face efficacement à une catastrophe. Un produit annuel, intitulé "Projet de lignes directrices relatives à l'organisation d'exercices et d'entraînements sur les communications d'urgence au niveau national", a été approuvé en vue de sa publication. Ce produit offre un cadre sur la manière dont un pays ou une organisation peut mener des exercices et des entraînements sur les télécommunications/TIC. Il sera publié sur la page web des Commissions d'études de l'UIT-D.  |

# 7 Environnement – Créer une économie circulaire pour le secteur de l'électronique

Des données de meilleure qualité pour améliorer les politiques: données relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

Dans le cadre du Partenariat mondial sur les statistiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques (GESP), créé en 2017 par l'UIT, l'Université des Nations Unies (UNU) et l'Association internationale des déchets solides (ISWA), le rapport "[Global E-waste Monitor 2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Toolbox/GEM_2020_def.pdf)" (Suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle mondiale pour 2020) a été publié en juillet 2020. Toutes les données de suivi sont disponibles sur le site web du GESP ([globalewaste.org](https://globalewaste.org/)), portail en ligne gratuit et accessible au public qui contient des données et des statistiques sur les DEEE pour la quasi-totalité des pays et des régions. En outre, plus de 150 publications relatives aux DEEE, publiées par des partenaires du système des Nations Unies, sont aisément disponibles via ce portail. Des formations régionales dans le domaine des statistiques sur les DEEE ont également été organisées dans la Fédération de Russie à l'intention de la région de la CEI, y compris la Géorgie, le Turkménistan et l'Ukraine, en Tunisie à l'intention de la région des États arabes, et en Ouganda à l'intention de la région Afrique, en collaboration avec l'Organisation des communications de l'Afrique de l'Est (EACO). Des formations ont également été dispensées au niveau national en Tanzanie, en Jordanie et au Brésil.

Appui concernant les politiques relatives aux DEEE

Depuis 2019, l'UIT fournit une [assistance technique](https://www.youtube.com/watch?v=bienIHFkock) en ce qui concerne l'identification des différents acteurs, l'organisation de consultations avec les parties prenantes et l'élaboration d'une politique nationale sur la gestion des DEEE en Namibie. En collaboration avec le ministère des TIC, plusieurs consultations des parties prenantes ont été menées de façon traditionnelle ou en ligne, et les consultations en ligne se sont déroulées de manière satisfaisante en 2020, malgré la pandémie de coronavirus. Plus de 15 ministères et de 10 conseils régionaux, des recycleurs, des importateurs et des producteurs régionaux ont été consultés lors du processus d'élaboration des politiques, dans le cadre d'une approche fondée sur la participation du public. Depuis le début de 2020, l'UIT aide le Malawi, par l'intermédiaire de l'Autorité de régulation des communications du Malawi et du Département des questions environnementales, à formuler une politique nationale sur la gestion des DEEE. En octobre 2020, 17 ministères et départements et 4 autorités locales ont été consultés en ligne. L'UIT se prépare actuellement à prêter un appui aux fins de l'élaboration de politiques à Bahreïn.

En 2020, l'UIT a signé avec le Forum économique mondial (WEF) un projet visant à élaborer un kit pratique à l'intention des pays en développement et des marchés émergents – une attention particulière étant accordée à la région Afrique. Ce kit pratique comprend les composantes de base nécessaires à la mise en place d'un système juste et équitable de responsabilité élargie des producteurs (REP), faisant l'objet d'une bonne communication et financé de manière durable pour la gestion des DEEE.

Un module d'apprentissage en ligne sur mesure a été mis au point afin de permettre à l'UIT de fournir une assistance technique pour l'élaboration de politiques relatives aux DEEE. Lancé en mars 2021, le module d'apprentissage en ligne présente les principales notions de la gestion des DEEE, traite de l'élaboration de politiques en matière de responsabilité élargie du producteur (REP), donne des informations sur les rôles et responsabilités des parties prenantes et contient des suggestions de définitions.

En collaboration avec le Forum économique mondial (WEF), l'UIT a préparé un kit pratique sur les [*Pratiques stratégiques relatives à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Toolbox/WEEE-Africa-Toolkit.aspx). Ce kit pratique, lancé en avril 2021, a été élaboré à l'intention des décideurs et sert de guide à l'usage des pouvoirs publics aux niveaux national et local définissant les prescriptions pour un système de gestion des DEEE, en citant comme exemple des pays africains. L'UIT utilise ce kit pratique dans le cadre de ses ateliers sur les politiques relatives aux DEEE.

Appui technique concernant les WEEE

En 2019 et 2020, l'UIT a collaboré avec le Forum sur les DEEE dans le cadre de la préparation de la [Journée mondiale des déchets d'équipements électriques et électroniques (IEWD),](https://weee-forum.org/iewd-about/) qui se tient chaque année le 14 octobre. [L'édition de 2020](https://www.youtube.com/watch?v=AFqP6IEhf5Y) était axée sur le rôle des jeunes dans la gestion des DEEE. Dans le cadre des célébrations organisées à l'occasion de cette Journée, l'UIT a collaboré avec le Forum sur les DEEE à la publication d'un document de réflexion sur les [déchets liés à l'Internet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Publications/2020/Internet-Waste%202020.pdf?csf=1&e=iQq5Zi). Suite à cette publication, un [webinaire](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Events/Internet-Waste-Dialogue.aspx) a été organisé avec plusieurs sociétés informatiques et électroniques, des prestataires de services et des recycleurs. Le document de réflexion sur les déchets liés à l'Internet traite essentiellement des DEEE provenant des infrastructures hertziennes utilisées pour la connectivité Internet mobile, des dispositifs connectés et du stockage de données et donne des exemples de réseaux mobiles, de dispositifs IoT et de centres de données. L'objectif de ce document est d'attirer l'attention sur les déchets provenant des infrastructures qui assurent la connectivité et sur la nécessité d'adopter des pratiques de gestion durable des DEEE dans les centres de données et les entreprises de télécommunication, compte tenu des prévisions de croissance.

Coalition des Nations Unies contre les déchets d'équipements électriques et électroniques

La [Coalition des Nations Unies contre les déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/ewaste/E-waste-Coalition.aspx) regroupe, à l'échelle du système des Nations Unies, des institutions, des programmes et des organes qui partagent une vision commune en vue de résoudre le problème que posent les DEEE dans le monde. L'UIT a joué un rôle essentiel dans le regroupement de ces entités, qui a finalement donné naissance à la Coalition, et depuis fin 2020, le secrétariat de la Coalition a son siège à l'UIT. Plusieurs manifestations ont été organisées par la Coalition des Nations unies contre les déchets d'équipements électriques et électroniques, notamment deux dialogues de haut niveau dans le cadre du Forum du SMSI. [À l'occasion du premier dialogue, organisé en 2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Building-an-E-waste-Coalition.aspx), des institutions du système des Nations Unies ont signé une lettre d'intention, et lors du [second, organisé en 2019, trois nouvelles institutions du système des Nations Unies ont rejoint la Coalition](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2019/Building-the-E-waste-Coalition.aspx). Les participants à ces deux manifestations se sont pour l'essentiel employés à mettre en place la Coalition des Nations Unies contre les déchets d'équipements électriques et électroniques. La Coalition a également organisé une manifestation parallèle lors de la quatorzième réunion de la conférence des Parties aux Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. Les participants à cette manifestation parallèle ont axé leurs travaux sur le [passage à des chaînes d'approvisionnement inverses durables et responsables dans une économie circulaire pour le secteur de l'électronique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2019/Sustainable-and-Responsible-Reverse-Supply-Chains.aspx).

Partenariat pour l'électronique circulaire

L'UIT a contribué à la [Feuille de route et à la vision pour le Partenariat pour l'électronique circulaire](http://cep2030.org/). (CEP), qui regroupe le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, le Forum économique mondial, l'Alliance Responsible Business, le Conseil pour l'électronique verte, la plate-forme en vue d'accélérer l'économie circulaire et la Global Enabling Sustainability Initiative. Il a pour ambition de modifier les conditions du secteur de l'électronique afin de contribuer à la réalisation des ODD, en appliquant les principes de l'économie circulaire.

Il s'appuie sur la publication [A New Circular Vision for Electronics](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/ewaste/A-New-Circular-Vision-for-Electronics-Time-for-a-Global-Reboot.aspx) (*Une nouvelle vision circulaire de l'électronique*), présentée lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos (Suisse) tenue en 2019 et à laquelle l'UIT a également contribué.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESRégion Amériques: Communications pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe– En 2019, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC qui s'est tenue dans la région des Caraïbes, on a sensibilisé davantage la population aux effets néfastes des changements climatiques en plantant des arbres dans de nombreuses écoles, en collaboration avec des régulateurs, des ministères de l'éducation et des organisations non gouvernementales (ONG) au niveau local.– Le BDT a mis en œuvre le projet pilote visant à créer une usine de traitement des DEEE, élaboré conjointement avec l'Université de La Plata (Argentine). Le [projet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/ewaste/E-waste-pilot-plant.aspx) a été mis en œuvre avec succès en 2018.Région des États arabes: Environnement, changements climatiques et télécommunications d'urgence– Un appui est actuellement fourni à Bahreïn en vue de l'élaboration d'une politique nationale de gestion des DEEE.– L'outil de suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques dans la région des États arabes, qui permettra de recueillir des statistiques sur ce type de déchets dans la région et de les perfectionner, est en cours d'élaboration. Cet outil de suivi permettra d'améliorer la disponibilité et la qualité des données et l'élaboration de politiques et de réglementations et d'accroître la sensibilisation dans le cadre d'ateliers sur le renforcement des capacités. En outre, les données sur les DEEE seront communiquées aux décideurs, aux médias et aux autres parties prenantes concernées.– [L'UIT, l'UNU et le PNUE ont organisé conjointement une manifestation régionale](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2020/WEEE/WEEE.aspx) en décembre 2020. L'atelier était axé sur les DEEE et la transition vers une harmonisation régionale des politiques, des réglementations et des normes nationales en matière de DEEE dans la région des États arabes.Région Asie-Pacifique: Contribuer à la mise en place d'un environnement fiable et solide– [L'atelier de sensibilisation à la politique relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2019/Workshop-on-E-waste-India.aspx), qui s'est tenu en 2019 à Hyderabad (Inde), a été organisé conjointement par les principaux organismes du Gouvernement indien ainsi que l'UNU, l'OIT, l'OMS et le PNUE. Lors de cet atelier, des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités ont été menées, et des recommandations ont été formulées concernant les travaux futurs qui seront effectués en Inde sur le thème des DEEE, y compris l'élaboration d'un outil de suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques dans l'ensemble du pays.– Dans le cadre du suivi, l'UIT a organisé une session d'information sur les DEEE aux côtés du PNUE et de l'UNU en janvier 2021.Région Afrique: Mise en place d'économies numériques et promotion de l'innovation– La Namibie et le Malawi bénéficient actuellement d'un appui sur le plan des politiques générales pour l'élaboration de politiques nationales de gestion des DEEE, tandis qu'une assistance ciblée au niveau national est fournie à la Namibie, au Malawi et au Botswana pour la collecte et l'amélioration des données et des statistiques sur les DEEE. L'EACO élabore actuellement un nouveau projet, conjointement avec l'UIT, sur les données et les statistiques relatives aux DEEE.Région de la CEI– L'UIT appuie le projet en cours sur le suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle régionale ainsi qu'en Géorgie, au Turkménistan et en Ukraine, qui est mis en œuvre par le Programme sur les cycles durables (SCYCLE) conjointement avec l'Université des Nations Unies (UNU) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Une réunion régionale a été organisée en Russie en janvier 2020, de même qu'un webinaire en ligne sur la législation, la gestion et les statistiques relatives aux DEEE en novembre 2020 afin de suivre les progrès accomplis dans le cadre des activités au titre des projets.– En 2020, l'UIT et le Kirghizistan ont achevé la mise au point d'un système d'infrastructure de données spatiales pour l'analyse et la surveillance des conditions écologiques en Asie centrale. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESTrois manifestations ont été organisées au titre de la Question 6/2 (*Les TIC et l'environnement*) confiée à la Commission d'études 2 de l'UIT-D. Une séance sur les [politiques, les stratégies et les cadres relatifs aux déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2018/session-Q6-2-oct18.aspx) a été organisée en octobre 2018. Un atelier sur les TIC d'avant-garde au service de la [lutte](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q6-2-oct19.aspx) contre les changements climatiques, qui a rassemblé des acteurs issus de secteurs participant à la mise au point de TIC d'avant-garde, telles que les mégadonnées et les techniques d'observation de la Terre dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques, s'est tenu en octobre 2019. Un [webinaire sur les TIC au service de la lutte contre les changements climatiques et de la reconstruction d'économies plus soucieuses d'écologie après le COVID-19,](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q6-2-july15.aspx) au cours duquel les participants ont examiné les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 et la façon dont les TIC contribuent à la reconstruction des économies d'une manière écologiquement responsable au lendemain du COVID-19, a été organisé en juillet 2020. Les contenus échangés ainsi que les enseignements tirés durant l'atelier serviront de contribution pour le rapport final sur la Question 6/2. |

# 8 Réseaux et infrastructure numériques: Faire en sorte que tout un chacun dispose d'une connectivité fiable

Cartographies du large bande de l'UIT

Identifier l'infrastructure TIC et les lacunes pour connecter les populations: La recherche et la validation de données pour les [cartes du large bande](https://itu.int/map-public) de l'UIT ont été améliorées pour donner une image plus claire de l'infrastructure de réseau et des possibilités d'investissement, afin de faire le point sur la situation en matière de connectivité dans le monde. Les données de l'UIT gérées sur les réseaux de transmission mondiaux fournissent des informations précieuses émanant de plus de 540 opérateurs et de 16 millions de kilomètres d'autoroutes de l'information à haut débit (réseaux dorsaux). En superposant les données relatives aux infrastructures TIC et les données propres aux secteurs (par exemple écoles, technologies financières, centres de santé, etc.), la cartographie des infrastructures des TIC large bande appuie en permanence les activités et les projets essentiels de l'UIT visant à fournir une connectivité fiable pour tous les chemins d'impact du BDT. On peut citer à titre d'exemple la cartographie de l'initiative mondiale [Giga](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Initiatives/GIGA/Pages/default.aspx), qui a pour objectif de connecter toutes les écoles à l'Internet, et de [l'Initiative en faveur de l'inclusion financière](https://www.itu.int/en/myitu/News/2020/10/06/07/37/Mapping-financial-inclusion-Mexico-FIGI) (FIGI).

Kit pratique sur la planification des activités pour le déploiement de l'infrastructure

Afin de parvenir à l'accès universel, une fois que les infrastructures et les lacunes sont identifiées, les décideurs doivent planifier la viabilité financière des nouveaux réseaux déployés. Dans ce contexte, le [Kit pratique de l'UIT pour la planification des activités dans le domaine des infrastructures TIC](https://news.itu.int/itu-publishes-new-ict-infrastructure-business-planning-toolkit/) vise à mettre à la disposition des régulateurs et des décideurs une méthode claire et d'utilité pratique pour réaliser une évaluation économique précise des plans proposés pour la mise en place et le déploiement d'une infrastructure large bande. Ce kit pratique constitue un manuel concret à l'usage des régulateurs et des décideurs qui œuvrent à renforcer le déploiement du réseau large bande et l'accès à ce réseau. Il porte sur les principales caractéristiques d'une bonne planification économique pour le développement de l'infrastructure TIC, donne des explications sur les bonnes pratiques relatives aux plans d'installation et de déploiement de l'infrastructure et à l'évaluation de leur faisabilité sur le plan économique en vue d'appuyer la prise de décisions. Il fournit des exemples quantitatifs des projets les plus populaires, comme les projets de construction de réseaux dorsaux à fibres optiques, de réseaux hertziens large bande (y compris de réseaux 4G) ou de réseaux d'accès FTTH (fibre jusqu'au domicile).

La première "Formation de l'UIT sur la planification des activités pour le déploiement de l'infrastructure TIC" a été organisée de manière virtuelle en novembre 2020, via le portail de l'Académie de l'UIT. Les plans concrets pour les activités sont élaborés par les participants. En 2021, deux formations à l'intention de l'Afrique et de l'Europe ont été organisées. De plus amples informations sont disponibles [ici](https://itu.int/go/maps).

Projet pour la connectivité sur le dernier kilomètre

Le [projet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2019/Workshop%20Kyiv/Aminata%20Garba%203%20Last%20Mile%20Connectivity%20Kiev.pdf) pour la connectivité sur le dernier kilomètre a été lancé en vue de susciter l'élaboration de nouvelles stratégies collaboratives propres à permettre à tout un chacun de bénéficier d'une connectivité universelle efficace. Il comprend des lignes directrices et des ressources additionnelles destinées à aider les États Membres à surmonter les problèmes liés à la connectivité sur le dernier kilomètre, notamment une base de données d'études de cas relatives à la connectivité sur le dernier kilomètre et des outils interactifs de diagnostic et décisionnels concernant la connectivité sur le dernier kilomètre. Il offrira également des services de renforcement des capacités et une assistance pour la mise en œuvre, en aidant les États Membres à planifier, concevoir et mettre en œuvre des solutions concernant la connectivité sur le dernier kilomètre, et notamment à recenser les zones non connectées et à fournir des avis spécialisés sur le choix de solutions durables du point de vue technique, financier et réglementaire. Ce projet devrait permettre aux partenaires d'échanger des ressources et d'adopter une approche plus globale, selon laquelle le large bande est considéré comme une infrastructure de base d'utilité publique et un instrument de développement socio-économique.

En 2020, le Guide des solutions pour la connectivité sur le dernier kilomètre a été publié. Il est disponible [ici](https://www.itu.int/en/publications/ITU-D/Pages/publications.aspx?parent=D-TND-01-2020&media=paper).

Nouvelles tendances technologiques

Les travaux du BDT sur les nouvelles tendances technologiques comprennent une publication thématique annuelle sur les technologies qui se font jour, un forum sur les nouvelles technologies et un défi en matière d'innovation dans le domaine des technologies émergentes et du renforcement des capacités. Il s'agit d'une manifestation annuelle dont le thème change chaque année et qui porte sur certaines technologies émergentes en particulier et sur plusieurs ODD.

L'objectif de cette initiative est de promouvoir le déploiement à grande échelle des technologies émergentes, notamment l'intelligence artificielle, l'IoT, les mégadonnées, les satellites en orbite basse et la 5G pour contribuer à la réalisation des ODD. En outre, grâce à l'échange de données d'expérience et de solution et à la mobilisation d'un large éventail de parties prenantes aux niveaux international, régional et national, cette initiative vise à promouvoir des partenariats, à améliorer la participation des parties prenantes et à améliorer la portée des initiatives régionales existantes qui mettent en avant les nouvelles technologies au service du développement.

En 2020, la première édition de cette initiative a été créée. Elle portait sur l'intelligence artificielle et les mégadonnées au service du développement.

Projet de création d'un centre d'expertise sur le protocole IPv6 et l'Internet des objets UIT/MUST

Le projet mis en œuvre par l'UIT et l'Université des sciences et technologies de la Malaisie (MUST) vise essentiellement à fournir un appui aux États Membres en ce qui concerne le passage progressif du protocole IPv4 (Protocole Internet version 4) au protocole IPv6 (Protocole Internet version 6) pour l'infrastructure de l'Internet des objets (IoT), l'IPv6 sur les réseaux 5G, l'IPv6 pour l'industrie 4.0, le déploiement de services et d'applications et la sensibilisation par le biais d'une assistance technique, de formations ou d'ateliers. Plusieurs formations et ateliers ont été organisés à cet effet en 2019 et ont été dispensés en ligne en 2020, en anglais et en arabe. Plus de 150 jeunes professionnels ont acquis une certification dans les domaines informatiques considérés.

Le large bande au service de la connectivité rurale

Afin de faire face aux problèmes d'alimentation électrique pour les communications rurales, l'UIT élabore un guide sur les solutions énergétiques durables et innovantes pour la connectivité large bande, qui sera également utilisé dans le cadre du projet Giga visant à connecter les écoles. En outre, ce guide sera utilisé pour les communautés écologiques intelligentes dans le cadre des solutions essentielles destinées à connecter les zones rurales aux réseaux large bande.

Le projet mis en œuvre par l'UIT et la Fondation McCaw pour les pays de la région Afrique a été exécuté et est sur le point d'être achevé. Les principaux résultats sont les suivants:

– Au Burundi, 437 institutions ont été connectées à l'Internet à large bande, dont des universités, des écoles, des hôpitaux, des organismes publics et des coopératives.

– Au Burkina Faso, les écoles et les services d'administration publique de dix villes ont été raccordés à un réseau large bande. Quatorze écoles ont bénéficié d'un accès à des réseaux informatiques et ont été dotées d'équipements et d'une connexion Internet, afin de permettre la mise en place du cyberenseignement dans le système éducatif.

– À Djibouti, 116 institutions ont été connectées à l'Internet à large bande grâce à une infrastructure de réseau large bande 4G, dont 48 écoles, 45 hôpitaux/dispensaires et 23 organismes publics/ministères.

– Au Rwanda, plus de 50 écoles publiques et 40 établissements de santé ont été connectés à l'Internet à large bande.

– À Eswatini, le projet est au stade final de sa mise en œuvre, qui consiste à installer un réseau hertzien large bande 4G LTE afin de desservir 20 zones rurales.

Initiative de politique et de régulation pour le numérique en Afrique (PRIDA)

L'initiative de politique et de régulation pour l'Afrique a été lancée afin de promouvoir un accès hertzien large bande qui soit accessible et abordable pour tous dans l'ensemble de l'Afrique, afin de tirer parti des avantages futurs des services Internet. Cette initiative ambitieuse, qui sera menée à bien sur une durée de trois ans et demi, s'inscrit dans un [projet multi-parties prenantes](https://www.youtube.com/watch?v=6NYLHZqeEvo) de l'Union européenne, de l'Union africaine et de l'UIT. À ce jour, les principaux résultats sont les suivants:

– Organisation de huit ateliers de renforcement des capacités, durant lesquels 573 ingénieurs de 48 Autorités de régulation ont suivi une formation.

– Publication du rapport technique: "Analyse du cadre législatif et réglementaire actuel et de l'utilisation du spectre, à l'heure actuelle et dans un avenir proche".

– Publication des rapports techniques "Lignes directrices sur la réglementation de l'utilisation des fréquences radioélectriques sur la base du Règlement des radiocommunications de l'UIT, des Recommandations, Rapports et Manuels de l'UIT-R, de cadres d'harmonisation régionale, d' études de cas, de l'expérience acquise par les pays et de consultations régionales" et "Lignes directrices relatives à la gestion du spectre pour la mise en œuvre des IMT en Afrique", "Rapport sur l'évaluation des accords de coordination transfrontières actuels en Afrique", "Rapport sur la version actuelle de la méthode de calcul harmonisée pour l'Afrique (HCMA)" et "Examen de la sensibilisation aux questions d'égalité entre femmes et hommes dans le cadre du projet PRIDA".

Conformité et interopérabilité des produits et réseaux TIC

Les produits TIC sont les indicateurs de l'économie numérique. Dans le cadre du programme de conformité et d'interopérabilité (C&I), le BDT dirige la mise en œuvre du pilier 3 (renforcement des capacités) et 4 (assistance aux membres) et fournit une assistance en ce qui concerne les cadres pour l'entrée sur le marché des dispositifs TIC.

Des formations sur la conformité et à l'interopérabilité ont été dispensées à des pays anglophones et francophones de la région Afrique, afin de renforcer les capacités en ce qui concerne le taux d'absorption spécifique, les fréquences radioélectriques, les champs électromagnétiques et la télévision numérique de Terre.

Un programme mondial de formation dans le domaine de la conformité et de l'interopérabilité (CITP) est en cours d'élaboration. Le CITP, qui servira de référence pour le transfert de connaissances sur la conformité et l'interopérabilité, repose sur la mise en œuvre réussie du Programme de formation sur la gestion du spectre (SMTP).

Les modules du CITP sont notamment les suivants: cadre de conformité et d'interopérabilité; création d'accords de reconnaissance mutuelle pour l'entrée sur le marché; et orientations à l'intention des jeunes développeurs dans le domaine de l'IoT qui souhaitent pénétrer les marchés nationaux et mondiaux en proposant leurs produits.

Un livre blanc sur les activités menées récemment par l'UIT en matière de conformité et d'interopérabilité et sur l'environnement futur de la conformité et de l'interopérabilité a commencé à être élaboré en 2020, en coordination avec les Commissions d'études concernées de l'UIT-R, de l'UIT-T et de l'UIT-D, et devrait être établi sous sa forme définitive en 2021.

Résolution 9 (Rév.Buenos Aires, 2017) de la CMDT

On trouvera dans le tableau ci-dessous un résumé des activités menées par l'UIT en vue de mettre en œuvre la Résolution 9 relative à la gestion du spectre. Le [Document INF/3](https://www.itu.int/md/D18-TDAG28-INF-0003/en) contient de plus amples informations à cet égard. Ce tableau donne un aperçu par thème de l'assistance fournie et du nombre d'activités menées à bien. Le [Document INF/3](https://www.itu.int/md/D18-TDAG28-INF-0003/en) contient un résumé de l'assistance fournie aux États Membres sur des questions de gestion du spectre, par région.

| Thème | Nombre d'activités |
| --- | --- |
| 1 Aide à la sensibilisation des décideurs nationaux à l'importance d'une bonne gestion du spectre pour le développement économique et social du pays | 26 |
| 2 Formation et diffusion de la documentation disponible à l'UIT | 19 |
| 3 Aide à la mise au point de méthodes d'élaboration des tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences et de redéploiement du spectre | 13 |
| 4 Aide à la mise en place de systèmes automatisés de gestion et de contrôle des fréquences | 7 |
| 5 Aspects économiques et financiers de la gestion du spectre | 10 |
| 6 Aide à la préparation des conférences mondiales des radiocommunications (CMR) et au suivi ainsi qu'à la mise en œuvre de leurs décisions | 16 |
| 7 Aide à la participation aux travaux des commissions d'études compétentes de l'UIT-R et de leurs groupes de travail | 8 |
| 8 Passage à la radiodiffusion télévisuelle numérique de Terre | 1 |
| 9 Assistance pour déterminer les moyens les plus efficaces d'utiliser le dividende numérique | 9 |
| 10 Nouvelles technologies et approches en matière d'utilisation du spectre | 22 |
| 11 Méthodes novatrices en matière d'octroi de licences pour l'utilisation du spectre | 12 |
| 12 Fourniture d'une assistance en cas de brouillages causés par des dispositifs qui ne sont pas exploités conformément aux attributions de fréquences nationales | 5 |
| 13 Fourniture d'une assistance en vue de trouver des solutions aux problèmes des brouillages saisonniers causés par la propagation anormale des ondes radioélectriques | 1 |
| 14 Amélioration et formation relatives au SMS4DC (système de gestion du spectre pour les pays en développement) | 11 |
|  Total | 160 |

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESRégion Afrique: Mise en place d'économies numériques et promotion de l'innovation en Afrique– Le tout premier [Forum mondial pour les réfugiés](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/News.aspx?ItemID=205) a eu lieu en décembre 2019 à Genève. L'UIT, le HCR et la GSMA ont parrainé une session visant à examiner les enjeux que suppose la fourniture d'une connectivité pour les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés qui les accueillent. Cette manifestation a marqué le point culminant d'une collaboration étroite au service des futurs programmes et projets nationaux visant à offrir une connectivité efficace aux réfugiés et aux communautés qui les accueillent en Afrique.Région Asie-Pacifique: Promouvoir le développement des infrastructures pour améliorer la connectivité numérique– L'UIT continue d'actualiser [**sa cartographie interactive en ligne des réseaux de transmission de Terre**](https://www.itu.int/itu-d/tnd-map-public/fr/) pour la région Asie-Pacifique, contenant les données relatives à plus d'un million de kilomètres de réseau. L'étude intitulée "[Optimiser la disponibilité de la connectivité internationale dans le Pacifique"](https://www.itu.int/pub/D-PREF-BB.GDI_AP-2018) (2018), élaborée en partenariat avec l'Association des télécommunications des îles du Pacifique (PITA) et avec l'appui du Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des communications de l'Australie (DITRDC), ainsi que l'évaluation et la cartographie de la connectivité des réseaux TIC (au Pakistan et en Afghanistan) ont permis de fournir des données de qualité aux fins de l'actualisation des cartes.– À mesure que les réseaux IMT-2020 (5G) sont déployés en Asie-Pacifique, le renforcement des capacités est un domaine d'activité essentiel du Bureau régional pour l'Asie-Pacifique. Plus de 530 participants ont bénéficié d'une formation dans le domaine de la 5G dans le cadre des Centres d'excellence de l'UIT en Asie-Pacifique.– La gestion du spectre demeure l'un des domaines dans lesquels l'UIT reçoit le plus de demandes de la part des Membres. Le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique poursuit ses efforts visant à répondre aux demandes des Membres dans ce domaine important, notamment au moyen d'activités spécifiques relatives au système de gestion du spectre pour les pays en développement (SMS4DC) (Lao (R.d.p.), Afghanistan, Mongolie, Samoa et tous les membres du Pacifique) afin d'automatiser la gestion du spectre dans les pays.– Compte tenu des problèmes de taille auxquels sont confrontés les administrations et les régulateurs en ce qui concerne les questions qui se font jour dans le domaine des TIC, le Bureau régional de l'UIT pour l'Asie-Pacifique a mené à bien des études sur les assignations de fréquence aux bandes de fréquence identifiées pour les IMT en Asie‑Pacifique, le codéploiement de l'infrastructure TIC et de l'infrastructure de l'énergie, et l'évaluation des incidences du projet de connectivité par satellite dans le Pacifique, et a conclu un partenariat avec ADB sur la connectivité numérique et les constellations satellitaires LEO – perspectives pour l'Asie-Pacifique.Région Amériques: gestion du spectre et passage à la radiodiffusion numérique– Un séminaire régional de formation à la gestion du spectre pour les Caraïbes a été organisé, afin d'améliorer le niveau et la vitesse de la connectivité des TIC dans les pays de la région.– En 2019, une assistance technique spécialisée a été fournie au Ministère des sciences, de l'énergie et des technologies et à l'Autorité de gestion du spectre de la Jamaïque, en vue de concevoir un cadre national relatif à l'octroi de licences pour l'utilisation du spectre dans le pays, afin d'améliorer la connectivité des TIC. – En 2020, l'UIT a commencé à mettre en œuvre un projet visant à déterminer la valeur économique des bandes de fréquences des 700 MHz et des 2,5 GHz en Équateur.– Le Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie (IPEC), organisé chaque année de 2018 à 2020, s'est tenu en ligne en 2020. Il a essentiellement porté sur l'assistance à fournir aux pays en ce qui concerne les questions réglementaires et financières.– Une assistance dans le domaine de la gestion du spectre a été fournie au Guyana, par l'intermédiaire de l'Unité nationale de gestion des fréquences (NFMU).– Un séminaire sur la gestion du spectre pour les îles des Caraïbes a eu lieu en décembre 2019.– L'UIT a mis en œuvre un projet en collaboration avec le Ministère des technologies de l'information et de la communication (MinTIC) de la Colombie afin d'élaborer plusieurs études, analyses et propositions concernant: i) le diagnostic et l'actualisation des Plans techniques nationaux pour la radiodiffusion sonore (PTNRS); ii) la définition d'une stratégie technologique pour la radiodiffusion en MA et MF; iii) les nouvelles technologies de radiodiffusion; iv) le projet de manuel de bonnes pratiques pour l'assemblage des stations radioélectriques; v) les spécifications techniques pour un outil de gestion et de commande des plans PTNRS fondé sur le web et les concessionnaires de radiodiffusion; et vi) les résultats des activités de formation et d'échange dans le secteur.– L'UIT a mis en œuvre un projet aux côtés du Ministère des TIC de la Colombie en vue d'élaborer un diagnostic et un examen concernant l'assignation du spectre au moyen d'un processus de sélection objectif.– L'UIT a mis en œuvre un projet aux côtés du Ministère des TIC de la Colombie afin de définir, sur le plan stratégique, la mise en œuvre des bonnes pratiques internationales relatives à l'attribution du spectre aux services de télécommunications mobiles internationales (IMT).– L'UIT a mis en œuvre un projet visant à fournir des conseils et un appui au Ministère de TIC pour l'élaboration d'activités à caractère général favorisant une meilleure utilisation des TIC en vue de la transformation numérique.– Un projet est en cours afin de fournir une assistance technique pour valider, planifier et mettre en œuvre l'octroi de permis pour l'utilisation du spectre pour les IMT et appliquer des bonnes pratiques en vue d'améliorer le taux de pénétration de l'Internet en Colombie.– La cinquième "Conférence annuelle sur la gestion du spectre en Amérique latine" et un "Atelier sur le spectre et les réseaux communautaires" ont été organisés dans le cadre du Forum mondial, du 5 au 7 septembre 2018. Cette manifestation a réuni 167 participants inscrits, issus de 16 pays (dont 12 pays d'Amérique latine).– Du 10 au 14 septembre 2018, une formation de l'UIT et de l'ITSO sur les communications par satellite a été organisée à Quito (Équateur). Quarante‑quatre délégués du Brésil, de l'Équateur et du Paraguay ont participé à cette manifestation. Les 44 participants ont reçu le certificat correspondant après avoir réussi l'examen.– Du 22 au 26 avril 2019, une deuxième version de la formation UIT/ITSO sur les communications par satellite a été fournie à Asuncion (Paraguay). Quarante‑huit délégués de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay ont participé à cette manifestation. Les 48 participants ont reçu le certificat correspondant après avoir réussi l'examen.– Du 2 au 29 novembre 2020, une troisième version de la formation UIT/ITSO sur les communications par satellite a été fournie en ligne (en raison des restrictions concernant les voyages liées à la pandémie mondiale). La manifestation a réuni 48 délégués de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, des États-Unis, de l'Uruguay et du Venezuela. Quarante-deux des 48 participants ont reçu le certificat correspondant après avoir réussi l'examen.– L'UIT dispense une formation gratuite en espagnol sur les modules de base du Programme de formation sur la gestion du spectre. En 2019 et 2020, plus de 300 professionnels de la région, principalement issus des pouvoirs publics, ont obtenu une certification. Les demandes concernant ce programme en langue espagnole demeurent nombreuses, et l'UIT continuera de proposer un plus grand nombre de modules de base en 2021.– Du 22 au 26 avril 2019, l'UIT a organisé une formation régionale sur les communications par satellite à Asuncion (Paraguay). Quarante-neuf personnes ont suivi la formation, et quarante-huit d'entre elles ont effectué et réussi l'examen.Région de la CEI: Promouvoir des solutions novatrices et des partenariats dans le domaine de la mise en œuvre des technologies de l'Internet des objets et de leur interaction dans les réseaux de télécommunication, y compris les réseaux 4G, les réseaux IMT-2020 et les réseaux de prochaine génération, en faveur du développement durable– L'UIT a mis sur pied à Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie) un Centre international de recherche, de développement et de test des nouveaux équipements et services et des nouvelles technologies (phase 1 du projet mis en œuvre conjointement avec Rostelecom) et s'emploie à connecter d'autres pays de la région et à créer un laboratoire virtuel distribué de tests de conformité et d'interopérabilité (phase 2 du projet).– Une série de cours de formation et de manifestations spécifiques ont été organisés au niveau régional, afin de répondre à la forte demande exprimée par les membres (concernant la gestion du spectre, la technologie VoLTE, la 5G, les réseaux futurs). Toutes ces manifestations ont été organisées en coopération avec l'UIT-T et l'UIT-R. – En 2019, la troisième conférence annuelle sur la gestion du spectre dans la région de la CEI et les pays d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'un atelier de l'UIT sur la manière d'assurer des communications exemptes de brouillages compte tenu de l'état actuel de la technologie, ont été organisés à Minsk (Bélarus). En décembre 2020, la conférence sur la gestion du spectre a été organisée de façon virtuelle.Région de l'Europe: Infrastructure large bande, radiodiffusion et gestion du spectre– Une série d'ateliers et de séminaires ont été organisés, afin d'examiner des questions telles que l'avenir de la télévision, la cartographie de l'infrastructure et des services large bande de Terre, l'économie numérique et les radiocommunications. Les Forums régionaux sur la réglementation, organisés chaque année, et les tables rondes régionales des régulateurs dans le cadre du GSR ont offert d'autres tribunes permettant aux régulateurs européens d'examiner les tendances qui se font jour.– Une série de documents d'information et d'études ont été élaborés en ce qui concerne la 5G, la connectivité, les champs électromagnétiques, la cartographie de l'infrastructure large bande et l'investissement.– Des évaluations régionales sur la mise en œuvre de la 5G dans les pays non-membres de l'Union européenne et sur les champs électromagnétiques ont été réalisées.– La conférence sur le Techritoire de la 5G pour les États baltes s'est tenue à Riga (Lettonie) avec l'appui de l'UIT, et continue de servir de plate-forme de coopération sous-régionale.– Une assistance technique a été fournie à l'Albanie et au Moldova dans le domaine du spectre radioélectrique. En outre, une politique relative au large bande a été élaborée au profit de l'Albanie. Le Monténégro bénéficie d'une assistance en ce qui concerne le protocole IPv6, l'objectif étant d'examiner l'état de préparation en vue du passage au protocole IPv6 et d'œuvrer en faveur de la création d'un laboratoire IPv6.– Une initiative spéciale pour la mobilisation régionale a été lancée, afin d'améliorer l'ensemble de données utilisées dans les cartes interactives des réseaux de transmission de l'UIT.– Un projet régional sur l'appui aux systèmes de cartographie des possibilités d'investissement dans l'infrastructure large bande en Europe du Sud-Est a été mis au point. Une série de réunions ont été organisées afin de tirer parti des capacités des pays. Des documents d'information sur les systèmes de cartographie ont été élaborés. Ils prendront la forme de lignes directrices. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESTrois produits annuels (documents) des commissions d'études de l'UIT-D ont été élaborés et publiés, à savoir:[**Tendances observées dans le domaine de la radiodiffusion: nouvelles technologies, nouveaux services et nouvelles applications**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/OngoingWork.aspx) (Question 2/1, document publié en juillet 2019): Ce document donne des informations sur les dernières tendances dans le domaine de la radiodiffusion, notamment les scénarios concernant les nouveaux services fondés sur les technologies les plus récentes. Il met en évidence les travaux menés à bien au sein de l'UIT-T et présente les incidences économiques et réglementaires pour les utilisateurs finals, les parties prenantes et les organismes de régulation.[Réflexions sur la structure des coûts du passage au numérique, y compris en ce qui concerne de nouveaux services et de nouvelles applications](https://www.itu.int/oth/D0723000001/en) (Question 2/1, document publié en mai 2020): Ce document donne un aperçu de l'évolution des services de radiodiffusion et des incidences financières importantes du passage au numérique. Il fournit des précisions sur les éléments de coût à prendre en compte lors de la planification et de la mise en œuvre des mesures à prendre pour que le passage à la radiodiffusion numérique et l'arrêt de l'analogique soient un succès.[**Solutions en matière de développement du large bande et de connectivité au large bande pour les zones rurales et isolées**](https://www.itu.int/oth/D0723000002/en) (Question 5/1, document publié en mai 2020): Ce document aborde les principaux problèmes que pose la connectivité dans les zones rurales isolées, à savoir une infrastructure d'appui insuffisante, un relief accidenté, l'illettrisme, le coût élevé de l'installation d'infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC) et les problèmes de politique générale. Il recommande aux régulateurs, aux décideurs et aux opérateurs des solutions permettant de remédier à ces problèmes. Deux ateliers ont été organisés à l'occasion des réunions du Groupe du Rapporteur de la Commission d'études 1 de l'UIT-D tenues en septembre 2019. [L'atelier sur la connectivité rurale](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q5-1-sept19.aspx) a mis en avant les principaux problèmes, par exemple sur le plan des coûts, qui se posent pour ce qui est de connecter les populations des zones rurales. Il a été noté que ce ne sont ni le spectre, ni la couverture qui font obstacle aux efforts visant à connecter ceux qui ne le sont pas encore. [L'atelier sur la mise en œuvre de projets en matière de large bande](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q1-1-sept19.aspx) a permis de présenter des exemples de réussite et de signaler les difficultés rencontrées dans le cadre de projets de ce type dans toutes les régions géographiques. Un atelier sur le thème "Conformité et interopérabilité des TIC: défis pour les pays en développement" a été organisé à l'occasion de la réunion sur la Question 4/2 (Assistance aux pays en développement concernant la mise en œuvre des programmes de conformité et d'interopérabilité et lutte contre la contrefaçon d'équipements TIC et le vol de dispositifs mobiles) confiée à la Commission d'études 2 de l'UIT-D. Cette manifestation a permis d'examiner et de proposer des solutions concernant les produits TIC en tant que catalyseurs des ODD, les moyens de collaboration innovants et les nouvelles technologies (en particulier l'IoT). Les informations échangées lors de l'atelier ainsi que les enseignements tirés alimenteront le Rapport final sur la Question 4/2. Le programme et les exposés de l'atelier sont disponibles à cette adresse.Dans le cadre de la Question 4/2, quatre illustrations sur la conformité et l'interopérabilité dans l'environnement des TIC ont été élaborées: 1) Pourquoi la conformité et l'interopérabilité?; 2) Cadres de C&I; 3) Des sociétés ultra-connectées grâce aux dispositifs TIC; 4) Lutter contre la contrefaçon de dispositifs TIC. Ils sont téléchargeables [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Technology/Pages/ConformanceandInteroperability.aspx).Un [tutoriel sur l'intelligence artificielle et les technologies émergentes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/tutorial_AI_oct19.aspx) organisé à l'UIT parallèlement aux réunions des Groupes du Rapporteur des Commissions d'études de l'UIT-D en 2019, a permis aux États Membres, aux Membres de Secteur et au personnel de l'UIT d'en savoir plus sur l'intelligence artificielle et les possibilités et les défis dans ce domaine. Des formateurs et des intervenants issus d'établissements universitaires, du secteur privé et d'organismes publics ont fait connaître leurs vues, et les discussions ont mis en évidence certaines questions en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, l'éthique et la responsabilisation. **Un webinaire a été organisé en juillet 2020 sur le** [**thème des services de radiodiffusion pour lutter contre le COVID-19**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q2-1-july03.aspx). Il portait essentiellement sur la manière dont les radiodiffuseurs contribuent à la lutte contre la crise sanitaire mondiale liée au COVID-19, en favorisant une prise de conscience de la société et en fournissant des informations ainsi qu'en répondant aux nouveaux besoins de communication. Les intervenants ont présenté des études de cas sur le rôle des radiodiffuseurs dans l'atténuation de la crise, ainsi que sur les nouveaux services et les nouvelles applications qui peuvent être mis à profit pour aider les populations, notamment l'apprentissage en ligne et les interventions en cas d'urgence.Le Guide des solutions pour la connectivité sur le dernier kilomètre a été présenté à la quatrième réunion plénière de la Commission d'études 1 de l'UIT-D organisée le 26 mars 2021. le Corapporteur pour la Question 1/1 était l'une des personnes ayant contribué à son élaboration.Le 23 avril 2021, un atelier de l'UIT sur l'avenir de la télévision dans la région Asie-Pacifique a permis de diffuser les conclusions issues des rapports finals des Commissions d'études de l'UIT‑D, notamment en ce qui concerne la Question 2/1. |

# 9 Politique et réglementation: Appuyer les cadres politiques et réglementaires collaboratifs au service du développement du marché numérique

Colloque mondial des régulateurs

La 19ème édition du [Colloque mondial des régulateurs (GSR-19),](http://www.itu.int/gsr19) qui s'est tenue à Port-Vila (Vanuatu) du 9 au 12 juillet 2019, a réuni plus de 325 participants, notamment des ministres, des directeurs d'Autorités de régulation et des dirigeants d'entreprises de 64 pays. Le thème du GSR-19 était "*Connectivité inclusive – L'avenir de la régulation*". Le GSR-19 a adopté des lignes directrices relatives aux bonnes pratiques sur le thème "Accélérer la mise en place de la connectivité numérique pour tous". Ces lignes directrices préconisent l'élargissement des réseaux sur le dernier kilomètre, pour permettre à tout un chacun de participer à l'économie numérique et de tirer parti de la transformation numérique.

[La 20ème édition du GSR](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2020/Pages/default.aspx) a eu lieu de façon entièrement virtuelle en septembre 2020. Lors de cette 20ème édition, des régulateurs des TIC du monde entier ont célébré 20 années d'évolution des cadres réglementaires. À l'occasion du 20ème anniversaire du GSR, les participants ont essentiellement fourni des orientations pratiques sur les mesures qui peuvent être prises pour parvenir à une connectivité efficace au service de la transformation numérique. Le GSR-20 a adopté un ensemble de lignes directrices relatives aux bonnes pratiques ayant pour thème "[Le modèle de référence en matière de réglementation du numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2020/Documents/GSR-20_Best-Practice-Guidelines_Final_E.pdf)". GSR-20 a attiré plus de 2 448 participants, et la page web de la manifestation a été consultée plus de 90 695 fois.

En outre, des discussions sous forme de tables rondes des régulateurs régionaux, des manifestations parallèles et une formation ont été organisées en ligne durant l'été 2020, dans le cadre de la série de manifestations associées au GSR, en collaboration avec des membres, des experts, des associations régionales de régulateurs et d'autres partenaires, notamment:

– Le [Programme GSR-21](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/GSR/2021/Pages/default.aspx) (GSR+) est une série de manifestations régionales et virtuelles interconnectées organisées dans toutes les régions entre avril et juin afin d'examiner les perspectives, les difficultés et les solutions innovantes dans le domaine de la réglementation au niveau régional en vue des sessions mondiales en elles-mêmes, qui se tiendront du 21 au 25 juin 2021 et seront placées sur le thème: "*La réglementation au service de la transformation numérique: promouvoir une connectivité, un accès et une utilisation ouverts à tous*". La première manifestation de cette série était la Table ronde régionale des régulateurs pour l'Europe et l'Afrique, organisée le 14 avril, qui a permis non seulement d'examiner les problèmes d'ordre réglementaire rencontrés aux niveaux régional et mondial, mais aussi de trouver des difficultés et des solutions communes. Dans ce contexte, l'objectif était de créer un pont numérique entre l'Europe et l'Afrique, conformément aux priorités de l'Union européenne et de l'Union africaine. L'édition de cette année du GSR sera intégrée aux autres travaux en vue de la CMDT-21, avec lesquels une harmonisation sera recherchée, et le traditionnel Débat des hautes personnalités sera une étape dans le cadre de la manifestation En route pour Addis. Les lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR-21 s'inspireront de la sagesse collective acquise lors des éditions de ces vingt dernières années afin de dégager les modèles permettant un renforcement de la réglementation, de manière à déployer une infrastructure numérique ouverte, résiliente et universelle pour faire face aux bouleversements sociaux et économiques qui se produisent dans le monde entier.

Les incidences positives du large bande et de la réglementation des TIC

Une série de rapports ont permis de quantifier les incidences économiques positives du large bande, de la transformation numérique et de l'interaction de la réglementation des TIC aux [niveaux régional et mondial](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDR-2018). Les principaux résultats de la modélisation économétrique par région indiquent qu'une augmentation de 10% du taux de pénétration du large bande mobile entraînerait une augmentation de 2,46% du PIB par habitant dans la [région Afrique](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AFR-2019), contre 1,73% dans la [région Amériques](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AM), 1,82% dans la [région des États arabes](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_ARS-2019), 0,51% dans la [région Asie-Pacifique](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AP-2019), 1,25% dans la [région de la CEI](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_CIS-2020) et 2,1% dans la région Europe. [*L'édition de 2020 du rapport intitulé "Incidences du large bande, de la généralisation du numérique et de la réglementation des TIC sur l'économie mondiale"*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/Economic-Contribution.aspx) expose six mesures concrètes ambitieuses qui optimiseront les incidences sur le plan économique des décisions stratégiques en matière d'investissement dans les TIC, et contient des recommandations concrètes visant à renforcer les répercussions sur l'économie.

L'édition de 2021 du rapport "[Incidences des politiques, de la réglementation et des institutions sur l'efficacité dans le secteur des TIC](http://handle.itu.int/11.1002/pub/817bc896-en)" s'appuie sur une modélisation économétrique pour déterminer avec précision les incidences des cadres réglementaire et institutionnel sur le fonctionnement du secteur des TIC et sa contribution aux économies nationales. La modélisation a permis de recueillir des informations nouvelles appuyées par des données faisant autorité sur l'évolution de la régulation des TIC depuis 2007, l'Outil de suivi réglementaire des TIC et un ensemble mondial de données économiques sur les marchés des TIC.

L'UIT a largement contribué à l'élaboration du rapport du Groupe de travail de la Commission "Le large bande au service du développement durable" sur le projet "Moonshot" d'infrastructure numérique pour l'Afrique, intitulé "[Connecting Africa Through Broadband A strategy for doubling connectivity by 2021 and reaching universal access by 2030](https://broadbandcommission.org/Documents/working-groups/DigitalMoonshotforAfrica_Report.pdf)" (*Connecter l'Afrique grâce au large bande: Une stratégie pour doubler le taux de connectivité d'ici à 2021 et parvenir à un accès universel à l'horizon 2030*). Ce rapport vise à quantifier le coût de la réduction de l'écart dans le domaine du large bande en Afrique et fournit une feuille de route et un plan d'action en vue de parvenir à une connectivité large bande universelle dans la région d'ici à 2030.

Le rapport de l'UIT "[Connecting Humanity – Assessing investment needs of connecting humanity to the Internet by 2030"](https://www.itu.int/en/publications/ITU-D/pages/publications.aspx?lang=en&media=electronic&parent=D-GEN-INVEST.CON-2020) (*Connecter l'humanité – Évaluer les investissements nécessaires pour connecter toutes les personnes à l'Internet d'ici à 2030*) permet d'estimer les investissements nécessaires pour garantir une connectivité large bande universelle et abordable pour l'humanité tout entière avant la fin de la décennie. Cette étude a été menée avec le concours de l'Arabie saoudite, dans le cadre du rôle que joue l'UIT en tant que partenaire pour le partage des connaissances du Groupe spécial sur l'économie numérique de la présidence du G20.

#REG4COVID – Plate-forme mondiale pour la résilience des réseaux

Face à la crise mondiale liée au Covid-19, l'UIT a créé la plate-forme mondiale pour la résilience des réseaux [(#REG4COVID](https://reg4covid.itu.int/)), afin de donner des informations sur les initiatives que les régulateurs et les opérateurs du monde entier ont prises pour faire en sorte que les communautés restent connectées, dans des domaines aussi essentiels que la disponibilité et l'accessibilité, y compris financière, du large bande, la protection des consommateurs, la gestion du trafic et les télécommunications d'urgence. L'UIT a d'abord examiné les mesures d'intervention immédiates et se penche désormais sur la phase de rétablissement afin de répondre aux questions suivantes: Quelle est la prochaine étape? Les mesures sont-elles durables? Comment les cadres réglementaires ont-ils évolué? Quelles sont les tendances politiques et réglementaires à long terme qui ont été mises en place par les différents groupes de parties prenantes et au profit de ces groupes? Quelles sont les solutions qui fonctionnent? Lesquelles ne fonctionnent pas?

Une série de manifestations virtuelles de haut niveau sur la coopération numérique ont été organisées au titre de l'initiative #REG4COVID, parmi lesquelles le [webinaire #1: Connectivité – Évaluation de la situation](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/Speeches.aspx?ItemID=253) et le [webinaire #2: Connectivité: Bonnes pratiques: ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/Speeches.aspx?ItemID=255). Tout en axant les efforts sur les besoins immédiats durant la crise liée au COVID-19, le [Plan d'action conjoint pour le développement numérique de l'UIT, de la GSMA, de la Banque mondiale et du Forum économique mondial](https://www.itu.int/fr/Pages/covid-19.aspx) ainsi que les manifestations connexes de haut niveau se sont concentrés sur les mesures immédiates permettent de favoriser la résilience des réseaux et de garantir l'accès aux services numériques et leur accessibilité financière.

La plate-forme #REG4COVID présente également des travaux de recherche et des analyses sur des questions d'actualité, par exemple [l'analyse REG4COVID](https://sway.office.com/4AcrlY9R4BMemONI), la publication "First overview of key initiatives in response to COVID-19" (*Premier aperçu des principales initiatives prises pour faire face au COVID-19*); [l'édition de 2020 du rapport "Pandemic in the Internet Age: communications industry responses](https://reg4covid.itu.int/wp-content/uploads/2020/06/ITU_COVID-19_and_Telecom-ICT.pdf)" (*Pandémie à l'ère de l'Internet: les réponses du secteur des communications*) ainsi que les documents de travail sur [la connectivité sur le dernier kilomètre dans le contexte du COVID-19 et les conséquences économiques du COVID-19 sur l'infrastructure numérique – Rapport d'une table ronde d'économistes](https://reg4covid.wpengine.com/wp-content/uploads/2020/11/FINAL_Last-Mile-Connectivity_Covid.pdf). Dans le cadre de l'initiative REG4COVID, une déclaration conjointe intitulée "[Renforcer la connectivité numérique dans le contexte du COVID-19" a été adoptée par les participants au Forum mondial sur la gouvernance dans le cadre du Dialogue sur les partenariats en matière de connectivité, à l'occasion du 75ème anniversaire de l'ONU](https://reg4covid.itu.int/wp-content/uploads/2020/09/UN75_Partnership_Statement_PD_final.pdf).

Outil d'évaluation de la réglementation des TIC de l'UIT

L'out[il de suivi réglementaire des TIC](https://www.itu.int/net4/itu-d/irt/#/tracker-by-country/regulatory-tracker/2019) de l'UIT a été publié afin d'appuyer les décisions stratégiques essentielles. Il comprend 50 indicateurs qui s'articulent autour de quatre axes: organisme de réglementation, mandat réglementaire, régime réglementaire et cadres de la concurrence; les données sont disponibles pour la période comprise entre 2007 et 2019.

L'édition de 2020 du Rapport "[Perspectives d'évolution de la réglementation des TIC dans le monde](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/giro20.aspx)" contient des recherches ciblées uniques en leur genre, des données factuelles ainsi que des conseils pratiques visant à aider les régulateurs à instaurer une réglementation collaborative de cinquième génération.

Les [critères de référence pour la réglementation de cinquième génération](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2019/Documents/G5Benchmark_one-pager.pdf) ont été lancés lors du GSR-19, en tant que nouvel outil visant à modéliser le paysage et les outils réglementaires et à proposer des solutions collaboratives intersectorielles pour mettre en place une réglementation efficace aux fins de la transformation numérique. Sur la base d'une méthodologie solide et de données robustes, ces critères mettent en évidence les lacunes dans les cadres politiques existants en matière de transformation numérique et fournissent une feuille de route pour les réformes réglementaires futures. L'[analyse initiale fondée sur les critères de référence pour la réglementation de cinquième génération](https://itu.foleon.com/itu/global-ict-regulatory-outlook-2020/home/) (UIT, 2020) a permis à l'UIT de tester les concepts qui sous-tendent le nouveau paramètre composite et d'évaluer sa robustesse et la pertinence du choix des indicateurs. Fait important, en 2020, l'analyse a porté sur les règles d'or à respecter pour édifier des marchés numériques inclusifs, sur la base de nombreuses données de l'UIT réunies pendant plus de dix ans au sujet de 193 pays.

En 2020 et 2021, une large consultation auprès des États Membres de l'UIT, des spécialistes de la réglementation et d'autres parties prenantes a permis à l'UIT de recueillir des idées et de les intégrer dans un processus de réflexion conceptuelle visant à améliorer le cadre initial en le complétant par les principaux éléments d'un modèle réglementaire de nouvelle génération, et de réaliser une série d'études de cas de pays sur les cadres réglementaires et institutionnels et la gouvernance collaborative dans divers pays issus de différentes régions. Les études de cas seront également axées sur la promotion d'une meilleure compréhension du rôle et de l'impact de la collaboration et de la gouvernance collaborative, ainsi que sur l'utilisation de nouveaux outils pour réglementer les marchés des TIC.

Formation sur la réglementation

Plusieurs sessions de formation ont été organisées à l'intention des régulateurs au sujet des politiques, de la réglementation et de l'évolution du marché dans le domaine du numérique, et des approches réglementaires collaboratives au service de la transformation numérique.

Dans le cadre de l'Académie de l'UIT, la GSMA a organisé à l'occasion du GSR-19 une session de formation à l'intention des décideurs et des régulateurs, pour leur donner un avant-goût des politiques relatives à la concurrence dans le secteur des TIC et de la téléphonie mobile. La session a consisté en une introduction d'une demi-journée sur le sujet, fondée sur le contenu d'un cours de formation de deux jours donnant lieu à une accréditation de l'UKTA (United Kingdom Telecoms Academy), concernant les politiques relatives à la concurrence à l'ère du numérique, cours qui a été proposé en ligne aux décideurs et aux régulateurs dans le cadre de l'Académie de l'UIT en 2019.

L'UIT, l'USTTI et le Groupe de la Banque mondiale (WBG) ont œuvré en collaboration pour organiser une formation aux bonnes pratiques réglementaires à Nairobi (Kenya), à l'intention de responsables d'Eswatini, d'Éthiopie, du Kenya, de la Somalie, du Soudan du Sud et de la Sierra Leone. Ce programme d'une durée de trois jours, organisé avec l'appui important fourni par l'Autorité des communications du Kenya et l'Union africaine des télécommunications (UAT), portait sur le rôle de régulateur indépendant des communications, les cadres pour l'octroi de licences et les bonnes pratiques réglementaires propres à stimuler l'investissement.

En prévision de la célébration de la 20ème édition du GSR, l'USTTI (United States Telecommunications Training Institute) et l'UIT ont collaboré afin de donner un aperçu "en coulisses" des travaux effectués dans la perspective du déploiement et de l'utilisation des

technologies émergentes. Des experts ont fourni aux régulateurs des informations sur les fondements technologiques des technologies émergentes et sur la planification du spectre qui est actuellement effectuée pour rendre possibles ces nouveaux services.

L'UIT met au point des supports de formation à l'intention des régulateurs, aux côtés de la Banque mondiale dans le cadre du Manuel et de la [plate-forme](https://digitalregulation.org/) sur la réglementation du numérique. Ces supports de formation comportent une série de modules de cyberappentissage adaptés au rythme de chacun sur la gouvernance en matière de réglementation, la gestion du spectre, l'accès ouvert à tous, la concurrence et l'économie, ainsi que les questions liées aux consommateurs. Ils seront mis à disposition au troisième ou quatrième trimestre. Le CITC (Arabie saoudite) met actuellement au point un programme de formation en ligne sur la réglementation du numérique qui sera mis en œuvre en deux étapes. La première étape, portant sur la gouvernance en matière de réglementation et la réglementation collaborative, a eu lieu les 29 et 30 mars 2021. La deuxième sera mise en œuvre au quatrième trimestre de 2021.

Protection des consommateurs

L'édition de 2019 du Forum sur les consommateurs et le numérique pour l'Afrique, qui portait sur la protection des données, le respect de la vie privée des consommateurs, la confiance et la sécurité, a eu lieu en Eswatini et a donné lieu à l'adoption d'une série de recommandations et de lignes directrices relatives aux bonnes pratiques à l'intention des décideurs et des régulateurs de la région Afrique. Le Forum a été précédé d'un atelier sur les approches collaboratives de la protection des consommateurs aux fins de l'inclusion financière numérique, avec la participation de divers acteurs représentant notamment les secteurs de la finance et des assurances, des autorités locales et des établissements universitaires.

Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière(FIGI)

Une assistance a été fournie à la Chine, à l'Égypte et au Mexique sur les moyens à mettre en œuvre pour tirer parti des TIC au service de l'inclusion financière numérique, dans le cadre de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière. Ce programme triennal est placé sous la direction de l'UIT, du Groupe de la Banque mondiale et du Comité sur les paiements et les infrastructures de marché (CPMI), avec l'appui de la Fondation Bill & Melinda Gates. Les activités ont essentiellement consisté à analyser les lacunes en Égypte au regard de la nécessité de promouvoir une infrastructure TIC sécurisée et résiliente, à cartographier l'infrastructure au Mexique, à définir des projets pilotes visant à tirer parti des TIC afin de promouvoir les services financiers numériques pour mettre fin à la pauvreté en Chine, et à définir et mettre en place des mécanismes de réglementation collaborative, afin de poser les bases d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques au Mexique.

La coopération intersectorielle a été renforcée dans le cadre des services publics numériques, de l'agriculture numérique (voir l'initiative ASP RI 2) et des initiatives financières numériques. L'UIT met actuellement en œuvre un projet de services financiers numériques ([FIGI](https://www.itu.int/en/ITU-T/extcoop/figisymposium/Pages/default.aspx)) en Chine, qui est financé par la Fondation Bill & Melinda Gates en coopération avec l'Académie chinoise des technologies de l'information et de la communication (CAICT) et en coordination avec la Banque mondiale.

Recommandations du Groupe de travail Union européenne/Union africaine sur l'économie numérique

En sa qualité de membre actif du [Groupe de travail Union européenne/Union africaine sur l'économie numérique (DETF UE-UA)](https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/new-africa-europe-digital-economy-partnership-report-eu-au-digital-economy-task-force), l'UIT a contribué à l'élaboration d'une vision commune, d'un ensemble de principes arrêtés d'un commun accord et d'une liste de recommandations et de mesures stratégiques dans un rapport visant à éliminer les principaux obstacles auxquels est confrontée l'Afrique dans ses efforts visant à développer l'économie et la société numériques. Les principaux domaines consistent notamment: à accélérer la réalisation de l'accès universel au large bande dans des conditions abordables; à garantir des compétences essentielles pour tous, afin de permettre aux citoyens de s'épanouir à l'ère du numérique; à améliorer le climat des affaires et à faciliter l'accès au financement et aux services de soutien aux entreprises pour stimuler l'esprit d'entreprise à l'ère du numérique; et à accélérer l'adoption des services électroniques et le développement de l'économie numérique pour attendre les Objectifs de développement durable. Ces recommandations et conclusions ont également été transmises à la Commission de l'Union africaine pour l'élaboration de la Stratégie de l'Union africaine en matière de transformation numérique.

Réglementation économique et détermination des coûts

Dans le cadre de la Question 4/1 confiée à la Commission d'études 2 de l'UIT-D, une nouvelle série de [Lignes directrices sur la modélisation des coûts](https://www.itu.int/md/D18-SG01.RGQ-C-0324/) à l'intention des associations nationales de régulateurs a été approuvée, afin de fournir des précisions qui seront utiles pour la mise en œuvre de la réglementation des coûts et des prix. Les [Dialogues économiques régionaux (RED](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/Events.aspx)) de l'UIT ont été organisés dans les régions Europe, Amériques, Afrique et de la CEI. Ils avaient pour thème les conséquences économiques et les stratégies de reprise pour reconstruire un monde meilleur et assurer la connectivité et la continuité des activités pendant et après la crise liée au COVID-19, les accords d'interconnexion et les arrangements entre entités homologues de prochaine génération sur le marché du numérique, ainsi que les modèles économiques et les stratégies de tarification pour les nouveaux services (OTT, IoT et données). Les recommandations et les résultats ont été communiqués aux Commissions d'études de l'UIT.

En ce qui concerne le renforcement des capacités, une formation à l'intention de multiples parties prenantes sur les progrès accomplis dans les domaines des stratégies réglementaires en matière de détermination des coûts et de tarification des services numériques pour les États arabes et les pays des Caraïbes, ainsi que sur l'analyse de la concurrence dans le contexte des applications numériques pour la région Asie-Pacifique, a été organisée pendant la période 2019-2020. Une assistance directe sur l'analyse du marché, les politiques tarifaires et la modélisation des coûts a été fournie à Sao Tomé-et-Principe, à la Palestine et aux Comores. Des formations spéciales ont été dispensées dans chaque pays, afin de veiller à ce que le personnel des autorités nationales de régulation possède les compétences essentielles requises.

Manuel et plate-forme sur la réglementation du numérique

La Banque mondiale et l'Union internationale des télécommunications ont élaboré conjointement le [Manuel sur la réglementation du numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/DigiReg20.aspx) et créé une nouvelle [plate-forme en ligne sur la réglementation du numérique](https://digitalregulation.org/), afin de mettre à jour et de réviser le Manuel et le kit pratique sur la réglementation des TIC. Ce Manuel donne une vue d'ensemble de la situation actuelle en 2020, tandis que la plate-forme est dynamique et sera mise à jour en permanence au cours des prochaines années, pour tenir compte de l'évolution rapide de l'univers du numérique, en fournissant des orientations plus détaillées et en présentant des études de cas sur les bonnes pratiques en matière de réglementation de l'économie numérique. Au nombre des domaines thématiques figurent la gouvernance et l'indépendance sur le plan de la réglementation, la concurrence et l'économie, l'accès pour tous, la protection des consommateurs, la protection des données et la confiance, la gestion du spectre, les technologies émergentes, la réglementation technique et les communications d'urgence.

Assistance directe

Une assistance ciblée à l'intention des pays lusophones a été fournie à Sao Tomé-et-Principe dans le domaine de la qualité de service des réseaux et le numérotage. La République démocratique du Congo a bénéficié d'une assistance directe concernant l'obligation de service universel au niveau national, et un atelier sur le numérotage a été organisé à Kinshasa. Une assistance directe pour la transition vers la télévision numérique de Terre a également été accordée à la République centrafricaine, à la Guinée équatoriale et à Sao Tomé-et-Principe, et leurs feuilles de route ont été mises à jour. Une assistance directe a également été fournie au Libéria et à la Gambie en 2019, grâce à l'organisation de deux ateliers sur l'évaluation de l'état de préparation à la cybersécurité et la gestion du spectre dans ces deux pays. Un appui a été apporté à Antigua-et-Barbuda aux fins de l'examen du projet de loi nationale sur les télécommunications et pour identifier les règlements prioritaires correspondants conformes à la loi. Des recommandations concernant le régime réglementaire et des règlements venant compléter le projet de loi ont été présentés pour examen. Une assistance a été fournie à Trinité-et-Tobago pour la poursuite de l'élaboration d'un plan national sur les TIC (Fast Forward II) dans le cadre d'un atelier. Cette assistance a pris la forme de conseils techniques à l'intention du gouvernement, afin de veiller à la mise en place de structures organisationnelles, fonctionnelles et de gouvernance conformes aux orientations nationales et aux objectifs définis pour le secteur des TIC. En novembre 2019, des exposés ont été présentés dans le cadre de l'examen et de la réforme de la loi sur la protection des données et les transactions électroniques de Trinité-et-Tobago. Ces exposés portaient principalement sur les bonnes pratiques internationales et la feuille de route relative à la protection des données et aux transactions électroniques, l'accent étant mis sur les problèmes et les possibilités associés à la mise à jour et à l'amélioration des législations locales adoptées en 2011.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESRégion Amériques: Renforcement de l'accès large bande à des services et applications– L'UIT a aidé Antigua-et-Barbuda à élaborer le projet de loi nationale sur les télécommunications en 2018. Des recommandations concernant le régime réglementaire et des règlements venant compléter le projet de loi ont aussi été présentés pour examen.– En collaboration avec l'organe réglementaire du Brésil, l'UIT a mis au point un projet de grande envergure bénéficiant d'un budget de 7 millions de dollars des États-Unis afin de contribuer à l'examen du cadre réglementaire applicable aux télécommunications. Ce projet comporte plusieurs recommandations, à savoir: i) moderniser et actualiser la Loi générale sur les télécommunications du Brésil; ii) modifier la portée des contrats de concession avec les fournisseurs de services de télécommunication afin d'accroître les investissements en faveur de l'infrastructure et d'étendre les réseaux d'accès large bande; iii) mettre au point un Plan stratégique pour la transformation numérique; iv) instaurer la confiance et améliorer la relation entre le régulateur et les consommateurs des services de télécommunication; v) faire du régulateur national une référence pour l'utilisation de données et d'analyses aux fins de la prise de décisions; et vi) fournir des cours de formation afin d'améliorer les résultats et la gestion des effectifs nécessaires pour donner effet aux responsabilités et au mandat du régulateur.– Une étude de cas sur l'évolution des TIC du point de vue économique et compte tenu de l'environnement politique et réglementaire a été élaborée à l'intention de l'Équateur.– Le Dialogue économique régional de l'UIT sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes a été organisé par le Bureau régional de l'UIT pour les Amériques et la Division de l'environnement réglementaire et commercial du BDT, en étroite collaboration avec l'Institut fédéral des télécommunications (IFT) du Mexique. Au total, 176 délégués de 14 pays ont participé au Dialogue, qui a eu lieu du 4 au 6 septembre 2018. Le Dialogue économique régional a réuni des représentants d'associations de régulateurs, d'associations régionales de consommateurs et d'associations du secteur privé, telles que l'Agence des télécommunications des Caraïbes orientales (ECTEL), la Commission technique régionale des télécommunications pour l'Amérique centrale (COMTELCA), le Bureau du procureur fédéral pour les consommateurs au Mexique (PROFECO), la GSMA et l'Association interaméricaine des entreprises de télécommunication (ASIET).– Un échange de connaissances spécialisées entre experts sur les politiques économiques et les méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC (Question 4/1 confiée à la Commission d'études 1 de l'UIT-D) a eu lieu le 6 septembre 2018 à Mexico, dans la foulée du Dialogue économique régional sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes.– L'édition de 2020 du Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie de 2020 a été organisée en ligne, du 5 au 7 octobre 2020. Cette manifestation a été organisée par le BDT en étroite collaboration avec l'organisme superviseur de l'investissement privé dans les télécommunications (OSIPTEL) du Pérou. Dans ce contexte, un webinaire sur le COVID-19 concernant les difficultés et les perspectives dans le domaine des télécommunications/TIC dans la région Amériques, un dialogue économique régional et une réunion sur la Question 4/1 de l'UIT-D ont été organisés. Au total, 240 participants de 39 pays, dont 24 pays issus de la région Amériques, étaient inscrits à la manifestation.– Le Forum sur la conformité et l'interopérabilité dans le domaine de l'innovation au profit des jeunes et un atelier sur la création d'accords de reconnaissance mutuelle à l'intention des pays des Caraïbes ont été organisés à Port d'Espagne (Trinité-et-Tobago), en juin 2018.– La région Amériques s'est engagée à concevoir et à mettre au point un Programme de formation en matière de conformité et d'interopérabilité, en étroite coordination avec la Division du développement des capacités et des compétences numériques et la Division de la gestion du spectre et des réseaux de télécommunication. Ce programme sera dispensé en ligne dans le cadre de l'Académie de l'UIT, en étroite coordination avec la Division du développement des capacités et des compétences numériques, en tirant parti des enseignements tirés du Programme de formation à la gestion du spectre. En décembre 2020, ce programme comprenait 10 modules. Sur ces 10 modules, 5 ont été mis au point, 3 ont fait l'objet d'un examen par les pairs et 2 sont en cours.– De mai à novembre 2018, l'UIT, en coordination avec l'ASETA et les pays bénéficiaires (pays andins: Colombie, Équateur, Pérou et Bolivie) a mené à bien une étude intitulée "Interconnexion et réduction des prix des services de télécommunication et du coût de l'accès à l'Internet".– D'avril à août 2018, l'UIT a fourni un appui au Suriname pour définir un modèle de point d'échange Internet (IXP) national.– En collaboration avec la FAO et la CTU, l'UIT a organisé un Atelier régional sur l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture pour les Caraïbes du 13 au 17 juillet 2018 à Georgetown (Guyana). À l'issue de ce Forum, l'UIT, la FAO et Compete Caribbean sont convenus de collaborer dans le cadre d'un projet visant à élaborer une stratégie régionale en matière de cyberagriculture pour les Caraïbes et des stratégies nationales en matière de cyberagriculture pour quatre (4) pays.– Dans le cadre de l'initiative liée à la santé sur mobile et à la cybersanté au sein de la région Amériques, l'UIT et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) sont convenues d'appliquer le Guide pratique sur les stratégies nationales en matière de cybersanté[[1]](#footnote-1) au Guyana. Le projet complet de stratégie a été finalisé et transmis en tant que contribution de l'UIT, l'OPS et le Guyana poursuivant cette initiative.– Le BDT a mené des activités de renforcement des capacités et des compétences en Bolivie et au Paraguay, deux pays en développement sans littoral, en diffusant des lignes directrices et des bonnes pratiques en matière de connectivité au moyen de deux études de cas menées à bien en 2018, l'une effectuée en Bolivie et l'autre au Paraguay: "Pays en développement sans littoral de la région Amériques: Difficultés et perspectives en matière de connectivité".– La manifestation annuelle sur les politiques générales et l'économie dans les Amériques, à savoir le Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie, a eu lieu à Saint‑Domingue (République dominicaine), du 26 au 30 août 2019. Cette manifestation était organisée en deux parties: un atelier sur la 5G et les nouvelles technologies d'une durée de deux jours, suivi d'un Dialogue économique régional de l'UIT sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes.– Un échange de connaissances spécialisées entre experts sur les politiques économiques et les méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC (Question 4/1 confiée à la Commission d'études 1 de l'UIT-D) a eu lieu le 31 août 2019 en République dominicaine, dans la foulée du Dialogue économique régional sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes.– L'UIT-D met en œuvre un projet d'une durée de 3 ans visant à tirer parti des capacités offertes par les TIC pour renforcer les services financiers numériques et l'inclusion financière numérique en Chine, en Égypte et au Mexique. Dans ce contexte, l'UIT-D a mené une campagne de sensibilisation sur l'environnement propice à l'inclusion financière au Mexique, dans le cadre de l'élaboration d'un projet d'évaluation de pays sur l'inclusion financière numérique.– L'UIT a mis en œuvre deux projets financés par des fonds d'affectation spéciale: une Réforme de la loi générale sur les télécommunications de la République dominicaine et un Appui institutionnel fourni à l'Institut dominicain des télécommunications (INDOTEL). Dans le cadre de ces projets, une assistance technique a été fournie à l'Institut dominicain des télécommunications en vue de l'élaboration de politiques et de normes visant à relever les défis liés aux nouvelles technologies et aux changements qui s'opèrent dans le secteur des TIC.– Aux côtés de la FAO, l'UIT a organisé la manifestation sur la "semaine de l'innovation dans le domaine des TIC" à Montevideo (Uruguay) du 5 au 9 août 2019, à l'aimable invitation d'Antel. Cent-trente-six personnes ont participé à cette manifestation. Les participants étaient originaires d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, du Costa Rica, d'El Salvador, de France, du Guyana, du Honduras, d'Italie, du Japon, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Pérou et d'Uruguay.– L'UIT a continué d'actualiser les cartes interactives des réseaux de transmission, en particulier celles du Guatemala, du Honduras et du Suriname.Région Asie-Pacifique: Créer un environnement politique et réglementaire favorable à l'innovation– L'UIT a fourni une assistance à l'Anase dans le cadre de deux projets sur i) l'obligation de service universel de prochaine génération (USO 2.0) et ii) la protection en ligne des enfants, lesquels ont été approuvés par les hauts responsables et les ministres des télécommunications de l'ANASE.– L'UIT et la NBTC (Thaïlande) ont coopéré en vue de renforcer les compétences de 50 chercheurs en Thaïlande dans le domaine de la chaîne de blocs. L'UIT a également mis en place une collaboration entre l'Université des Nations Unies et l'Académie de l'UIT.– L'UIT fournit une assistance technique dans deux domaines: les feuilles de route relatives aux spectres et les nouveaux cadres pour l'octroi de licence dans les pays. L'UIT prévoit également d'organiser un atelier sur la protection des consommateurs, en accordant une attention particulière à la protection des données dans les pays du Pacifique.– L'UIT a mené à bien plusieurs études sur les politiques relatives au codéploiement des câbles à fibres optiques et de l'infrastructure énergétique, mais aussi sur les modèles économiques innovants dans le secteur des télécommunications. Ces études seront présentées à la manifestation GSR+ pour l'Asie-Pacifique, qui se déroulera les 8 et 9 juin 2021 en prévision du Colloque mondial des régulateurs.Région de la CEI: Développement et la réglementation de l'infrastructure de l'infocommunication pour rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs et résilients– À la suite d'une demande des membres, l'UIT a publié une étude relative à la réglementation du large bande dans les pays de la CEI et les pays voisins.– Le degré d'utilisation de différents outils et plates-formes et le niveau de la demande dans les pays de la CEI font actuellement l'objet d'une évaluation de base.Région de l'Europe: Infrastructure large bande, radiodiffusion et gestion du spectre– Deux pays ont bénéficié d'une assistance technique: un plan national relatif au développement du large bande pour la période 2020-2025 a été établi à l'intention de l'Albanie et un document d'orientation spécial sur le développement de l'infrastructure des TIC et les investissements d'infrastructure a été élaboré à l'intention de la Macédoine du Nord.– Les Forums régionaux sur la réglementation, organisés chaque année, le dialogue économique régional et les tables rondes régionales des régulateurs dans le cadre du GSR ont offert d'autres tribunes permettant aux régulateurs européens d'examiner les tendances qui se font jour.– L'analyse économétrique pour l'Europe sur les incidences économiques du large bande, de la généralisation du numérique et de la réglementation des TIC a été mise au point et menée à bien. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESDes États Membres, des Membres de Secteur et des experts de l'UIT ont procédé à des échanges de vues sur la *réglementation et les* *incidences économiques des OTT* lors des réunions des Groupes du Rapporteur de la Commission d'études 1 de l'UIT-D. Des discussions ont été menées dans le cadre de la [Question 3/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ03.1&stg=1) (*Technologies émergentes, y compris l'informatique en nuage, les services sur mobile et les OTT: enjeux et perspectives, incidences sur le plan de l'économie et des politiques générales pour les pays en développement*) et de la [Question 4/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ04.1&stg=1) (*Politiques économiques et méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC*). Les exposés et documents de travail sont disponibles sur le [site web](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/joint-session-Q3-1-Q4-1_oct19.aspx) de l'atelier. En conséquence, un rapport annuel conjoint intitulé "[Incidences économiques des OTT pour les marchés nationaux des télécommunications/TIC](https://www.itu.int/oth/D0723000003/en)" (publié en juin 2020) a été élaboré. Ce document traduit l'importance croissante des applications over-the-top (OTT), ainsi que leur présence et leur influence toujours plus grandes à l'ère du numérique. Il a pour ambition d'aider les parties prenantes du secteur des TIC à résoudre des questions complexes, par exemple l'incidence des OTT sur la demande, les recettes et les coûts des opérateurs de réseaux mobiles, la manière dont les parties prenantes du secteur des TIC peuvent nouer des partenariats entre les opérateurs MNO et les prestataires OTT, afin d'exploiter au maximum leur potentiel, et la façon de moderniser la réglementation des TIC, afin qu'elle soit en phase avec le marché en constante évolution des OTT.Un [dialogue web sur l'informatique en nuage pour lutter contre le COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/webinar-Q3-1-may20.aspx) a été organisé en 2020 dans le cadre des travaux sur la Question 3/1. Il était axé sur les moyens de tirer parti de l'informatique en nuage dans le contexte actuel de la crise liée au COVID-19 pour assurer la continuité des activités, contribuer à la réalisation des buts sociaux et ouvrir des perspectives d'innovation équitables. Les intervenants ont mis en avant des cas d'utilisation de l'informatique en nuage conçus par des organismes publics et des acteurs du secteur privé pour faire face aux problèmes de connectivité et aux différents besoins en la matière qui sont apparus pendant la crise. Dans le cadre d'une discussion ouverte, tous les participants ont examiné les défis, les possibilités et les enseignements tirés.Deux webinaires ont été organisés au titre de la Question 4/1. L'un avait pour thème [les conséquences économiques du COVID-19 sur les infrastructures nationales de télécommunication/TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/webinar-Q4-1-june29.aspx) (juin 2020) et l'autre portait sur les [répercussions de l'inégalité d'accès aux infrastructures TIC sur la diffusion géographique du COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q4-1-july29.aspx) (juillet 2020). Les participants ont discuté de [la manière dont une politique des TIC plus inclusive et les infrastructures pourraient permettre d'endiguer l'épidémie de COVID-19](https://www.itu.int/en/myitu/News/2020/10/05/11/54/How-more-inclusive-ICT-policy-and-infrastructure-influence-could-stem-the-spread-of-COVID-19).Un webinaire sur le thème [Communications commerciales non sollicitées/appels malveillants: les consommateurs sont-ils plus vulnérables dans le contexte du COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q6-1-july02.aspx)? a été organisé en juillet 2020 dans le cadre de la [Question 6/1 (](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ06.1&stg=1)*Information, protection et droits du consommateur: lois, réglementation, fondements économiques, réseaux de consommateurs*). Les résultats de ce webinaire ont été intégrés dans le rapport annuel intitulé "Communications commerciales non sollicitées – aperçu des enjeux et des stratégies", publié le 3 février 2021. Ce rapport donne un aperçu des enjeux liés aux appels et aux messages malveillants et frauduleux ainsi que des stratégies adoptées par différents pays pour résoudre ce problème.Les travaux de la Commission d'études 1 de l'UIT-D ([Question 1/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ01.1&stg=1), Question 3/1, Question 4/1) ont été utilisés pour continuer de contribuer à d'autres activités liées à l'UIT, notamment les Dialogues économiques régionaux, les manifestations GSR+ et le Manuel et la plate-forme sur la réglementation du numérique. |

# 10 Statistiques: aider les pays à adopter des politiques relatives aux TIC fondées sur des données factuelles pour édifier des sociétés numériques inclusives

Série de publications "Mesurer le développement du numérique"

[L'édition de 2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/misr2018.aspx) du rapport "Mesurer la société de l'information" (MISR) fait le point sur l'état de développement du numérique et présente des analyses approfondies sur les compétences en matière de TIC, les recettes et les investissements dans le secteur des télécommunications et l'accessibilité des TIC. Il s'agissait de la 10ème et dernière édition de cette série de publications. En 2019, la série a été remplacée par la publication "Mesurer le développement du numérique" (MDD), une série de publications statistiques et analytiques. La première publication de la série MDD a été "[Faits et chiffres 2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/facts/default.aspx)". Ce travail de recherche fournit une évaluation en temps opportun de l'état de développement du numérique dans le monde et dans toutes les régions, grâce à un ensemble d'indicateurs fondamentaux des TIC assortis d'estimations pour l'année en cours. [L'édition de 2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/facts/default.aspx) a été publiée le 30 novembre 2020. La publication intitulée "[Tendances concernant les prix des TIC en 2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/ICTprices/default.aspx)", deuxième publication de la série, donne un aperçu unique sur l'accessibilité financière des TIC, l'un des principaux catalyseurs de la connectivité numérique. Le rapport suit l'évolution de l'accessibilité des services TIC, en analysant et comparant les données sur les prix des services vocaux par téléphonie mobile, des données mobiles et du large bande fixe pour 196 pays. Un [document d'information](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/prices2020/ITU_A4AI_Price_Briefing_2020.pdf) et une [application](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/ICTprices/ICTPricesVisualization.aspx) visant à présenter les prix pour 2020 ont été lancés en mars 2021. D'autres analyses seront présentées dans le rapport sur les Tendances concernant les prix des TIC en 2020, qui sera publié en mai 2021.

Depuis 2018, le Secrétariat a fait plusieurs tentatives pour reprendre la publication d'un indice mesurant le niveau de développement des TIC, l'Indice de développement des TIC (IDI) ayant cessé d'être publié en 2017. Récemment, en mars 2020, le Secrétariat a proposé d'élaborer un

[nouvel indice](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/TDAG/Documents/2020%20TDAG/TDAG-20%20Web%20Dialogue%20Index%20Framework.pdf) qui établirait un lien entre le développement numérique et les ODD. En septembre 2020, le Secrétariat a soumis une [autre proposition](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/events/egti2020/IDI2020_BackgroundDocument_F.pdf) d'indice fondée sur l'indice IDI initial. Dans les deux cas, les États Membres ne sont pas parvenus à un consensus.

Renforcement des capacités en matière de statistiques

Un atelier sur les statistiques relatives aux TIC a été organisé à Tachkent (Ouzbékistan) à l'intention de responsables de bureaux nationaux de la statistique et de coordonnateurs chargés des statistiques relatives aux TIC au sein des ministères des communications et des régulateurs dans des pays de la région des États arabes et de la CEI. Un atelier analogue a été organisé pour la région Afrique. Cet atelier avait pour objet de renforcer la capacité des pays de ces régions à produire des statistiques et des indicateurs nationaux sur les télécommunications et les TIC, conformément aux normes internationales, l'accent étant mis sur les principales statistiques figurant dans la base de données sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTI) de l'UIT.

Un atelier sous-régional sur les indicateurs de TIC, consacré à la collecte de données et de statistiques sur les TIC et à l'amélioration de la disponibilité, de la qualité et de la communication des données, s'est tenu à Trinité-et-Tobago en avril 2019. Cet atelier de deux jours, qui comportait 12 sessions, a permis de donner une vue d'ensemble des travaux sur la mesure des TIC menés à l'échelle mondiale par la Division des données et statistiques sur les TIC, y compris le Manuel et le Guide de l'UIT, l'Indice de développement des TIC (IDI) et le Panier des prix des TIC (IPB).

Depuis 2018, les capacités des administrations en matière de collecte de données, d'élaboration et d'analyse d'indicateurs sur les TIC comparables sur le plan international ont été améliorées grâce à certain nombre d'activités, parmi lesquelles figuraient un atelier régional sur les statistiques relatives aux TIC pour la région de la CEI à Almaty (Kazakhstan), pour la région Asie-Pacifique à Manille (Philippines), pour la région Afrique à Lilongwe (Malawi) et pour la région des États arabes à Manama (Bahreïn). Des ateliers sous-régionaux sur les statistiques relatives aux TIC pour les pays de la région Asie-Pacifique ont eu lieu à Nadi (Fidji) et un atelier régional sur les statistiques relatives aux TIC pour la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a eu lieu au Botswana.

L'édition de 2020 du [Guide de l'UIT pour la collecte des données administratives sur les télécommunications/TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/handbook.aspx) a été publiée en juin 2020. Ce Guide contient plus de 90 indicateurs reconnus internationalement qui permettent de suivre l'évolution des TIC dans le monde, l'accent étant mis sur les indicateurs du secteur des services de télécommunication, qui sont recueillis principalement par les régulateurs nationaux. Publiée en même temps, l'édition de 2020 du [Manuel de l'UIT sur la mesure de l'accès des ménages et des particuliers aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'utilisation de ces technologies](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/manual.aspx) traite essentiellement des indicateurs concernant la demande, qui sont recueillis principalement par les bureaux nationaux de la statistique. Ce Manuel constitue un outil pratique destiné à guider les pays dans leur production de données sur les TIC et sert d'ouvrage de référence pour l'élaboration, la conception et la réalisation d'enquêtes sur les TIC auprès des ménages.

La pandémie mondiale a accentué la nécessité de réduire la dépendance par rapport aux ateliers en présentiel dans le cadre du renforcement des capacités. L'UIT a lancé sa première formation en ligne sur les statistiques relatives aux TIC dans le cadre de l'Académie de l'UIT. La formation Measuring digital development: Telecommunication/ICT indicators (Mesurer le développement numérique: Indicateurs des télécommunications/TIC) est la première d'une série de trois cours en lignes qui seront dispensés en 2021.

Groupes d'experts

Le Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI), créé en mai 2009, a pour mandat de réviser la liste des indicateurs de l'UIT concernant l'offre (c'est-à-dire les données recueillies auprès de opérateurs), ainsi que de débattre des questions de méthode en suspens et de nouveaux indicateurs. Le Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH), créé en mai 2012, est chargé d'examiner les indicateurs statistiques permettant de mesurer l'accès aux TIC et leur utilisation par les ménages et les particuliers. La participation aux travaux de ces deux groupes d'experts est ouverte à tous les membres de l'UIT, ainsi qu'aux experts du secteur des TIC et aux statisticiens ayant une bonne pratique de la collecte de données relatives à ces indicateurs.

Entre 2018 et 2020, le Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI) et le Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH) ont tenu leurs réunions annuelles en parallèle. Les [réunions de 2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2018/default.aspx) ont eu lieu en octobre, celles de [2019 en septembre](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2019/default.aspx), et celles de [2020 en septembre](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2020/default.aspx). Lors de leurs réunions, les groupes d'experts passent en revue les travaux des groupes de travail thématiques pour la période de travail en cours et proposent les thèmes qui seront étudiés pendant la période de travail suivante.

Les résultats des discussions sont ensuite présentés pour adoption au Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTIS).

Partenariats

L**'**UIT a joué un rôle central dans la mise en œuvre de la [Feuille de route pour la coopération](https://www.un.org/fr/content/digital-cooperation-roadmap/) du Secrétaire général de l**'**ONU. Depuis janvier 2021, dans le cadre de l**'**objectif de la Feuille de route consistant à parvenir à une connectivité universelle d**'**ici à 2030, l**'**UIT a dirigé les activités d**'**un groupe de travail chargé d**'**élaborer des critères de référence pour une connectivité efficace et universelle, afin de déterminer la situation actuelle des pays sur le plan de la disponibilité et de la qualité de la connectivité numérique, ainsi que de définir des cibles en matière de connectivité à l**'**horizon 2030 de façon à indiquer l**'**objectif que devront atteindre les pays à cette date.

L'UIT continue de jouer un rôle actif au sein du [Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/intlcoop/partnership/default.aspx) et figure, aux côtés de la CNUCED et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), parmi les trois membres de la Commission de direction de ce Partenariat. En 2019, le Partenariat a continué de participer activement au suivi des Objectifs de développement durable (ODD) par l'intermédiaire de son Groupe d'action sur les TIC au service des ODD, dirigé conjointement par l'UIT et le Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU. Lors de l'édition de 2019 du Forum du SMSI, le Partenariat a organisé une session, intitulée "Mesurer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODD au moyen des indicateurs TIC", afin d'examiner les progrès accomplis par le Groupe d'action et la liste thématique des indicateurs TIC permettant de mesurer la disponibilité et l'utilisation des TIC dans des secteurs pertinents au regard des ODD qui ne sont pas pris en compte dans le cadre mondial pour les indicateurs relatifs aux ODD. La liste comporte 26 indicateurs TIC portant sur 27 cibles associées à 11 ODD, indicateurs qui ont été examinés et approuvés dans le cadre d'un processus de consultation mobilisant des gouvernements et des organisations internationales. La liste définitive a été soumise pour approbation à la 51ème session de la Commission des statistiques des Nations Unies (UNSC), qui a eu lieu en mars 2020.

Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde

Le [16ème Colloque](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Statistics/Pages/events/wtis2018/default.aspx) sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTIS), qui a eu lieu en décembre 2018, portait principalement sur les incidences des télécommunications/TIC et des nouvelles technologies sur le développement social et économique. La [17ème édition](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Statistics/Pages/events/wtis2020/default.aspx) du Colloque, qui devait avoir lieu en avril 2020, a été reportée en raison de la pandémie de COVID-19 et s'est tenue du 1er au 3 décembre 2020, sur le thème "Vers une société numérique inclusive". Elle a réuni plus de 400 experts et professionnels.

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESSuivant les orientations des États Membres et des Membres de Secteur de l'UIT, des mesures concrètes ont été prises en ce qui concerne la coordination des activités liées aux statistiques entre les Commissions d'études de l'UIT-D et le Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI) ainsi que le Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH). Des spécialistes et des membres des équipes de direction participent aux réunions des autres groupes et rendent compte des questions présentant un intérêt commun. En outre, des notes de liaison ont été échangées entre les groupes. Ces activités de collaboration visent à contribuer à la mise en œuvre de la Résolution 131 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT et de la Résolution 8 (Rév.Buenos Aires, 2017) de la CMDT et à échanger des renseignements. |

# 11 Initiatives stratégiques: initiatives Giga, Connect2Recover et I-CoDI

Outre les résultats décrits ci-dessus pour chaque priorité thématique, diverses initiatives stratégiques importantes recoupant plusieurs priorités thématiques, à savoir les initiatives Giga, Connect2Recover et I-CoDI, ont été prises pendant la période 2018-2020. Ces initiatives, de par leur caractère mondial, peuvent être adaptées à plusieurs pays et plusieurs régions.

Initiative Giga

Le projet Giga, lancé conjointement par l'UIT et l'UNICEF lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2019, vise à connecter toutes les écoles à l'Internet et à permettre à tous les jeunes d'accéder à l'information, de bénéficier de nouvelles possibilités et d'avoir la liberté de choix. À l'échelle mondiale, quelque 3,7 milliards de personnes, dont 360 millions de jeunes, n'ont pas accès à l'Internet. Faute d'accès à l'Internet, les enfants et les jeunes ne peuvent exploiter la profusion d'informations disponibles en ligne, ce qui limite les ressources à leur disposition pour apprendre, progresser et réaliser tout leur potentiel. La réduction de la fracture numérique passe par une coopération au niveau mondial, par des initiatives et par des innovations dans les domaines de la finance et des technologies.

L'initiative Giga repose sur quatre piliers consistant: à cartographier la connectivité de toutes les écoles et à l'utiliser pour montrer où se situe la demande en matière de connectivité et faire usage des nouvelles technologies pour cartographier en temps réel l'emplacement des écoles et leur niveau de connectivité; à financer un appel d'offres commun qui rassemble les besoins des écoles en matière de connectivité (regroupement entre plusieurs pays) et crée un modèle de prévision des coûts visant à rendre la connectivité plus abordable; à connecter toutes les écoles à l'Internet et à créer un système de suivi pour évaluer le niveau et la qualité de la connectivité offerte par les fournisseurs de services Internet; et à faire en sorte que les jeunes acquièrent des compétences en investissant dans des solutions à code source ouvert et en développant de telles solutions, afin de les mettre à la disposition des enfants, des enseignants et des administrateurs grâce à la connectivité. Au premier trimestre de 2021, 800 000 écoles de 30 pays ont été cartographiées, et 17 pays ont rejoint l'initiative Giga afin de connecter plus de 86 000 écoles, et plus de 25,8 millions d'élèves et d'enseignants. Plus de 100 écoles pilotes ont été connectées au Kenya, et des projets pilotes analogues sont en cours au Rwanda et au Kazakhstan.

Les participants à l'initiative Giga collaborent actuellement avec des partenaires tels que Ericsson, FCDO, Softbank, Musk Foundation, BCG et Nic.br pour cartographier et connecter les écoles dans trois zones prioritaires: Asie‑Pacifique (Bhoutan), Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan et Ouzbékistan), Caraïbes orientales et Amérique centrale (Colombie, El Salvador, Honduras et Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) et Afrique subsaharienne (Kenya, Niger, Rwanda, Sierra Leone et Zimbabwe).

En 2021, il est prévu d'étendre l'initiative Giga à d'autres pays et régions et de la renforcer dans les pays et régions où elle est déjà mise en œuvre. Des informations complémentaires sur l'initiative Giga sont disponibles sur le site <https://gigaconnect.org/>.

Initiative Connect2Recover

En septembre 2020, l'UIT a lancé l'initiative Connect2Recover, avec le soutien du Ministère des affaires intérieures et des communications du Japon et du Centre d'aide humanitaire et de secours du Roi Salman du Royaume d'Arabie saoudite. Cette initiative vise à aider les pays moins bien connectés, notamment mais pas exclusivement ceux de la région Afrique, à renforcer l'infrastructure et les écosystèmes numériques, à mettre à disposition des moyens d'utiliser les technologies numériques, par exemple le télétravail, le commerce électronique, l'apprentissage à distance et la télémédecine, dans le contexte du COVID-19.

L'initiative Connect2Recover comprend trois grands axes. Elle consistera dans un premier temps à élaborer une méthodologie permettant de repérer les lacunes dans l'utilisation des réseaux et des technologies numériques au niveau national et de mettre en évidence les obstacles qui s'y opposent, afin de faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19 et de les atténuer, de veiller à ce que les pays soient mieux préparés à des situations d'urgence analogues à l'avenir et de permettre le rétablissement des activités ainsi que la préparation à la "nouvelle normalité". En deuxième lieu, l'initiative Connect2Recover aidera les pays à évaluer leurs besoins, les lacunes qu'ils ont pu constater et les obstacles auxquels ils se heurtent, et à concevoir des stratégies destinées à garantir que l'infrastructure et les écosystèmes numériques soutiennent comme il se doit la reprise des activités et le retour à la "nouvelle normalité". Enfin, l'initiative Connect2Recover aura pour but de concevoir et de mettre en œuvre des projets pilotes visant à tester des solutions techniques concrètes allant dans le sens des stratégies et politiques nationales des pays et d'appuyer la réalisation d'études approfondies dans certains domaines de la politique relative au numérique, en fonction des priorités définies par les pays sélectionnés, tels que les services financiers numériques, le cyberenseignement, la cybersanté, l'administration publique en ligne ou le télétravail.

Centre international d'innovation numérique (I-CoDI) de l'UIT

Au titre de l'Objectif 4 du Programme Connect 2030, l'UIT est chargée de favoriser la mise en place de conditions propices à l'innovation dans le secteur des TIC, et ainsi que l'a reconnu la CMDT-17, l'instauration d'une culture de l'innovation au sein du BDT a été considérée comme une priorité par les États Membres. Cette priorité est également mise en évidence dans l'Objectif 3 défini par la CMDT-17 "Environnement favorable", selon lequel les États Membres ont chargé le BDT de renforcer la capacité des membres de l'UIT d'intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC dans leurs programmes nationaux de développement et d'élaborer des stratégies visant à promouvoir les initiatives en matière d'innovation, y compris dans le cadre de partenariats publics, privés ou public-privé. Les États Membres ont également fait de l'innovation une priorité au niveau régional, et la CMDT-17 a adopté des initiatives régionales en faveur de l'innovation pour les régions Afrique, Amériques, États arabes, Europe et de la CEI.

La phase de conception du Centre international d'innovation numérique (I-CoDI), réalisée grâce au soutien de l'Autorité de réglementation des télécommunications (TRA) des Émirats arabes unis, a été achevée en décembre 2020. Dans un souci de "favoriser l'innovation pour connecter le monde" et de mettre en œuvre une approche mobilisant l'ensemble de l'UIT, le Centre aura pour objectif:

• d'aider les États Membres à intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC dans leurs programmes nationaux de développement;

• de renforcer la capacité de l'UIT/BDT à intégrer l'innovation dans leurs activités quotidiennes.

Il permettra également de mener à bien les activités dans un cadre entièrement virtuel, et, possiblement, dans un environnement physique. Le Centre, qui mettra l'accent sur les techniques de réflexion conceptuelle, servira de tribune pour garantir des discussions inclusives et favoriser les contributions au processus préparatoire régional en vue de la CMDT-21. À titre d'exemple, le Centre a été utilisé pour définir les priorités régionales de la région des États arabes en vue de la CMDT-21, à l'occasion d'un atelier virtuel organisé les 30 et 31 mars. Une séance d'information a également été organisée le 29 mars 2021 à l'occasion de la réunion préparatoire régionale pour l'Afrique organisée conjointement par l'UIT et l'UAT.

|  |
| --- |
| Assistance aux PMA, aux PEID et aux PDSLLes travaux du BDT, centrés sur des axes de travail cohérents et ciblés, concernent les pays les moins avancés (PMA), les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays en développement sans littoral (PDSL). L'assistance à ces pays est mise en évidence et décrite dans l'ensemble du présent document. Une assistance a notamment été fournie en 2019 aux pays suivants (cette liste n'est pas exhaustive): Burundi, Cambodge, Comores, Érythrée, Eswatini, Fidji, Gambie, Kiribati, Kirghizistan, Lao (R.d.p.), Libéria, Malawi, Mauritanie, Mongolie, Myanmar, Macédoine du Nord, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Saint-Kitts-et-Nevis, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Îles Salomon, Somalie, Soudan du Sud, Tonga, Tuvalu, Ouganda, Vanuatu et Yémen. En 2018, l'UIT a fourni une assistance ciblée aux PMA, aux PDSL et aux PEID suivants: Afghanistan, Bolivie, Burundi, Eswatini, Guinée-Bissau, Haïti, Kiribati, Malawi, Myanmar, Paraguay, Sao Tomé-et-Principe, Îles Salomon, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Suriname, Timor-Leste, Ouganda et Ouzbékistan. Une assistance a été fournie pour l'ensemble des priorités thématiques, notamment dans les domaines de la réglementation et des politiques, des télécommunications d'urgence et des interventions en cas de catastrophes, de l'inclusion numérique, de la cybersécurité, des infrastructures TIC et de la gestion du spectre. De plus, certains rapports ont été élaborés afin de résoudre les problèmes que rencontrent ces pays. On citera à titre d'exemple l'étude de l'UIT-D sur les [*incidences économiques du large bande dans les PMA, les PDSL et les PEID*](https://www.itu.int/en/ITU-D/LDCs/Pages/Economic-impact-of-broadband-in-LDCs%2C-LLDCs-and-SIDS.aspx#:~:text=Mobile%20broadband%20appears%20to%20exert,cent%20increase%20for%20fixed%20broadband.), effectuée dans le cadre d'une coopération avec le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS). Cette étude confirme que le large bande fixe et mobile a des incidences positives dans les pays les plus vulnérables. Un deuxième rapport, intitulé: *L*[*es TIC et les petits États insulaires en développement: examen à mi-parcours de la voie suivie par le Samoa*](https://www.itu.int/en/ITU-D/LDCs/Pages/Publications/SIDS/ICTs.aspx), montre que les PEID ont réalisé des progrès en ce qui concerne l'objectif d'universalité des réseaux TIC et de l'accès abordable à ces réseaux depuis la conférence tenue au Samoa. Toutefois, les progrès sont inégaux et il existe un écart considérable entre les PEID obtenant les meilleurs résultats et les autres pays. Un troisième rapport, intitulé: [*Les TIC, les PMA et les ODD: assurer un accès universel et financièrement abordable à l'Internet dans les pays les moins avancés*](https://www.itu.int/en/ITU-D/LDCs/Pages/ICTs-for-SDGs-in-LDCs-Report.aspx), met en évidence les possibilités qu'offrent les TIC pour résoudre les problèmes du développement dans les pays les plus vulnérables du monde. Il livre une analyse de l'évolution des TIC dans les PMA et suit les progrès accomplis dans la réalisation de la Cible 9c des Objectifs de développement durable (ODD) visant à "accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et à faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020". Cette analyse repose sur un nouveau cadre à trois dimensions, qui permet de classer les PMA en trois catégories en fonction de leurs résultats d'ensemble dans les domaines de l'accès, de l'accessibilité financière et des compétences. Ce cadre aidera les pays à identifier les domaines nécessitant une intervention rapide et sur lesquels axer les politiques et les ressources financières et humaines limitées. |

# 12 Travaux des commissions d'études

Au total, 800 documents (contributions, rapports d'activité et rapports de réunion) ont été reçus de la part des membres de l'UIT-D pendant la période d'études 2018-2021. Ces documents très utiles ont été analysés dans le cadre des 14 Questions confiées aux commissions d'études, et ont donné lieu à 14 rapports (un par Question). Les rapports seront approuvés lors des réunions des commissions d'études, qui se tiendront du 15 au 26 mars 2021. Ces réunions, les dernières de la période d'études actuelle, avaient pour but d'achever l'examen des Questions futures pour la période d'études 2022-2025. Les conclusions des réunions des Commissions d'études seront communiquées au GCDT (Documents TDAG-21/8 et TDAg-21/9), et la nouvelle série définitive de Questions mises à l'étude sera approuvée lors de la CMDT-21.

[Huit produits annuels](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/OngoingWork.aspx), qui sont indiqués en regard de leurs priorités thématiques respectives, ont été approuvés lors des réunions annuelles des Commissions d'études de l'UIT-D. Ces produits ont été examinés de manière plus approfondie lors d'entretiens avec les auteurs et ont été mis en avant sur les blogs des *Nouvelles de l'UIT*.

Ateliers/tutoriels/webinaires liés aux Commissions d'études de l'UIT-D

Une liste des manifestations organisées au cours de la période d'études 2018-2021 et mentionnées dans le présent rapport au titre de leurs priorités thématiques respectives est disponible sur la [page web](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/events_workshops.aspx) suivante. Les résultats de ces manifestations ont non seulement servi de base à l'élaboration de nouveaux produits annuels et de projets de lignes directrices, mais ont aussi contribué à l'élaboration des rapports finals sur les Questions confiées aux commissions d'études.

Travaux en vue de la CMDT-21

Dans le cadre du processus préparatoire, les Commissions d'études de l'UIT-D ont entamé des discussions sur les thèmes de la CMDT-21, à savoir le Règlement intérieur du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (Résolution 1 de la CMDT), les Questions à confier aux Commissions d'études (Résolution 2 de la CMDT), la rationalisation des Résolutions de la CMDT et Déclaration de la CMDT. Des vues préliminaires sur ces thèmes sont exposées dans la note de liaison envoyée au Groupe de travail du GCDT sur les Résolutions, la Déclaration et les priorités thématiques de la CMDT (GT-GCDT-RDTP) (Document [TDAG-WG-RDTP/8](https://www.itu.int/md/D18-TDAG27.RDTP-C-0008)). Les discussions sur ces quatre thèmes ont été menées à bien au niveau des Commissions d'études de l'UIT-D, dans le cadre d'une réunion conjointe organisée spécialement pour regrouper les discussions sur les futures Questions à l'étude et sur la Résolution 2 relative aux méthodes de travail des commissions d'études. Les éléments pour lesquels un consensus n'a pas encore été obtenu seront traités au niveau du GCDT.

Les candidatures aux fonctions de Président ou de Vice-Président des Commissions d'études de l'UIT-D seront traitées conformément à la Résolution 61 (Rév.Dubaï, 2014) de la CMDT, au plus tard deux semaines avant l'ouverture de la CMDT-21. Les membres de l'UIT-D sont invités à mener des consultations aux niveaux national et régional, en vue de parvenir à un consensus sur les candidats à présenter. Une Lettre circulaire sera envoyée après la CMDT-21, afin de lancer un appel à candidatures pour les fonctions de Rapporteur et de Vice-Rapporteur.

Rapports finals sur les Questions

Les 14 rapports finals ainsi que des lignes directrices sur la modélisation des coûts (Question 4/1) ont été élaborés et approuvés lors de la quatrième (et dernière) réunion annuelle des commissions d'études[[2]](#footnote-2), tenue en mars 2021. Les rapports approuvés sont mis à la disposition des membres et sont actuellement formatés dans les publications de l'UIT afin d'être mis à la disposition de tous, dans les langues officielles de l'ONU. Les conclusions et les lignes directrices figurant dans ces rapports sont déjà utilisables par le BDT et l'UIT dans le cadre des manifestations, formations, projets et initiatives dans les pays.

Collaboration avec les travaux menés au niveau régional et les priorités thématiques

Plusieurs membres de l'équipe de direction des Commissions d'études de l'UIT-D ont participé en tant qu'experts faisant fonction d'interlocuteurs (intervenants) pour les manifestations de l'UIT-D (dialogues économiques régionaux, Europe accessible et Forums régionaux pour le développement, par exemple), de formateurs pour les projets de l'UIT (par exemple l'initiative PRIDA), de participants à un examen collégial pour les kits pratiques de l'UIT-D (par exemple le Kit pratique sur la réglementation du numérique) et d'auteurs de publications de l'UIT-D (Guide pour les solutions sur le dernier kilomètre, par exemple). La collaboration avec les équipes chargées des priorités thématiques pour l'élaboration de lignes directrices et l'organisation de webinaires/ateliers se poursuit. L'harmonisation avec les priorités thématiques et les activités régionales se trouve à un stade bien avancé, tant en interne, par la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats, qu'avec les membres, par l'intermédiaire du Groupe de travail du GCDT sur les Résolutions, la Déclaration et les priorités thématiques de la CMDT.

Collaboration avec les autres Secteurs

Une collaboration active se poursuit sous la forme d'une participation aux sessions et aux manifestations des Commissions d'études, afin d'échanger des informations et d'obtenir des contributions spécifiques entre les Commissions d'études. Un tableau de correspondance intersectorielle, qui répertorie les domaines d'étude communs entre les Commissions d'études de l'UIT-D et de l'UIT-T d'une part, et entre les Commissions d'études de l'UIT-R et de l'UIT-T d'autre part, est tenu à jour et actualisé par le secrétariat du [Groupe de coordination intersectorielle (ISCG)](https://www.itu.int/en/general-secretariat/Pages/ISCG/default.aspx) sur les questions d'intérêt mutuel, en collaboration avec les secrétariats des Commissions d'études des trois Secteurs de l'UIT. On trouvera de plus amples informations sur les travaux menés par les Commissions d'études 1 et 2 de l'UIT-D dans les Documents [TDAG-21/8](https://www.itu.int/md/D18-TDAG25.2-C-0012/en) et [TDAG‑21/9](https://www.itu.int/md/D18-TDAG25.2-C-0013/en).

# 13 Forums régionaux sur le développement

Les Forums régionaux sur le développement (RDF) offrent une occasion unique d'établir un dialogue entre les bureaux régionaux et les décideurs des États Membres et des Membres de Secteur de l'UIT, les organisations régionales ou internationales et d'autres parties prenantes dans chacune des six régions de l'UIT-D. Ces manifestations permettent de faire le point de la situation de chaque région en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires en général, et des initiatives régionales en particulier. Les RDF offrent l'occasion d'examiner les progrès réalisés, les travaux en cours et les plans de mise en œuvre, ainsi que la coopération et les partenariats qui contribueront à la mise en œuvre des initiatives régionales. Ils favorisent un processus participatif et inclusif pour atteindre les objectifs de développement convenus et permettent d'apporter les ajustements nécessaires aux approches retenues pour atteindre ces objectifs. Pour plus d'informations sur ces Forums, consultez le [site web des RDF](https://www.itu.int/en/ITU-D/Pages/regional-development-forums.aspx).

# 14 Partenariats au service de la transformation numérique

Il ressort du présent rapport que le monde numérique d'aujourd'hui nécessite une collaboration étroite reposant sur la coopération, le partage des ressources et des mécanismes où tous les acteurs – pouvoirs publics, secteur privé et utilisateurs – sont gagnants. Il est essentiel d'adopter une approche plus globale faisant intervenir toutes les entités publiques, dans laquelle la technologie est considérée comme un service de base fondamental qui est utile à tous.

Le BDT intensifie ses efforts en vue de nouer des partenariats stratégiques profitables à toutes les parties, qui ouvrent la voie à la collaboration en vue d'obtenir des résultats concrets et de qualité et de produire des effets plus marqués. Le BDT continue d'entretenir des relations avec les partenaires existants, d'identifier de nouveaux partenaires et de nouer un dialogue avec eux, tout en fidélisant les Membres du Secteur de l'UIT-D et en s'efforçant d'en attirer de nouveaux, afin d'obtenir des ressources pour financer des projets de grande envergure, y compris des initiatives régionales, de façon à appuyer la mise en œuvre efficace du Plan d'action de Buenos Aires aux niveaux mondial, régional et national. Ainsi, en 2020 (au 30 novembre 2020), 32 nouveaux accords de partenariat représentant un engagement total de 15,1 millions USD ont été signés. À titre de comparaison, 30 nouveaux accords de partenariat d'un montant de 15,2 millions USD ont été signés en 2019, et 43 nouveaux accords de partenariat d'un montant de 10,9 millions USD ont été signés en 2018. Des informations sur ces partenariats sont disponibles sur la page web de l'UIT-D "[Adhérer à l'UIT-D](https://www.itu.int/en/ITU-D/MembersPartners/Pages/default.aspx)".

En 2021, le BDT continuera de mettre en œuvre le Plan d'action de Buenos Aires dans le cadre de ses priorités thématiques, afin de produire des effets durables et d'avancer sur la voie de la transformation numérique pour tous. Dans le cadre d'une action collective, le BDT peut continuer à transformer le monde numérique et animer les débats en vue d'une transformation numérique inclusive.

# 15 Collaboration avec l'ONU

En 2020, et à ce jour en 2021, l'UIT a renforcé dans une large mesure sa participation au réseau des Coordonnateurs résidents des Nations Unies dans le cadre du Bureau des Nations Unies pour la coordination des activités de développement (UNDCO), ces activités étant coordonnées par le BDT dans le cadre de la présence régionale. L'UIT a conçu une approche par étape vis-à-vis de la collaboration avec le Coordonnateurs résidents au niveau mondial, en collaboration avec l'UNDCO. Dans le cadre de cette approche, l'UIT a élaboré des initiatives axées sur chaque région, lesquelles ont été approuvées par l'UNDCO; approuvé un engagement conjoint (entre l'UIT et l'UNDCO) pour le renforcement de la coopération et diffusé cet engagement auprès de tous les coordonnateurs résidents; et approuvé une liste de pays dans lesquels l'UIT mènera une action ciblée. Une campagne de sensibilisation concernant le mandat et les activités de l'UIT est actuellement menée au sein du système des coordonnateurs résidents au moyen de webinaires organisés dans chaque région, et l'UIT a déjà donné effet à ses engagements dans le cadre de l'analyse commune des pays et des cadres de pays dans bon nombre de pays ciblés.

L'UIT participe de plus en plus aux diverses évaluations au niveau des Nations Unies, notamment l'examen quadriennal. Fait plus important encore, le BDT fait de cette approche un critère pour l'amélioration des activités de la présence régionale, au moyen d'un suivi et d'une évaluation internes.

Un Groupe de travail interne coordonne ces travaux pour veiller à ce que tous les axes de travail et les contributions soient traités convenablement. Le BDT a également créé un poste de chargé de liaison de grade P4 au sein du Bureau de l'UIT à New York, qui sera opérationnel en mai 2021 et fournira des possibilités de coordination et de collaboration supplémentaires avec l'ONU. Ce poste renforcera la capacité de l'UIT de participer pleinement aux travaux du système des Nations Unies pour le développement au niveau mondial et établira un lien entre le réseau de bureaux régionaux et le système des Nations Unies.

Parmi les travaux et les activités de collaboration menés au sein du système des Nations Unies, on peut citer:

**Collaboration avec l'Émissaire spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les technologies:** En juin 2020, le Secrétaire général de l'ONU a publié le nouveau Plan d'action pour la coopération numérique ([A/74/821](https://undocs.org/A/74/821)), qui contient un ensemble de mesures recommandées que la communauté internationale devrait mettre en œuvre pour faire en sorte que toutes les populations soient connectées, respectées et protégées à l'ère du numérique. Ce plan d'action s'appuie sur les recommandations formulées par le Groupe de haut niveau sur la coopération numérique[[3]](#footnote-3) et sur les contributions reçues dans le cadre de huit tables rondes organisées par le Bureau du Secrétaire

général des Nations Unies, de la part d'États Membres, du secteur privé, de la société civile et des communautés techniques et d'autres groupes de parties prenantes. Ce plan d'action s'appuie sur les recommandations formulées par le Groupe de haut niveau sur la coopération numérique.

L'UIT collabore avec le bureau du Secrétaire général de l'ONU, en particulier avec le Bureau de l'Émissaire pour les technologies, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action pour la coopération numérique. L'UIT dirige deux tables rondes, l'une sur la connectivité mondiale, en collaboration avec l'UNICEF, et l'autre sur le renforcement des capacités, aux côtés du PNUD. L'UIT participe à d'autres tables rondes, notamment sur les biens publics numériques, l'inclusion numérique, l'intelligence artificielle, la confiance et la sécurité dans le domaine du numérique, et l'architecture de la coopération numérique.

En tant que co-champion, l'UIT a organisé une série de manifestations virtuelles et lancé des initiatives en partenariat avec les organismes et institutions compétents des Nations Unies, en vue de tirer parti des capacités offertes par les technologies numériques tout en atténuant leurs effets négatifs potentiels. On peut notamment citer une série de webinaires sur la coopération numérique pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà, une campagne dans les médias à l'intention des jeunes intitulée "Connecter, respecter, protéger" et la réunion de haut niveau sur la coopération numérique, organisée durant l'Assemblée générale en septembre 2020.

En 2021, l'UIT continue de collaborer étroitement avec les participants aux tables rondes, notamment, mais non exclusivement, avec les Gouvernements du Kazakhstan, du Niger, du Rwanda, des Pays-Bas, des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite, du Mexique, du Canada et de Singapour, ainsi qu'avec l'Union européenne et la Commission européenne; des membres du secteur privé (Microsoft, Vodafone, Viasat); d'autres membres (GSMA, ISOC, Forum économique mondial, Web Foundation); et d'autres organismes du système des Nations Unies (UNICEF, PNUD, ONU-Habitat, UN-OHRLLS, CNUCED, Banque mondiale, pour ne citer qu'eux), de manière à mettre davantage l'accent sur les principales mesures qui visent à donner effet à la Feuille de route, dans le but de garantir une connectivité universelle, efficace et abordable et de fournir un appui cohérent et coordonné dans le domaine du renforcement des compétences et des capacités numériques.

Parmi les autres activités de coopération déployées au niveau mondial, on peut citer:

– La Commission "Le large bande au service du développement durable", établie en 2010 et dirigée par l'UIT et l'UNESCO, compte parmi ses membres six autres entités du système des Nations Unies et vise à renforcer l'importance accordée au large bande par la communauté internationale et d'accroître l'accès au large bande dans chaque pays en tant qu'élément central en vue d'accélérer les progrès en faveur des objectifs de développement nationaux et internationaux.

– Initiative conjointe de l'UIT et de l'ONUDI sur l'innovation au service de la transformation, en particulier en ce qui concerne l'ODD 9: l'UIT participe à l'initiative pour la troisième décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA III) dirigée par l'ONUDI en partenariat avec l'UIT et d'autres organisations et partenaires du système des Nations Unies, dans le cadre de laquelle a été élaborée une feuille de route conjointe et une manifestation de haut niveau (25 septembre 2019, New-York). L'UIT participe également à l'initiative Mohammed bin Rashid Initiative (MBR) pour la prospérité mondiale.

– Semaine de l'apprentissage mobile, organisée par l'UNESCO en partenariat avec l'UIT et avec l'appui d'autres partenaires.

– UIT/Banque mondiale: Déclaration conjointe en vue d'améliorer la coopération aux fins de la promotion du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et domaines de collaboration concrets, tels que les services financiers numériques (initiative FIGI, par exemple), les manuels sur la réglementation, l'initiative de veille réglementaire, l'édition de 2020 du Manuel sur la réglementation du numérique, la plate-forme en ligne sur la réglementation du numérique et le kit pratique sur la réglementation dans le domaine des TIC.

– Le BDT a réussi à renforcer la collaboration avec les autres institutions des Nations Unies, qui a abouti à des activités conjointes de mobilisation des ressources et de partenariat. L'un des résultats de cette collaboration a été la conclusion d'un partenariat avec la FAO, l'OIT, le FNUDC et le PNUD, qui a débouché sur la conclusion d'un accord avec la Commission européenne afin de financer le projet "Appui à l'entrepreneuriat, à l'investissement et au commerce en zone rurale en Papouasie-Nouvelle-Guinée".

– En collaboration avec d'autres organismes du système des Nations Unies, l'UIT est membre du comité de direction du Partenariat pour la mesure des TIC au service du développement, une initiative internationale multi-parties prenantes lancée en 2004 afin d'améliorer la disponibilité et la qualité des données et des indicateurs sur les TIC, en particulier dans les pays en développement.

Coopération régionale avec l'ONU

Dans les Amériques, l'UIT travaille en étroite collaboration avec d'autres organisations du système des Nations Unies afin de fournir un appui au Honduras et au Paraguay. Pour faire face à la crise liée au COVID-19, l'équipe de pays des Nations Unies au Honduras a travaillé en coopération avec l'UIT dans le domaine de la transformation numérique afin de mieux reconstruire le monde, et a fait de la transformation numérique une priorité stratégique. Depuis 2020, l'UIT contribue à l'élaboration du nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, et le Bilan commun de pays a été achevé en janvier 2021. À ce jour, en sa qualité de membre de l'équipe de pays des Nations Unies pour le Honduras, l'UIT a intégré la question de la transformation numérique dans les fondements des priorités stratégies concernant les possibilités structurelles.

En El Salvador, en collaboration avec le bureau local de l'UNICEF, l'UIT contribue à l'élaboration du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui devrait être signé en 2021.

Au Paraguay, l'UIT collabore avec l'équipe de pays des Nations Unies et le coordonnateur résident de l'ONU pour intégrer efficacement les TIC dans le Plan-cadre pour 2020-2024, en particulier afin de fournir une connectivité efficace et de réduire la fracture numérique dans la région de Chaco.

L'UIT a également été invitée à intégrer le comité de [Generación Única](https://www.unicef.org/argentina/generacion-unica) par l'UNICEF en Argentine, ainsi que les projets du Partenariat des Nations Unies pour la promotion des personnes handicapées (PPDPH) mis en œuvre par l'équipe de pays des Nations Unies au Guatemala.

En Europe, l'UIT a élaboré et codirige deux mécanismes de coordination, à savoir le Groupe pour la transformation numérique en Europe et en Asie centrale et le Groupe spécial des Nations Unies sur le passage au numérique au service du développement durable à Bruxelles. De plus, une série d'activités de collaboration stratégique avec des organismes du système des Nations Unies ont été renforcées, notamment avec la FAO, l'UNICEF, ONU-Femmes et le PNUD. Le Bureau régional de l'UIT pour l'Europe a également collaboré avec toutes les équipes de pays des Nations Unies dans la région Europe et collabore étroitement avec 8 équipes de pays (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Monténégro, Moldova, Macédoine du Nord, Serbie et Ukraine). Ces activités contribuent au bilan commun de pays et au Plan-cadre de coopération des Nations unies pour le développement, et visant à renforcer la mise en œuvre des projets et initiatives liées à la transformation numérique.

Dans la région de la CEI, l'UIT fait partie des équipes de pays des Nations Unies pour le Bélarus et pour le Kazakhstan et étudie actuellement la possibilité de rejoindre l'équipe de pays pour l'Ouzbékistan. L'UIT maintient des contacts réguliers avec d'autres équipes de pays des Nations Unies dans les pays de la région afin d'accroître la sensibilisation concernant les activités de l'UIT aux niveaux mondial et régional et d'étudier les possibilités de partenariat. Au Bélarus, l'UIT a participé à l'élaboration du bilan commun de pays et du Plan-cadre de coopération pour 2021-2025 et a participé au Plan-Cadre pour 2021-2025 du Kazakhstan. En Russie, l'UIT collabore avec le centre d'information de l'ONU et contribue au Bulletin d'information de l'ONU. En 2020, la collaboration s'est poursuivie avec l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation. Le Bureau régional pour la CEI est membre du Groupe des Nations Unies sur la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale, codirigé par l'UIT et la CEE.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Le kit pratique sur la stratégie nationale de cybersanté est disponible à l’adresse: "<https://www.itu.int/fr/publications/Pages/default.aspx>". [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir les rapports finals des réunions: [1/32](https://www.itu.int/md/D18-SG01-R-0032/en), [1/33](https://www.itu.int/md/D18-SG01-R-0033/en) et [2/32](https://www.itu.int/md/D18-SG02-R-0032/en). [↑](#footnote-ref-2)
3. [Groupe de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur la coopération numérique](https://www.un.org/fr/sg-digital-cooperation-panel). [↑](#footnote-ref-3)